

هكزام الأول



SUPPLÉMENT RADIO-TÉLÉVISION

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13824 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 9-LUNDI 10 JUILLET 1989

## Argentine : et maintenant ?

Avec cinq mois d'avance sur le terme prévu par la Constitution, le président radical Raúl Alfonsín transmet, à Buenos-Aires, l'écharpe bleu et blanc des présidents argentins à son successeur démocratiquement élu, Carlos Menem.

Et maintenant ? C'est évidemment l'interrogation angoissée de trente-deux millions d'Argentins, mais aussi de quelques quatre cents millions de Latino-Américains plongés, depuis le début des années 80, dans une crise peut-être moins profonde mais d'apparence tout aussi inextricable. Banquiers et dirigeants d'institutions financières internationales (créditeurs de quelque 60 milliards de dollars), investisseurs étrangers potentiels et chanceleries du monde entier ne peuvent pas, non plus, se désintéresser de ce que fera M. Carlos Menem.

Le nouveau chef d'Etat, durant sa campagne électorale, était resté remarquablement vague sur son programme. L'ayant seulement à ses sympathisants le slogan « Suívezme ! », il avait promis une « révolution productrice » des plus floues. Mais il a été plus explicite depuis lors, laissant comprendre qu'il s'apprête à faire ce à quoi il s'était farouchement opposé tant qu'il était de l'autre côté de la barrière. La nomination, en particulier, de M. Miguel Rábago, ancien dirigeant de la principale multinationale argentine, Bunge y Born, comme ministre de l'économie suggère que M. Menem s'est laissé convaincre (après tant d'autres de ses pairs latino-américains) du caractère inséparable d'une politique économique d'inspiration néo-libérale — fût-ce avec quelques « correctifs sociaux » qu'impose l'appartenance au Justicialismo.

Encore faudra-t-il que le nouveau président, dont le parti avait appuyé treize graves généralisations contre la politique d'austérité de M. Alfonsín, parvienne à faire entendre raison à la puissante centrale syndicale CGT (d'obédience péroniste) afin de pouvoir mettre en œuvre quel que programme de redressement que ce soit. Il est vrai que si quelqu'un en Argentine peut y parvenir, c'est bien M. Menem. A défaut de quoi, l'insécurité populaire, la répression et le retour des prétoriens seraient des plus probables.

La « question militaire », précisément, est un autre aspect épineux de l'avenir. A quatre reprises en un peu plus de deux années, des mutineries ont éclaté, isolées certes, mais à l'évidence suivies avec sympathie par le reste des forces armées. L'objectif était toujours le même : obtenir du pouvoir la reconnaissance que la « sale guerre » menée à la fin des années 70 contre la « subversion » était une action patriotique. M. Alfonsín avait cédé peu à peu du terrain ; tout indique que M. Menem finira par donner entière satisfaction aux militaires.

Tel est le prix que paiera le péronisme pour être enfin considéré comme un partenaire de confiance par le plus redoutable des « pouvoirs de fait », comme on dit en Argentine.

(Lire nos informations page 3.)

M 0146 - 07100 - 6,00 F



3790146006000 07100

## Le concert de la Bastille et l'attitude du PCF

### Le Bicentenaire s'ouvre sous le signe d'une contestation de gauche

A la veille des festivités du Bicentenaire, marquant la semaine du 10 au 15 juillet, et auxquelles assisteront plus de trente chefs d'Etat, le pouvoir est l'objet de tirs croisés. A gauche, les protestataires, hostiles au sommet des sept pays les plus riches, ont organisé

samedi une manifestation et un concert à la Bastille. Cette contestation a été largement relayée par le PCF et par la CGT, cette dernière annonçant une grève à la RATP le 14 juillet. A droite, l'opposition ironise sur ce que M. Juppé a appelé la « mégalomanie » de M. Mitterrand.



## Querelles de fastes

par Jean-Marie Colombani

François Mitterrand commet « une erreur historique » ! C'est Renand, le chanteur, qui le dit. Il oppose les « fastes » réservés aux « maîtres du monde » à la célébration du Bicentenaire, qui ne fait guère de place, s'indigne-t-il, aux « sans-culottes, sans pain, sans travail » et autres « sans joie ».

C'est, hélas, une habitude en France : les débats, sinon la vérité, sortent plus facilement de la bouche des « saltimbanques » que des rangs des partis. Une fois de plus, la « société civile » fait la leçon à une société politique devenue muette. Il est vrai que les civils en question — Renand, mais surtout René Dumont et Gilles

Perrault — n'ont jamais été politiquement neutres : l'un fut « tonitruant », l'autre est toujours « tiers-mondiste » (dans l'acception traditionnelle du terme) le dernier a été « compagnon de route » du PCF. Il n'empêche : ils ont raison sur un point, essentiel.

Le Bicentenaire n'est pas celui des va-nus-pieds. Il est la commémoration de la révolution bourgeoise de 1789, dont le but était d'installer une monarchie constitutionnelle. Deux cents ans plus tard, nous avons une France bourgeoise, gérée par un monarque constitutionnel.

Ce dernier est aujourd'hui dans une position d'autant plus éminente qu'autour de lui, le paysage

politique est parcellisé, émietté, le Parlement et les partis durablement affaiblis, largement par le jeu des institutions elles-mêmes.

Le président est donc, inévitablement, la cible ultime de toute contestation d'envergure. La polémique qui rode aujourd'hui les événements de la « folle semaine » de juillet, comme disent les journaux, mérite toutefois une appréciation plus nuancée : elle est à la fois contradictoire, et logique.

La contradiction réside dans le décalage qui existe entre, d'une part, le « summum » symbolique de l'effluence diplomatique de la France que constituent la succession et la conjonction d'événements variés (visite de M. Gorbatchev, début de la présidence française de la Communauté, sommet des Sept, venue de plus d'une trentaine de chefs d'Etat à l'occasion du Bicentenaire) et, d'autre part, la querelle maoïste et presque paroxysmale qui se développe.

(Lire la suite page 8.)

## Suréquipement et endettement

### EDF envisage l'arrêt de ses commandes nucléaires

EDF, encombré de surcapacités et endetté de 230 milliards de francs, envisage pour la première fois d'arrêter son programme d'équipement nucléaire. Le gouvernement doit trancher dans les prochaines semaines entre deux hypothèses : report d'un an, pour la quatrième fois, de la prochaine commande de réacteur, ou abandon pour une durée indéterminée de tout projet.

Gelé depuis plus de deux ans, le programme nucléaire français va-t-il être arrêté pendant plusieurs années ? Pour la première fois, l'hypothèse est clairement envisagée chez EDF, où le coût du suréquipement pèse de plus en plus. Les pouvoirs publics, à qui appartient la décision, sont mis au pied du mur : l'abandon du programme même limité dans le temps risque de remettre en cause l'ensemble de la filière et, à terme, la prédominance française dans ce secteur. Mais sa poursuite coûtera plus de 1 milliard, empêchant EDF de réduire comme prévu son endettement et ses tarifs. Ven-

dredi 7 juillet, au cours du conseil d'administration d'EDF, chargé comme tous les ans d'établir les programmes d'équipements à venir, la direction a évoqué les deux hypothèses. EDF peut encore, pour la quatrième fois, repousser d'un an la commande du prochain réacteur, prévu à Civaux, dans la Vienne, qui coûtera 10 milliards de francs. Elle prolongerait ainsi le « gel » du programme, effectif depuis plus de deux ans — la dernière commande remonte à janvier 1987.

VÉRONIQUE MAURIS.  
(Lire la suite page 15.)

## Un entretien avec le président du Mexique

Les déclarations au « Monde » de M. Salinas de Gortari

PAGE 4

## Les procès de Cuba

Condamnations à mort et zones d'ombre

PAGE 4

## Femmes du Japon

En marge de l'affaire Uno  
la revanche des citoyennes « soumises »

PAGE 3

## Premier film de fiction à la Géode

Une œuvre de Pierre Etaix

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 18

## La nomination des PDG des sociétés nationales

### Il n'y a plus de « chasse aux sorcières »

Le « Journal officiel » du 8 juillet publie les décrets portant nomination d'une dizaine de dirigeants d'entreprises nationales. Depuis le début de juin, le président de la République avait à renouveler une cinquantaine de PDG dont le mandat arrivait à échéance. La « continuité » l'a emporté.

Le temps de la chasse aux sorcières à la tête des entreprises publiques serait-il révolu ? Candidat-président, M. François Mitterrand l'avait promis. Il écrivait dans sa Lettre à tous les Français : « Maintenant que nous allons vivre d'alternance en alternance, éliminons les mauvaises mœurs de la chasse aux sorcières. » Il a éliminé.

A l'occasion du renouvellement, ces derniers jours, d'une cinquantaine de dirigeants d'entreprises et d'organismes nationaux, le président de la République a en effet démontre qu'il entendait respecter cet engagement. Contrairement à

1982, ou même à 1986, il y a eu, cette fois-ci, peu de têtes coupées. « La valse des présidents [des entreprises publiques] est une expression périmée », peut déclarer, sans être démenti, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux (le Monde du 6 juin). La « continuité » au sommet des sociétés publiques souhaitée par le premier ministre, M. Michel Rocard, a été assurée. « Continuité ou immobilisme ? », se demandent quelques socialistes, qui regrettent que certaines questions — comme celle sur la durée des mandats — aient été évacuées du débat.

La lecture des communiqués des conseils des ministres du mois de juin (et de celui du 5 juillet) le confirme : pour les présidents d'entreprises et d'organismes publics dont le mandat arrivait à échéance en ce début d'été, M. Mitterrand, le véritable décideur en ce domaine, a choisi la continuité. Sur les quarante-trois postes concernés, il y a eu une trentaine de reconductions. Rien à voir avec la valse de 1982,

ni même avec celle, déjà plus lente, de 1986.

Certes, dès leur retour au pouvoir, en 1988, les socialistes, qui avaient, comme M. Mitterrand, dénoncé l'Etat-PRP, avaient, il faut le rappeler, procédé à un premier « nettoyage » au sommet. Trois hommes très marqués politiquement — MM. Jacques Friedmann, Jean Dromer et Jean-Maxime Lévêque — en avaient fait les frais. Ils devaient être rapidement remplacés par des hommes plus sûrs a priori : M. Bernard Attali à la présidence d'Air France, M. Jean-Pierre Lecoq à l'UAP et M. Jean-Yves Haberer au Crédit lyonnais.

ERIK KZRALEWICZ.

(Lire la suite page 15.)

## CHRONOLOGIE

Juin 1989  
dans le monde

Page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dr ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne/Banque, 7,20 P ; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 11 kr ; Espagne, 160 pes ; G.-B., 60 p ; Grèce, 160 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 2.000 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr ; Norvège, 13 kr ; Pays-Bas, 2,50 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh ; Suisse, 1,50 S ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.



## Dates

Il y a quinze ans, le débarquement des troupes turques

## L'opération Attila à Chypre

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-00-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Stratopics,  
MM. André Fontaine, président,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

## Le Monde

PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 457  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-01.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE  
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	BOULG	SUR	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	394 F	700 F
6	720 F	762 F	772 F	1 400 F
9	1 030 F	1 089 F	1 094 F	2 040 F
12	1 300 F	1 380 F	1 380 F	2 620 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :  
nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

FIVE Mile Point Beach, côte septentrionale de Chypre à quelques kilomètres du petit port touristique de Kyrenia. Dans le plus pur style massolien, un gigantesque monument célébrant le débarquement des troupes turques le 20 juillet 1974 au matin.

Les prodromes de cette intervention militaire, seul et unique changement de frontière en Europe depuis 1945, datent de 1955. L'île d'Aphrodite, peuplée à 80 % de Grecs et à 20 % de Turcs, fut une possession ottomane jusqu'en 1878. Le Sublime Porte la cède alors à l'empire britannique. La majorité grecque souhaite l'Enosis (rattachement à la mère patrie hellène) et se lance dans la lutte armée contre la puissance turque le 1<sup>er</sup> avril 1955. « Diviser pour régner » : les Anglais s'appuient alors sur la minorité chypriote turque et sur Ankara pour contraindre l'indépendance grec. Tant et si bien qu'en juin 1958 les deux communautés se viennent aux mains pour la première fois de leur histoire. Dans la foulée, Londres, Athènes et Ankara signent les accords de Zurich le 11 février 1959. L'indépendance de l'île est effective le 16 août 1960.

Contre mauvaise fortune bon cœur, l'archevêque-ethnarque Makarios III accepte l'indépendance plutôt que l'Enosis. Le nouveau président hérite d'une Constitution léguée par les Britanniques, rendant quasiment impossible la gestion des affaires. Mais en décembre 1963, lorsque l'archevêque tente d'annuler le texte, les Chypriotes turcs organisés dans le TMT (Organisation de la résistance turque) se révoltent.

Le quartier turc de Nicosie s'enferme derrière sa « ligne verte » et les incidents se multiplient au point d'amener l'ONU à envoyer un contingent de casques bleus. Vingt-cinq ans après, ils sont toujours là. Ainsi, au printemps 1964, les deux communautés sont de facto séparées, car les Turcs se sont regroupés dans une vingtaine d'enclaves interdites aux Grecs.

Le 21 avril 1967, le coup d'État des colonels grecs va soulever le glas de l'intégrité territoriale de l'île. Conservateur bon teint, Makarios, fils spirituel de Byzance, est devenu le chantre des non-alignés et s'est rapproché de Moscou par volonté tactique. Pour les Américains et la junte d'Athènes, il est désormais l'homme à abattre. C'est ce que va tenter de faire une organisation chypriote grecque ultranationaliste, l'EOKA-B, commandée par un ancien suppléant des nazis en Grèce.

## « Un centre de complot »

Le 6 juin 1974, le torchon brûle entre Nicosie et Athènes. L'archevêque accuse les 650 officiers grecs qui encadrent la garde nationale chypriote d'être « un centre de complot et de subversion anticonstitutionnelle ». Le 5 juillet, l'ethnarque, dans une missive comminatoire, demande au général Ghizikis, nouveau patron de la junte athénienne, de rappeler ses officiers. Le jour même, Haravgi, le quotidien du puissant parti communiste chypriote (AKEL) annonce qu'un putsch aura lieu à Chypre d'ici au 20 juillet. L'information est juste. Le 15 au matin, la garde nationale chypriote et le contingent grec attaquent le palais présidentiel, l'archevêché, les postes de la police auxiliaire (garde prétorienne de Makarios) et font la chasse aux militants de gauche. Makarios, monté peut-être venir le coup, s'échappe à l'extrême et se réfugie à Paphos, fief de ses partisans.

Le 16 au matin l'ethnarque annonce à son peuple, sur les ondes de Radio Chypre libre émettant depuis Paphos, qu'il est toujours en vie, alors que la guerre civile fait rage à l'intérieur de la communauté chypriote grecque. Pendant trois jours, des combats acharnés opposent les militants socialistes et « makariotistes » aux putschistes d'extrême droite qui finiront par l'emporter au prix d'au moins 300 morts.

Le putsch de Nicosie est une occasion rêvée pour Ankara. Depuis 1955, elle combat les idées d'Enosis et d'indépendance, préférant le Taksim : rattachement du nord de l'île à la Turquie et du sud à la Grèce. Stratégie en accord avec l'OTAN et le fameux plan Acheson qui prévoyait la même solution, faisant ainsi disparaître un État indépendant et non aligné au profit de deux régions intégrées à des pays membres de l'OTAN.

Mais lorsqu'en août 1964 la Turquie s'apprête à concrétiser un tel plan, elle se fait vertement tancer par le président Johnson. Cette fois, le premier ministre social-démocrate Bülent Ecevit ne va pas rater une telle occasion. D'autant que, pour contrecarrer son adversaire conservateur Süleyman Demirel, il s'est appuyé sur le Parti du salut national, formation islamiste dirigée par Necmettin Erbakan devenu vice-premier ministre. Or, ce der-

nier est un partisan avéré du Taksim et pousse de toutes ses forces à une intervention militaire.

Dès le premier jour du coup d'État à Nicosie, le contingent turc de l'île (650 hommes) est mis en état d'alerte et les 10 000 *Türk Mujahidiler* (milice d'autodéfense chypriote turque qui combat aussi les militants de gauche de sa propre communauté) se mobilisent.

## Chars, avions, rapala

Le 17 juillet, de fortes concentrations de troupes turques sont signalées dans les



ports d'Iskenderun et de Mersin. D'ailleurs quelques navires britanniques, américains, soviétiques et israéliens commencent à croiser dans les parages. Le 18, le premier ministre britannique Harold Wilson rejette une intervention anglo-turque. Ankara va alors se lancer seul dans l'aventure.

Le 19 juillet 1974 dans l'après-midi, une trentaine de péniches de débarquement et quatre destroyers embarquent 10 000 hommes et quittent le port turc de Mersin juste en face de Chypre. Dans la nuit, les premiers Skyhawks A-4 frappés du Croissant bombardent l'aéroport de Nicosie. L'opération Attila vient de commencer. Le samedi 20 à 4 h 30 du matin, le débarquement à Five Mile Point Beach (Pendefilia). Les 7 000 premiers fantassins occupent une tête de pont à l'aide de 40 chars, soutenus par une centaine d'hélicoptères, d'avions et des canons de 105 mm.

Les hôtels de Kyrenia et de Famagouste sont le cible des aviateurs turcs malgré la présence des touristes étrangers. L'asile d'aliénés et le collège arménien Melkonian de Nicosie sont détruits. Les parachutistes sautent sur la plus grosse enclave turque de l'île reliant le nord de Nicosie à Kyrenia. Les montagnes du Troodos et de Pendefilia s'embrasent sous les bombes au napalm.

Pour justifier son acte, Bülent Ecevit déclare : « Nous n'allons pas à Chypre pour y faire la guerre, mais pour y apporter la paix, non seulement aux Turcs mais aussi aux Grecs. » Il est relayé par le leader de la communauté chypriote turque, Rauf Denktaş : « Ceci n'est pas une invasion mais une action de police turque au nom des droits et de la liberté des Grecs chypriotes récemment usurpés par l'armée grecque. »

La ficelle est un peu grosse, mais, dans les trois premiers jours, l'opinion publique internationale suit. En revanche, à Paris, le gouvernement — qui assure aussi à l'époque la présidence de la CEE — n'est pas dupé. Louis de Guiringaud, ambassadeur à l'ONU, annonce : « Le capital de confiance que mon pays accorde au gouvernement d'Ankara touché par le coup d'État du 15 juillet dans les intérêts qu'il détient à Chypre serait compromis si des ordres stricts n'étaient pas donnés aux forces armées turques et respectées par elles, de façon que toute violence cesse de leur part. »

Pendant deux jours les combats sont très durs. Supérieurs en nombre et en puissance de feu, les Turcs consolident leur tête de pont entre Kyrenia et Nicosie. La garde nationale chypriote grecque, plus occupée à soutenir le président putschiste, Nikos Sampson (réfugié politique en France depuis 1978), oppose une résistance héroïque mais parcelle et désordonnée. Elle tente aussi de réduire les enclaves turques sur les arrières, non sans

quelques bavures. Quant au soutien de la Grèce, il est quasi nul. Le contingent grec de l'île reçoit l'ordre de ne pas bouger et, si Athènes mobilise dès le 20 juillet, les hommes découvrent que l'intendance est inexistante et que les armureries sont vides.

Les colonels ont tout revendu aux pays arabes voisins, réalisant d'énormes profits personnels. Enfin, aviateurs et marins qui ont appareillé pour Chypre sans attendre les ordres sont sommés de faire demi-tour immédiatement. Bref, la junte perd pied et abandonne Chypre à son sort. Pour certains observateurs, cet abandon est dicté par Washington.

Aucun représentant chypriote n'a été convoqué. Finalement les garnis arrivent à geler les zones et à recomposer deux administrations séparées. Le prochain rendez-vous est pris pour le 8 août à Genève en vue de trouver un accord politique. Ce laps de temps va permettre aux Turcs d'agrandir leur zone de plus de 100 km<sup>2</sup>.

La deuxième conférence de Genève s'ouvre sous de sombres auspices. Les Britanniques proposent la création de cinq cantons turcophones, ce que refuse Athènes. Le lendemain, Richard Nixon démissionne, laissant à Henry Kissinger le soin de gérer la crise. Ankara ne se sent plus bridée comme en 1964, refuse tout compromis, tente d'entériner le partage de l'île et ne cesse de fortifier sa tête de pont où s'entassent désormais 40 000 fantassins et 300 chars.

## Pillages

Le 13 août, le voile se déchire. La politique expansionniste turque apparaît au grand jour. M. Asilturk, ministre de l'Intérieur, déclare : « L'armée turque est assez forte pour occuper l'île. Nous ne voulons que ce qui est notre droit et nous sommes déterminés à l'avoir. » Le 14 août à 3 heures du matin, James Callaghan, inquiet, avoue que les Turcs ne veulent rien savoir. Deux heures plus tard l'opération Attila débute. L'Elysée réagit aussitôt par un message aussi bref que cinglant : « La France désapprouve formellement la reprise des opérations militaires déclenchées par la Turquie à Chypre. »

Paris obtient même une condamnation officielle de l'ONU. Les diplomates turcs sont furieux, mais sur le terrain les forces d'invasion boucaulent la garde nationale chypriote et foncent à tambour ouvert sur Morfou et Famagouste. Pillages, viols, massacres, exécutions sommaires sont sciemment pratiqués par l'armée turque afin de terroriser les Chypriotes grecs et de les faire refluer vers le sud, changeant irrémédiablement la répartition géographique de la population.

Le 24 août, Attila 2 est terminée. Les 38 % du nord de l'île sont entre les mains de la Turquie — ce qui représente 70 % du PNB. 4 000 Chypriotes grecs sont morts, 2 000 disparus et 180 000 (sur une communauté de 600 000 âmes), traumatisés, s'installent au sud dans des abris de fortune. L'armée turque a perdu environ 500 hommes et une bonne vingtaine d'avions à cause de la pugnacité d'une poignée de militants socialistes formés par les Palestiniens ainsi que de quelques petites unités de la garde nationale qui ne se sont pas débandées.

Sous le fallacieux prétexte de restaurer la démocratie renversée par les colonels, Ankara a profité du contexte local et international pour réaliser un rêve vieux de vingt ans : occuper le tiers de l'île d'Aphrodite. Ainsi, contrairement aux déclarations de la fin juillet, la Turquie n'a pas retiré ses troupes une fois le calme revenu. 36 000 hommes y sont toujours stationnés, garde prétorienne d'une « République turque du nord de Chypre » reconnue uniquement par Ankara.

CHRISTOPHE CHICLET.

## Le Monde DOSSIERS &amp; DOCUMENTS

JUILLET-AOÛT 1989

## LE DROIT DES ENFANTS

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, Monde Dossiers et documents fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- Le sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques. L'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques  
et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكزان الاصل



## CHINE

### Pékin « proteste énergiquement » contre la diffusion en France d'une déclaration de deux dissidents

L'ambassadeur de France à Pékin, M. Charles Malo, a été convoqué, vendredi 7 juillet, au ministère chinois des affaires étrangères pour y entendre une « énergique protestation » à la suite de l'intervention à l'Antenne 2 et de la diffusion dans la presse française d'une déclaration de deux dirigeants de la dissidence, MM. Yan Jiaqi et Wuor Kaiqi, « *criminellement fautive* » d'un avis de recherche de la police de Pékin (le Monde du 5 juillet). En lisant les deux activistes chinois se livrer sur son

territoire à des activités « visant à renverser le gouvernement de la République populaire », la France a commis « une violation flagrante des lois internationales » et « une grave ingérence » dans les affaires chinoises. Elle doit prendre des mesures efficaces immédiates pour interdire aux deux opposants son territoire et mettre fin à « ses actions erronées visant à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Chine ».

Le Quotidien du peuple a longuement dénoncé le même jour les leaders étudiants,

qualifiés de « traîtres au peuple chinois » pour avoir accepté des fonds provenant des Etats-Unis, de France et de Hongkong, et s'être fait établir, « par le biais de sources étrangères », une quarantaine de passeports afin de fuir la répression. Le délégué chinois aux Nations unies a demandé la diffusion au sein de l'organisation d'une lettre rejetant comme « sans fondements et incorrects » les commentaires occidentaux sur la répression en Chine.

La France est devenue un lieu de rencontre de penseurs et d'artistes. On en a vu deux cents ans plus tard, le monde entier fête cette année glorieuse : cela prouve que les idéaux et objectifs de la Révolution française étaient impérissables. Son esprit n'est pas mort. Le peuple chinois célèbre ce bicentenaire dans la main avec le peuple français et lui adresse ses meilleurs vœux de bonne fête.

FRANCIS DERON.

● Nouvelle acquisition d'un journaliste de la Voix de l'Amérique. — Un second journaliste de la Voix de l'Amérique, M. Mark Hopkins, a été prié, samedi 8 juillet, de quitter la Chine dans les trois jours. Il est accusé d'avoir fait de la propagande antichinoise et d'avoir violé les termes de son visa de tourisme. — (AP).

#### PÉKIN de notre correspondant

L'heure est à crier « haro » sur le secrétaire général déchu Zhao Ziyang pour ceux qui veulent servir politiquement et professionnellement. Le département de la propagande du PCC a organisé une réunion d'artistes et d'écrivains où l'on s'est donné à cœur joie pour dénoncer l'influence pernicieuse de M. Zhao sur le développement du « libéralisme bourgeois », idéologie des manifestations sont « particulièrement graves dans les cercles littéraires et artistiques ». L'un des participants a estimé qu'il n'était « pas étrange » que certains créateurs, ayant « boycotté la lutte contre le libéralisme bourgeois », aient par la suite « soutenu activement, incité et pris part à la conspi-

## JAPON : en marge de l'affaire Uno

### Le réveil des femmes nippones

Tandis que la presse se déchaine contre le premier ministre Uno, compromis dans un scandale de mœurs qui lui a attiré l'hostilité d'une large partie de l'électorat féminin, Tokyo a annoncé que l'empereur Akihito avait acquiescé les droits de succession sur l'héritage laissé par son père Hirohito, estimé à 4,3 milliards de francs.

#### TOKYO de notre correspondant

Les femmes feront-elles mouvoir la possible aux libéraux démocrates ? Ces Japonaises, qui passent en Occident pour « soumises », leur donnent en tout cas bien du fil à retordre. Au point que, tout juste un mois après sa nomination au poste de premier ministre, M. Uno paraît déjà « hors jeu » et potentiellement démissionnaire. Les résultats des élections municipales de Tokyo, dimanche 2 juillet, ont montré inopinément que, dans un pays où l'effacement des femmes passe pour une tradition enracinée, un premier ministre qui leur manque de respect ne peut se maintenir au pouvoir. Le scandale causé par sa liaison avec une ex-gaïsha semble avoir mobilisé l'électorat féminin, mais aussi terni son image au sein même du parti conservateur : « Si M. Uno ne sait même pas gérer ses affaires sentimentales, on peut se demander s'il peut gouverner », nous a dit, cynique, un éminent commentateur politique.

Non seulement, dimanche dernier, la participation des femmes a été supérieure à celle des hommes, mais encore ce sont les candidates, dont dix-sept sur trente-trois ont été élues, qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages. Il y a dix jours, une candidate socialiste l'emportait lors d'élections sénatoriales partielles, dans le bastion du conservatisme qu'est la préfecture de Niigata. Le même jour, une autre femme, M<sup>me</sup> Nakamichi, qui a travaillé dans une maison de geishas, apparaissait pour la première fois à la télévision pour raconter par le menu les turpitudes de M. Uno et les avances qu'il lui aurait fait subir au cours d'une brève liaison entre 1985 et 1986, rétribuée 12 000 F par mois.

Il n'en fallait pas moins à M<sup>me</sup> Doi, présidente du PSJ, qui a toujours cherché à faire de son parti un pôle d'attraction de l'électorat féminin, généralement conservateur ou flottant, pour saisir la balle au bond. Son « opération Madonna » pour les élections de Tokyo a pleinement réussi : douze candidates socialistes ont été élues, pour la plupart des ménagères sans appui institutionnel.

Entre-temps, la presse hebdomadaire interviewait deux autres maitresses de M. Uno, tandis que de nouvelles révélations sur une liaison avec une quatrième, âgée de dix-sept ans, seraient imminentes. Les liaisons de M. Uno font, d'une manière générale, les titres de la presse féminine. Certaines hebdomadaires donnent la parole à l'épouse du premier ministre, qui défend son mari avec une candeur qui ne manque pas de courage. L'ex-gaïsha, en

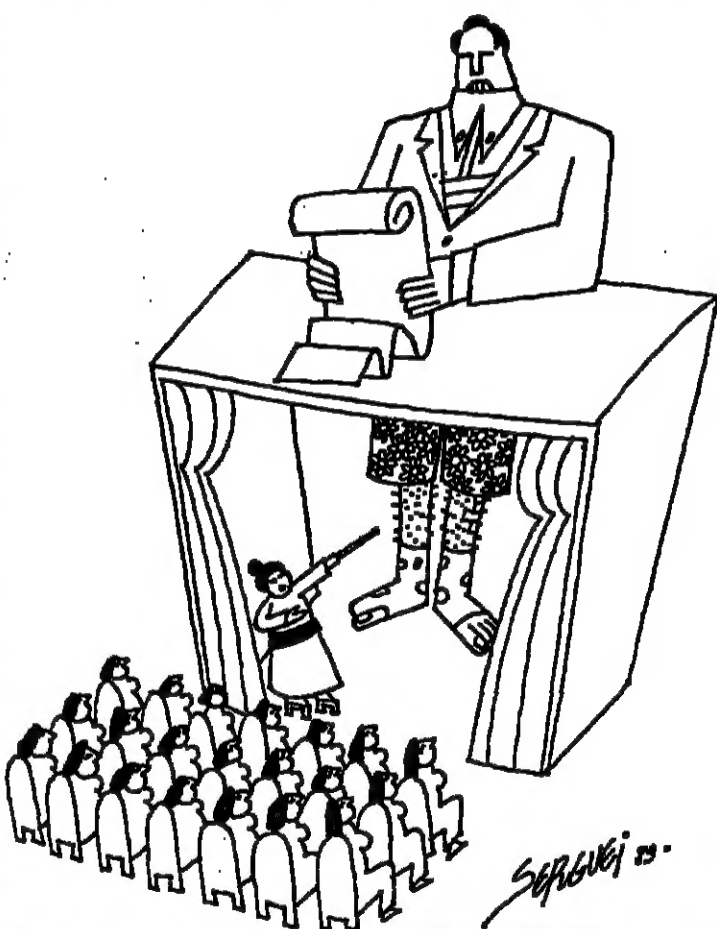


figure de victime, sans maquillage et les cheveux tirés, comme, quant à elle, des détails supplémentaires sur la manière dont se déroulaient ses brèves rencontres avec le futur premier ministre. Elle explique que c'est par un sursaut de conscience, en estimant que la manière dont il l'avait traitée n'en faisait pas un homme digne d'être premier ministre, qu'elle a failli à la règle du silence du demi-monde. La grande presse suit, en revanche, les péripéties des amours de M. Uno plus contraintes et forcées que vorace de détails.

Si ce scandale — qui n'est devenu tel que parce que la presse américaine s'en est emparée — a tout d'abord fait sourire dans un pays où ce genre d'affaires fait partie des mœurs et jusqu'à présent n'avait jamais eu de conséquence politique (occidentalisés, le Japon ne l'était pas au point d'avoir importé la pudibonderie américaine en matière de sexe et de politique), il n'en semble pas moins avoir été le détonateur d'une prise de conscience de l'électorat féminin. Plusieurs facteurs y ont contribué.

Avoir une maitresse, ou plusieurs, n'est pas en soi cause d'opprobre : ainsi l'ancien premier ministre Tanaka a-t-il reconnu tous les enfants qu'il a eus de cinq relations extra-conjugales sans provoquer de scandale. Dans le cas de M. Uno, ce qui a, semble-t-il, choqué, c'est qu'il n'ait pas respecté les règles du demi-monde et les égards dus à une maitresse. De son côté, cette dernière, qui n'était pas une véritable geisha mais une employée temporaire d'une maison de geishas du quartier de Kagurazaka à Tokyo, n'a pas fait

preuve de la discrétion qui a traditionnellement cours dans le monde qu'elle côtoie. Au contraire, elle a joué les femmes indignées.

M<sup>me</sup> Nakamichi n'est pas pour autant devenue une héroïne victime de la dépravation des hommes. Beaucoup de femmes — notamment dans le demi-monde — l'ont critiquée pour avoir révélé, vraisemblablement moyennant finances, sa liaison avec M. Uno. Les cinquante mouvements féministes (quelque vingt millions de membres) qui luttent pour les droits de la femme et contre la prostitution se sont, en tout cas, emparés de l'affaire, la presse à scandale y a vu une excellente occasion de faire monter les tirages et, les journaux américains lui donnant de l'importance, le scandale a commencé à grossir.

Le climat de frustration prévalant dans l'opinion publique à la suite du quasi non-lieu dans le scandale politico-bourgeois Recruit, qui n'a fait qu'accroître l'hyper-sensibilité des Japonais à leur image à l'étranger, se prêtait à une telle exploitation. De manière symptomatique, lorsque, au Parlement, une députée socialiste interpella le premier ministre sur cette affaire, elle brandissait un exemplaire du *Washington Post* et critiquait M. Uno pour « embarrasser le Japon sur la scène internationale ».

Quelle qu'ait été l'exploitation de cette affaire par les médias, elle n'en a pas moins contribué à sensibiliser l'électorat féminin. Moins, pour beaucoup, par un sursaut de moralisme que parce que ce scandale est apparu comme une nouvelle expression de l'arrogance du pouvoir des libéraux-démocrates. « Il faut tout de même leur donner une leçon »,

nous a dit une commerçante qui a voté socialiste, même si le PSJ n'est guère convaincant.

Les femmes, qui, dans la vie quotidienne, sont directement touchées par la nouvelle TVA, estiment que le parti conservateur a trompé les électeurs en introduisant cette taxe après avoir promis qu'il ne le ferait pas. Sans doute les Japonaises votent-elles généralement comme leur mari. Mais elles n'en sont pas moins actives dans les mouvements de citoyens, insistant des solidarités de consommateurs ou de résidents qui ne sont souvent que des pôles de convergence de particularismes mais contribuent cependant à une prise de conscience politique et à faire fonctionner une sorte de « démocratie directe ».

Leur influence dans la vie locale s'est considérablement accrue. Ce sont elles, par exemple, qui obligent le gouvernement à renoncer à un projet de construction d'immeubles pour les militaires américains à Zushi (banlieue de Tokyo), qui mettent en cause l'équilibre écologique. Ce sont également les femmes qui animent souvent des mouvements antinucléaires. Localement, la hiérarchie homme-femme se renverse.

Les Japonaises (soit la moitié de l'électorat), et notamment les jeunes, semblent aujourd'hui ne plus seulement chercher à se faire entendre localement. M. Uno, qu'un désinvolte de l'Asahi représentait récemment arrivant au sommet de Paris pour être couronné par M<sup>me</sup> Thatcher et se rendant rongé à Notre-Dame pour s'y confesser, pourrait bien être la victime d'un mécontentement des Japonaises qui dépasse la simple claque appliquée du revers de la manche d'un kimono dans la tradition du théâtre kabuki.

PHILIPPE PONS.

## ARGENTINE : M. Carlos Menem accède à la présidence

### Après les grands combats et les échecs de M. Raul Alfonsín

#### BUENOS-AIRES de notre correspondant

Le « règne » du président Raul Alfonsín aura été celui des grands combats et des grands échecs. En 1983, la dictature militaire qui, en 1976, avait renversé Isabel, la veuve de Peron, venait de perdre la guerre des Malouines — sa dernière carte pour essayer de regagner un peu de prestige à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les militaires laissaient une Argentine en ruine — économiquement et, bien sûr, moralement, après la féroce répression de la « sale guerre » qui était finalement venue à bout de la gabelle, mais à quel prix.

Les élections organisées démocratiquement opposaient le candidat péroniste, M. Italo Luder, au radical Raul Alfonsín. Les péronistes n'avaient jamais perdu : ils partaient grands favoris. Or, à la surprise générale, c'est l'avocat radical de Chascomus, une petite ville de la province de Buenos-Aires, qui l'emporta, par 52 % des suffrages. Peu connu du public, Raul Alfonsín a bénéficié d'un délai de grâce pendant lequel il tenta de mettre en place ses grands projets. Le plus cher à son cœur, mais son seul succès (si l'on met à part le vote de la loi autorisant le divorce) aura été de transmettre, pour la première fois depuis 1928, le mandat présidentiel à un successeur démocratiquement élu.

Tous ses autres projets ont échoué : la réforme de la Constitution (visant à rendre le système moins présidentiel et en introduisant un poste de premier ministre) ; le transfert de la capitale vers le sud ; le fin du monopole syndical ; la revitalisation de l'enseignement et de la santé publique ; et surtout la mise à l'écart de l'armée de la vie politique.

M. Alfonsín était certainement meilleur idéologue qu'administrateur. Son mandat a été essentiellement marqué par une lutte acharnée contre le déclin de l'économie. En 1985, convaincu qu'elle ne se redresserait pas par la douceur, il déclarait la « guerre économique » à coups de sacrifices et d'austérité, des mots qui n'ont jamais plu aux Argentins, habitués à l'opulence offerte par un pays qui, après la seconde guerre mondiale, était le huitième du monde pour sa richesse.

Et pourtant, l'homme de la rue s'y pliera sans rechigner. C'était encore, il est vrai, la lune de miel avec un président représentant tout l'espoir d'une démocratie enfin possible. C'est ainsi que le « plan austral » — du nom de la nouvelle monnaie qui remplacera le traditionnel peso — réussira à freiner momentanément ce mal endémique sud-américain : l'inflation.

Mais il restait à M. Alfonsín à assainir en profondeur l'économie argentine et à se débarrasser de la CGT (Confédération générale du travail), la centrale syndicale unique créée par le général Peron et conçue comme un instrument du pouvoir « justicialiste » pour contrôler le mouvement ouvrier. La maintien de ce monopole représentait de fait un obstacle insurmontable aux réformes proposées par M. Alfonsín ; la CGT s'opposait notamment à la deuxième mesure fixée pour en finir avec la crise : la réduction des effectifs pléthoriques de l'administration centrale et du secteur nationalisé.

C'est là que le vent a tourné. Le Sénat, à majorité péroniste, a refusé de voter la réforme des lois syndicales.

Les militaires, vaincus aux Malouines et discrédités par la confirmation de leurs responsabilités dans la disparition de dix mille personnes pendant la période de répression, s'étaient jusque-là tenus tranquilles. Mais ils étaient à l'affût. M. Alfonsín pensait qu'en les punissant et en leur limitant les vivres il les ferait définitivement rentrer dans leurs casernes. Mais ces « humiliations » — particulièrement le procès aux membres de juntas successives, et son énorme retentissement international — ont fait monter la colère des militaires.

En avril 1987 éclatait la première rébellion visant à revendiquer la tête haute « la guerre contre la subversion » et à réclamer l'amnistie des militaires accusés d'atrocités. Cette « insurrection de Pâques » a donné au chef de l'Etat l'occasion de constater, pour la dernière fois, la dévotion d'une population pourtant peu habituée à l'héroïsme. En ces heures-là, elle était prête à mourir pour défendre « sa » démocratie. Ils étaient cinq cent mille à répondre sur la place de Mai à l'appel du président.

#### « Joyeuses Pâques ! »

Mais M. Alfonsín a préféré le compromis « pour éviter le bain de sang », expliqua-t-il, il est allé discuter avec les militaires. Rares sont les Argentins qui lui ont pardonné son « Joyeuses Pâques, rentrez chez vous, la maison est en ordre ». Car on a appris, plus tard, l'étendue des concessions et particulièrement celle de la loi dite du « point final », exemptant de poursuites une bonne partie des militaires susceptibles d'être jugés pour leur conduite sous la dictature.

Les citoyens avaient bien compris que le chantage des prétorians ne s'arrêterait pas là. En effet, l'année suivante, une nouvelle rébellion aura pour conséquence une amnistie plus large encore. Il ne restera plus alors qu'une vingtaine de généraux et de colonels susceptibles d'être inquiétés.

Quelques mois plus tard, les péronistes, soudain ressuscités, gagnent les législatives. Ils remporteront 17 des 22 sièges de gouverneurs, dont le plus important, celui de la province de Buenos-Aires. Le glas avait sonné pour M. Alfonsín. A partir de ce moment-là, il laissera de côté pratiquement tous ses grands projets pour se consacrer presque exclusivement à reconquérir un pouvoir qui lui échappe.

Il lui faudra bien, pourtant, tenter de contrôler une crise économique qui le prend de vitesse. Mais toutes ses tentatives dans ce sens se solderont par des échecs comme celui d'un nouveau plan anti-inflation, baptisé avec optimisme « primavera » (printemps, en plein cœur de l'hiver).

Il a dû se résigner à avancer la date des élections au mois de mai — sept mois avant le terme constitutionnel de son mandat. Sa démarche est à l'origine du désastre que vit actuellement l'Argentine : une inflation totalement incontrôlable même la faim et le désespoir dans la population, dont une frange en a été réduite, en mai, au pillage.

CATHERINE DERIVERY.



**QUAI VOLTAIRE**  
**Roger Stéphane**  
**TOUT**  
**EST BIEN**

Un témoin lucide et impitoyable. Télé 7 jours

Le dernier des humanistes. Télérama

Si vous ne devez lire qu'un livre de souvenirs cet été, (...) emportez celui-ci.  
*Bernard Pivot-Delpach/Le Monde*

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer. *Jacques Chancel/Radioscope*



## Amériques

## Un entretien avec le président du Mexique

« Les Mexicains veulent des changements, pas de bouleversements » nous déclare M. Carlos Salinas De Gortari

« A quelques jours de votre voyage en France et en Espagne, l'Europe de 1993 constitue-t-elle pour vous une peur ou un espoir ?

— L'Europe peut présenter un risque si elle se reforme sur elle-même. Mais il s'agit aussi d'une grande occasion en raison de la puissance économique que détiendra l'Europe unie. Ce processus nous apporte beaucoup.

— Avec les Etats-Unis, le Mexique a toujours eu des relations passionnelles. Comment évoluent-elles aujourd'hui ?

— Ce sont des relations très compliquées. Nous avons avec les Etats-Unis une des frontières les plus longues du monde, et nos systèmes économiques et politiques sont très différents. Les affrontements ont été très durs dans le passé. Nous devons faire respecter nos différences et mettre en valeur nos points communs. Un marché commun est envisageable. Mais nous souhaitons la conclusion d'un traité commercial avec les Etats-Unis pour donner des ouvertures à nos exportations.

— Les négociations concernant la dette mexicaine ont été couronnées de succès au FMI, à la Banque mondiale et au Club de Paris, mais se sont révélées beaucoup plus difficiles avec les banques commerciales.

— Nous avons défini à ce sujet une stratégie de fermes négociations excluant la confrontation. Au contraire de la méthode retenue jusqu'ici, nous souhaitons obtenir un plan de croissance et non pas un programme de réajustement. Nous avons fixé le taux de croissance nécessaire au pays, et, en conséquence, la part destinée au paiement de la dette. Nous avons obtenu l'accord du FMI, de la Banque mondiale et, en ce qui concerne le Club de Paris, l'un des traitements les plus favorables, avec un refinancement de 90 % de nos intérêts. Nous avons donc une position plus forte aujourd'hui vis-à-vis des banques privées, même si l'on est en de l'équilibre la plus difficile.

— Beaucoup de pays d'Amérique latine pensent qu'en ce domaine le Mexique fait cavalier seul.

— Il y a un intense dialogue entre tous les pays d'Amérique latine. Mais chacun d'eux nous mène effectivement seul à négocier. Les situations sont différentes.

— Comment voyez-vous la situation en Amérique centrale ?

— La solution appartient aux Etats-Américains eux-mêmes. Il est urgent pour ces pays de renouer avec le développement, et cela ne

Le président mexicain Carlos Salinas De Gortari, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre, sera présent à Paris pour les fêtes du Bicentenaire du 12 au 14 juillet.

En dans des conditions difficiles au mois de juillet 1988, avec seulement un peu plus de 50 % des voix, le président mexicain a poursuivi un processus de modernisation du pays, multipliant d'audacieuses initiatives. En matière économique, il est fermement décidé à prolonger la politique d'ouverture lancée par son prédécesseur, M. Miguel de la Madrid, après la grave crise financière d'août 1982. Ce néolibéralisme, contrevenant gravement au credo nationaliste hérité de la révolution de 1910-1927, a contribué à susciter au sein même du parti officiel, le PRI, une sévère dissidence, le PRD, dirigé par M. Cuauhtémoc Cárdenas. Politiquement, la question principale devant donc : jusqu'où le PRI peut-il mener « l'ouverture » qu'il prône et que M. Salinas reprend à son compte ?

Dans l'entretien qu'il nous a accordé à Mexico, le président répond à ces questions.

sera pas possible au travers d'une confrontation. Nous suivons avec une grande attention ce qui se passe dans l'économie. D'abord, nous avons une frontière commune avec les Etats-Unis ; d'autre part, nos Etats du sud sont les moins développés ; enfin, l'Amérique centrale connaît la plus forte croissance démographique de son histoire. S'il n'y a pas de développement de la région à court terme, la pression de l'immigration dans nos Etats du sud et, en travers du Mexique, jusqu'aux Etats-Unis sera très forte.

— Quelle est votre position sur l'affaire de Panama ?

— Nous devons respecter l'autodétermination du peuple panaméen et les traités sur le canal (1). C'est une situation difficile ; nous avons été clairs en rappelant notre ferme appui aux principes qui doivent permettre la défense des peuples et non protéger de prétendus « hommes forts ».

— Les premières déclarations de la chancellerie mexicaine concernant le général Noriega ont surpris. Le communiqué affirmait que la situation dans le pays était aggravée par l'attitude personnelle du général Noriega.

— Cette déclaration n'a rien d'étrange et s'inscrit dans la tradition mexicaine. Le Mexique a déjà, dans le passé, émis des noms : dans le cas du Chili, du Nicaragua de Somoza ou de l'Espagne sous Franco.

— Vous avez signé le 15 juin un nouveau « pacte pour la stabilité et la croissance économique ». Que représente-t-il ?

— Il s'agit de consolider le contrôle de l'inflation — 18 % par an, le taux le plus bas depuis dix ans, — maintenir la stabilité des changes et,



— Existe-t-il un risque d'explosion sociale ?

— Le pacte sert précisément à convaincre les familles mexicaines que les hausses excessives de prix ne les pénalisent pas. Dès que la maîtrise de l'inflation sera obtenue, il nous faudra assurer un entrepasse de niveau de vie.

— Quelles sont les limites de la politique de privatisation ?

— Cette politique trouve ses limites dans la Constitution, qui maintient le pétrole, l'électricité et

les chemins de fer sous l'autorité de l'Etat. Mais elle vise à augmenter la participation des particuliers au développement du pays. Un Etat moderne doit faire face à ses responsabilités sociales, et il ne peut le faire s'il touche à tous les domaines sans s'investir à fond dans aucun.

— Peut-on penser à une privatisation partielle de Pemex, la société nationale des pétroles mexicains ?

— Aucunement, la Constitution ne le permet pas.

— Comment qualifiez-vous la situation de l'agriculture ?

— Les préoccupations : 50 % de la population produit seulement 5 % des revenus du pays. C'est un problème social et de productivité important.

— Pourquoi ne parlez-vous pas de réforme agraire ?

— Je parle de modernisation. Le terme de réforme agraire est associé à la répartition des terres. C'était envisageable dans un pays de 15 millions d'habitants. Il y en a aujourd'hui 85 millions. Il faut donc transformer la méthode de production et créer une agro-industrie.

— Comment voyez-vous le processus d'ouverture politique au Mexique ?

— C'est une avancée vers la démocratisation nette mais progressive. Les Mexicains veulent des changements, mais pas de bouleversements. Ils veulent des modifications dans l'ordre qui leur garantissent liberté, indépendance, respect des droits individuels et sociaux.

— Votre popularité s'est renforcée depuis la difficile élection du 7 juillet 1988, mais pas celle du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir depuis soixante ans.

— Le président travaille pour tous les Mexicains, indépendamment des partis auxquels ils appartiennent. Le PRI est, pour sa part, entré dans un processus de modernisation interne. Ce processus prend du temps.

— Pensez-vous qu'une alternance soit possible au Mexique ?

— Il faut poser la question aux électeurs. Mais il n'est pas raisonnable de vouloir plaquer des systèmes politiques d'autres pays sur un contexte culturel et historique différent.

— Croyez-vous qu'une opposition forte est nécessaire au Mexique ?

— Il existe une opposition. Elle doit elle aussi se moderniser pour présenter clairement à l'électorat l'option qu'elle défend.

— Depuis votre installation, vous poursuivez la lutte contre la corruption et la drogue. De nombreux et importants dirigeants ont été arrêtés.

— Nous devons appliquer la loi et faire respecter l'Etat de droit. Nous avons voulu montrer qu'aucun individu ne se trouve au-dessus de la loi, quelle que soit sa situation.

— Dans le cas particulier de l'ancien chef de la police Zorilla, inculpé comme instigateur de l'assassinat, il y a eu, dans le journal *Mundo*, une enquête, publiée le 4-6 juillet, intitulée si longuement : « Après que le juge spécial, nommé par le précédent gouvernement, ont bonifié son dossier, la justice a suivi son cours. Quand il nous a dit : « Je suis prêt », nous lui avons simplement dit de faire son travail. »

— DENIS HAUTM-GURAU.

(1) Traité signé en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le général Omar Torrijos (NDR).

JEAN-PIERRE CLERC.

## CUBA : la condamnation à mort du général Arnaldo Ochoa

## Des zones d'ombre dans l'accusation

La cour martiale a condamné à mort, vendredi 7 juillet, quatre des quatorze officiers cubains accusés de trafic de drogue : outre le général Arnaldo Ochoa, le colonel Antonio de la Guardia, considéré par l'accusation comme la cheville ouvrière des transferts de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis, ainsi que deux anciens aides de camp du général. Six des accusés, dont une femme, se sont vu infliger trente ans d'emprisonnement, trois vingt-cinq ans et un dix ans. Le procureur, le général Juan Escalante, avait requis sept peines de mort.

La sévérité du verdict ne saurait surprendre : un « jury d'honneur » composé de quarante-sept officiers généraux avait déjà jugé l'affaire « en gros », concluant à la nécessité de la peine maximale pour tous ces « traîtres ». Les inculpés avaient déjà été dégradés de leurs titres militaires et civils (le général Ochoa était membre du comité central du PC cubain et député). La révolution de Fidel Castro n'ayant jamais hésité à condamner avec la plus extrême dureté de simples opposants politiques, il ne pouvait en effet être question pour elle d'être tendre avec ces criminels. Il reste encore au « commandant en chef » à décider s'il fera usage de son droit de grâce. Tout indique qu'il y est peu enclin.

L'affaire Ochoa laisse une impression de malaise dont on peut retenir au moins trois principaux éléments :

1) La présence, parmi les quarante-sept officiers généraux à qui Fidel Castro a entendu faire partager la responsabilité de la condamnation de leurs pairs (avec leur signature reproduites en bonne place dans *Granma*, le quotidien du parti) de l'amiral Aldo Santamaría qui, en 1982, avait été inculpé par un jury américain, en compagnie de quatre autres officiers cubains, d'entente avec un « parrain » colombien de la drogue. A l'époque, il est vrai, la Havane rejetait toute accusation de ce type en provenance des Etats-Unis comme inspirée par une vieille volonté de nuire à la révolution ; cette fois, au contraire, les organes

de presse cubains ont reproché aux responsables américains de la lutte contre la drogue de ne pas leur avoir fait connaître en temps utile tous les éléments du dossier en leur possession !

2) L'utilisation par certains des inculpés d'un argument troublant : les trafics (contre la drogue, l'ivresse, les boîtes présumées, etc.) ont pu avoir pour origine la volonté de se donner les moyens de bien remplir des tâches que l'Etat leur avait confiées. En particulier, un témoin a expliqué que le point de départ des malheurs du général Ochoa se situe en Angola, au moment où l'officier commandant en chef devant l'ennemi sud-africain à la bataille de Cuito Cuanavale, fin 1975, il a dû entreprendre à la tête de cent cinquante hommes (sans subsides officiels si l'on comprend bien) un aéroport susceptible d'accueillir les massifs renforts cubains ; le « héros de la République » s'appropriant d'ailleurs, pour avoir « tenu » vaillamment à Cuito Cuanavale, à recevoir le commandement de l'une des trois armées insulaires, l'« occidentale », qui comporte juridiction sur la capitale.

3) L'accusation a paru étonner, davantage que celle du général Ochoa, la culpabilité du colonel Antonio de la Guardia (chef de la très officielle et toute-puissante cellule secrète du ministère de l'Intérieur chargée de « tourner », généralement via Panama, l'embargo des Etats-Unis en matière de haute technologie). Les deux hommes, pourtant, se retrouvent au point d'être fusillés — comme si l'ancien commandant en chef en Angola n'avait eu dès le départ aucune chance de se sortir d'affaire.

La question demeure donc posée : l'un des deux seuls officiers cubains ayant commandé victorieusement devant l'ennemi, Arnaldo Ochoa — l'unique personnalité insulaire en dehors de Fidel Castro, à en croire diverses sources, à déclencher des applaudissements spontanés dans les rues, — n'aurait-il pas été « chargé », au-delà de ce que ses res-

ponsabilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son réquisitoire aux tendances « populistes » d'Ochoa — tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une arme évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

## Proche-Orient

## ISRAËL

## Des ultranationalistes prennent à partie M. Shimon Pérès

M. Shimon Pérès, vice-premier ministre et ministre israélien des finances, a été violemment pris à partie, vendredi 7 juillet, lors de l'enterrement de l'un des quatre victimes de l'attentat de ligne Tel-Aviv-Jérusalem. Des manifestants du mouvement ultranationaliste d'inspiration raciste Kach, mêlés aux parents de la victime, Miryam Terafi, quarante ans, ont empêché le numéro un du Parti travailliste de prononcer une oraison funèbre, aux cris de « Mort aux traîtres et aux Arabes ! » et « Vengeance ! ».

Protégé par un important cordon de police, M. Pérès a dû quitter précipitamment le cimetière central de Jérusalem, après que sa voiture ait été atteinte par une pierre.

## Incidents anti-arabes

Après l'enterrement, auquel participaient plusieurs milliers de personnes, des groupes d'extrémistes ont attaqué des voitures de Palestiniens à coups de pierres. La police est intervenue et a procédé à plusieurs interpellations.

Une manifestation du Kach, en outre, a réuni plusieurs centaines de personnes dans le centre de Jérusalem. La police, qui avait autorisé ce rassemblement, a dispersé les manifestants quand ils ont commencé à marcher vers la place de France, située à quelques dizaines de mètres de la résidence du premier ministre Yitzhak Shamir. Ils entendaient faire un mauvais sort à quelques dizaines de pacifistes israéliens du mouvement des Femmes en noir qui tiennent chaque vendredi un sit-in devant le domicile de M. Shamir pour protester contre la répression dans les territoires occupés.

D'autre part, trois membres d'une famille palestinienne ont été blessés vendredi soir à Jérusalem.

à coups de pierres. De grands blocs de pierre ont été lancés en direction de leur véhicule du haut d'un pont pour piétons enjambant la route menant à Bethléem.

Les incidents anti-arabes se sont multipliés en différents points d'Israël vendredi à la suite de l'attentat de jeudi, dont la responsabilité a été revendiquée par le Djihad islamique de Palestine, l'une des principales organisations intégristes dans les territoires occupés. Un communiqué signé de ce mouvement et adressé à une agence de presse internationale à Beyrouth affirme que l'un des membres du Djihad a mené l'« opération héroïque » de jeudi.

L'auteur présumé de l'attentat, un Palestinien de vingt-huit ans originaire de la bande de Gaza, qui a survécu à la chute du bus dans un ravin bordant l'autoroute Tel-Aviv-Jérusalem, a été arrêté. De Beyrouth également, le mouvement chiite pro-iranien Hezbollah a déclaré que l'attentat de jeudi « incarnait la lutte de l'islam militant ». Le maire palestinien de Bethléem, M. Elias Freij, a pour sa part condamné l'attentat.

Le Quai d'Orsay a, au nom du gouvernement français, fait état de « la réprobation que lui inspirent tous les actes de violence et sa conviction selon laquelle il est plus que jamais nécessaire de tout faire pour créer le climat propre à favoriser le dialogue et la négociation ».

De son côté, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est déclaré « profondément bouleversé par l'odieux attentat » de jeudi et exprime « sa pleine solidarité avec le peuple israélien, les victimes et leurs familles ».

Parmi les victimes de l'attentat, figurent deux touristes canadiens, dont une adolescente de dix-sept ans. — (AFP, Reuter.)

## LIBAN

## Consultations marathon pour le médiateur arabe

## BEYROUTH

de notre correspondant

Premiers ministres (il y en a deux au Liban), dignitaires religieux, militaires, chefs de milice, députés, ambassadeurs... M. Lakhdar Brahimi, diplomate algérien représentant le comité arabe tripartite, consulte sans relâche à Beyrouth, tant en secteur chrétien que musulman, pour tenter de sortir le pays de la crise militaire et politique dans laquelle il se débat. Il semble toutefois qu'en dépit de ses efforts, on soit encore loin d'un déblocage.

Quotidiens, les bombardements de zones résidentielles de part et d'autre de la ligne de démarcation ont fait trois morts et dix blessés vendredi, 7 juillet, dont un ado-

cent de dix-sept ans fauché par un obus dans la cour de son école, alors qu'il était venu y chercher ses résultats scolaires. Il devait quitter le Liban le soir même pour terminer ses études au Canada.

Rien ne laisse préager, à très court terme, un quelconque assouplissement des positions en présence, et Damas, qui maintient le blocus des côtes chrétiennes, continue d'exiger avec force le retrait des missiles sol-sol Frog, d'une portée de 70 kilomètres, dont disposerait le général Aoun.

Côté musulman, de nouveaux affrontements ont opposé l'une à l'autre les milices chiites Amal et Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth, faisant trois morts et plusieurs blessés.

L. G.

## Afrique

## TUNISIE

## Escalade feutrée entre les islamistes et le pouvoir

TUNIS de notre correspondant

S'achève-t-on vers une nouvelle ère de force entre les islamistes et le pouvoir ? Après le refus opposé au mouvement Ennahdha de se constituer en parti politique, (*Le Monde* des 9 et 14 juin), les islamistes, pourtant bénéficiaires de la récente amnistie générale, accusent aujourd'hui les autorités de recourir à la violence à leur encontre.

Dans un communiqué, Ennahdha a fait état de services rendus par certains de ses « partisans » dans un quartier de la périphérie de Tunis lorsque il ont été retenus pendant six jours dans les locaux de la garde nationale (gendarmes). Ces accusations, précisées dans le détail (flagrant délit, utilisation de l'électricité), qui ont été portées à la connaissance de la Ligue des droits de l'homme, sont étayées par des photocopies de certificats médicaux men-

tionnant le relèvement de traces de contusions sur quatre personnes censées.

Si l'on confirme, dans les cercles gouvernementaux, l'interpellation récente d'islamistes pour interrogatoire à la suite de réunions non autorisées, en revanche on dément formellement qu'ils aient été victimes de tortures ou rappelés que les nouvelles dispositions introduites en novembre 1987 dans le code pénal permettent aux personnes interpellées d'être assistées, sur le « plan juridique et médical ». On souligne que si elles en sont empêchées, une action judiciaire est toujours possible. « Or on a préféré choisir la violence, et dans ce cas, l'administration se réserve la possibilité de faire valoir ses droits ».

Cette escalade, encore feutrée, puis-que pensée sous silence par les médias locaux, risque de compromettre les démarches des islamistes pour la publication d'un journal et pour le renouvellement de la demande de

reconnaissance de leur mouvement. Il est évident que, depuis les législations du printemps, le pouvoir n'est pas enclin à leur faire de cadeaux. Il a pris conscience de leur influence et du danger qu'ils représentent, particulièrement parmi les couches les plus défavorisées.

Quant aux dirigeants d'Ennahdha, ils paraissent quelque peu embarrasés. Pour eux, il s'agit de ne pas dépasser des limites, que ne saurient tolérer les autorités sans réagir fermement, tout en se montrant suffisamment intenses pour calmer l'impétuosité des plus radicaux de leurs troupes. Difficile équilibre, assorti de quelques artifices. C'est, par exemple, l'un des plus modérés parmi les dirigeants du mouvement, M. Mourou, qui signe actuellement les communiqués virulents, tandis que l'« émir » Rachid Ghannouchi, réputé plus ferme, voyage depuis plus d'un mois à l'étranger.

MICHEL DEURÉ.

● SOUDAN : M. Mahdi sera traduit devant un tribunal militaire. — L'ancien premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, renvoyé vendredi 30 juin par un coup d'Etat, ainsi que quarante autres responsables politiques, accusés de corruption, seront traduits devant un tribunal militaire, a annoncé, vendredi 7 juillet, le nouveau homme fort soudanais, le général Omar Hassan Ahmed El Béchir. — (AP.)

Publicité  
HASSAN II  
DU MAROC :  
L'IMAGE  
TÉMIÉRAIRE  
Ses monarques du continent noir — si l'on excepte deux esclaves d'Afrique australe — le souverain chrétien offrit son 60<sup>e</sup> anniversaire. Il a engagé son pays sur la voie du développement et de la démocratisation. Michel Jolani, qui connaît bien le roi, dresse un bilan tout en nuances de sa politique.  
Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes  
en kiosques et



## Europe

URSS : alors que des heurts ont encore eu lieu à Stepanakert

### Un membre du Comité Karabakh se félicite de l'évolution du pouvoir sur la question arménienne

L'un des leaders du mouvement nationaliste arménien, M. Levon Ter Petrossian, qui avait été déchu de son poste de ministre de la Défense en 1988, se trouve actuellement à Paris pour suivre un traitement médical. L'assignation à résidence surveillée auquel il était assujéti, comme les dix autres membres du Comité Karabakh depuis leur retour à Erevan, a été levée par les autorités arméniennes pour l'occasion. Ses frais de traitement ont été pris en charge par le gouvernement français.

Au cours d'une entrevue cette semaine à Paris, M. Ter Petrossian s'est montré résolument optimiste sur la situation actuelle en Arménie. Il a souligné que les autorités, sous la pression du mouvement nationaliste, avaient compris que leur intérêt était d'avoir un dialogue sérieux avec les nationalistes arméniens. Il en veut pour preuve les récentes décisions prises lors de la réunion du Soviet suprême d'Arménie, fin juin, à Erevan, notamment celle de légaliser le mouvement national arménien, dans lequel doit se dissoudre le mouvement créé l'année dernière autour du Comité Karabakh. Le mouvement tiendra un congrès constitutif à l'automne et présentera ses propres candidats l'année prochaine lors des élections au nouveau soviet d'Arménie. La reconnaissance officielle du mouvement, souligne le leader arménien, va lui permettre d'avoir ses propres locaux, son journal, ses représentants dans toutes les régions de la République.

Un grave incident entre les communautés arménienne et azérie du Haut-Karabakh a été révélé vendredi 7 juillet par l'agence soviétique Tass. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des groupes des deux communautés se sont affrontés à coups de fusil de chasse et ont tenté d'incendier des maisons dans le village de Kirkidjan, dans les faubourgs de la capitale régionale Stepanakert. Les forces de l'ordre se sont interposées et l'agence n'a pas signalé de victimes. Cet incident illustre la tension qui persiste dans la région — englobée dans la République d'Azerbaïdjan, mais dont la majorité de la population est arménienne. Sa demande de rattachement à l'Arménie a provoqué l'assaut de violents affrontements interethniques et suscité la menace d'un puissant mouvement nationaliste en Arménie. Le Congrès des députés du peuple a décidé en juin l'envoi d'une commission, attendue prochainement sur place, pour tenter d'apporter des solutions.

Si le couvre-feu persiste officiellement à Erevan, le leader arménien estime qu'il n'est pas réellement appliqué et que son maintien est surtout destiné à éviter de paraître trahir à l'égard l'Azerbaïdjan, où la situation, dit-il, reste beaucoup plus tendue. Les dirigeants du Comité Karabakh restent officiellement inculpés et menacés de procès, mais les autorités, souligne-t-il, cherchent apparemment à faire traîner les choses pour ne pas perdre la face.

Selon M. Ter Petrossian, le secrétaire du Parti communiste arménien, M. Aroutounian, a parfaitement défendu les intérêts arméniens lors du Congrès des députés du peuple à Moscou. Il affirme que, pour le

moment, la direction du parti et le mouvement nationaliste ont des intérêts « concordants ». Il n'envisage pas dans l'immédiat d'autres actions, ni de former une opposition constituée au Parti communiste au sein du Soviet de la République. « Nous n'avons aucunement l'intention de prendre la place des dirigeants pour le moment », dit-il.

A propos du Haut-Karabakh, le responsable arménien relève que les autorités ont accepté la création d'une commission de députés du Soviet d'Arménie et de trois représentants du Comité Karabakh pour suivre la situation. Le Parlement arménien, ajoute-t-il, a lui aussi fait part de son inquiétude devant le fonctionnement du comité spécial mis en

place par Moscou pour gérer directement les affaires de la région, et souhaite la restauration du Soviet régional ainsi que du comité régional du parti, suspendus en janvier lorsque la décision avait été prise par Moscou de séparer provisoirement l'administration du Haut-Karabakh de celle de la République d'Azerbaïdjan. « Notre but était de faire de la question du Karabakh une question politique. Nous y sommes arrivés en un an. On a admis à Moscou que la question existe, qu'elle exige une solution. (...) C'est pourquoi, estime M. Ter Petrossian, nous pouvons maintenant nous intéresser aux autres questions dans une perspective plus large (...), celle du Karabakh n'est plus une question locale. Il y a actuellement de nombreux problèmes nationaux en URSS. Moscou est bien obligé de commencer à les résoudre. Le premier d'entre eux est celui du Karabakh. C'est le plus sûr ».

M. Ter Petrossian affirme que le mouvement arménien n'est pas pour l'établissement de la Fédération soviétique. « Nous ne sommes pas pour une modification artificielle de la réalité historique. La Fédération soviétique, dans son essence, a des possibilités qui pourraient correspondre à nos intérêts nationaux. La détruire artificiellement n'est pas notre but. (...) Elle existe. Si Moscou fait preuve d'une certaine ouverture d'esprit, on peut la conserver ».

H. de B.

## Diplomatie

Pour des raisons de santé

### M. Honecker quitte précipitamment le sommet du pacte de Varsovie

Le sommet du pacte de Varsovie s'est terminé samedi à Bucarest par l'adoption d'une déclaration — qui répond notamment aux propositions de désarmement avancées à la fin mai par le sommet de l'OTAN à Bruxelles — et d'une communication. Il s'est toutefois prolongé par une réunion à huis clos entre les seuls chefs de délégation, pour discuter de l'évolution du monde socialiste et des relations entre alliés. M. Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemand, n'a pas assisté à cette réunion : victime de ce que l'on présente comme une crise aiguë de la vésicale biliaire, il a regagné précipitamment Berlin-Est.

La cérémonie de clôture avait été précédée d'une rencontre d'environ une heure entre les dirigeants roumains et hongrois, MM. Ceausescu et Nyers. Elle avait été « un dialogue de sourds », selon une source hongroise.

M. Gorbatchev avait annoncé, vendredi 7 juillet, à l'issue de la première journée du sommet, que les pays de l'Est avaient pris, « en réponse aux propositions des pays de l'OTAN », des « décisions importantes qui ouvrent la voie au rapprochement des positions » entre les deux alliances rivales en Europe. Il s'agit, avait précisé le dirigeant soviétique, d'une « réponse sérieuse » qui « aidera à passer plus rapidement des paroles aux actes ».

Le sommet s'était ouvert vendredi matin à huis clos par une brève allocution de M. Ceausescu, chef du parti et de l'Etat roumain, et avait tenu deux séances, l'une présidée par M. Gorbatchev, l'autre par M. Miklos Jakes, chef du PC tchécoslovaque. Le général soviétique Louchev, nouveau commandant en chef des forces armées unifiées du pacte, a présenté un rapport. L'agence Tass décrit le climat de la rencontre comme un climat « d'amitié, de coopération constructive et de camaraderie » et comme « amical et cordial » celui de la réception offerte le soir par M. Ceausescu.

Présentant la parole à cette occasion, M. Gorbatchev a invité les participants à « se mettre au pas du temps » en matière de politique étrangère et reconnu que les nouvelles conditions ont engendré « nombre de problèmes compliqués, exigeant des solutions hardies et peu ordinaires ». « Le progrès vers la paix n'a pas encore un caractère irrésistible, la mentalité de confrontation est loin d'avoir été surmontée, sa base matérielle n'a pas encore été démontée », a dit encore le numéro un soviétique.

Ce dernier a eu par ailleurs deux rencontres bilatérales. Une entrevue « amical » avec M. Nyers, président du parti hongrois, a permis « un échange d'informations sur les processus politiques et sociaux en cours dans les deux pays », les deux

interlocuteurs se disant disposés à « développer les contacts politiques et l'échange d'expériences », indique Tass. Avec le général Jaruzelski, il a été jugé nécessaire de « promouvoir une interaction soviéto-polonoise multilatérale très prometteuse ». Toujours selon l'agence soviétique, le chef du Parti ouvrier polonais avait exposé sa décision de « mettre en place une démocratie parlementaire socialiste fondée sur la pluralisme » et de procéder à « une intégration constructive de l'opposition dans le processus de concorde nationale ».

### La « Pravda » critique la situation en Roumanie

Un porte-parole roumain a toutefois démenti une information selon laquelle Bucarest aurait saisi le sommet de la querelle qui l'oppose à la Hongrie sur le sort de la minorité hongroise. On s'attendait d'ailleurs à des difficultés. M. Ceausescu ayant récemment condamné le multipartisme devant son comité central et exprimé son « inquiétude » devant « les tendances qui se font jour dans certains pays ». Vendredi, l'organe du PC roumain *Scutela* mettait en garde contre « les tentatives de renouer aux principes fondamentaux de la théorie révolutionnaire ». Le même jour à Moscou, la *Pravda* brossait un tableau critique de la situation en Roumanie : « Les files d'attente, les pénuries, les économies d'énergie et de combustible qui entraînent la population, voilà la réalité roumaine actuelle », écrivait le quotidien soviétique, ajoutant que « les meilleurs meubles, les meilleures chaussures, les meilleures voitures partent à l'étranger ». « Aucun parti, aucun leader, ne détient le monopole de la vérité, qui vient de la confrontation des opinions », écrivait encore la *Pravda*. — (AFP, Reuter, Tass.)

### Parlement européen

### Les démocrates-chrétiens laisseront la présidence à un socialiste

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les démocrates-chrétiens du Parlement européen refusent l'adhésion à leur groupe des conservateurs britanniques qui y étaient candidats. Ils ont accepté, en revanche, celle des députés de la droite espagnole (Partido popular). Le groupe démocrate-chrétien poursuivra dans la nouvelle Assemblée sa coopération avec le groupe socialiste, afin de parvenir à des majorités suffisantes lors des votes sur les propositions de la Commission européenne. Tels sont les principaux résultats des travaux du bureau politique du Parti populaire européen (le PPE rassemble les démocrates-chrétiens) qui s'est tenu vendredi 7 juillet à Bruxelles.

La nouvelle Assemblée sera soumise aux mêmes pressions que la précédente. L'entente entre démocrates-chrétiens et socialistes est nécessaire pour favoriser l'émergence de la majorité (260 voix sur 518) qui exigent les procédures institutionnelles de l'acte unique. « C'est une coopération technique qui a fait ses preuves lors de votes difficiles. (...) C'est la meilleure voie pour contribuer à la mise en place du marché unique et pour renforcer le rôle du Parlement européen », a commenté M. Egon Klepsch, le président du groupe.

Cette coopération portera également sur l'élection du président du Parlement lors de la session constitutive de la nouvelle Assemblée à la fin du mois : les démocrates-chrétiens ne présenteront pas de candidat, ouvrant ainsi la voie à la désignation d'un socialiste, probablement l'Espagnol Enrique Baron Crespo. Dans deux semaines et demi, à la moitié de la législature, les socialistes se sont engagés à renvoyer l'ascenseur de façon à favoriser l'élection d'un démocrate-chrétien. M. Léo Tindemans, l'ancien ministre belge des affaires étrangères, qui

ne cachait pas ses ambitions pour la présidence, ne se réjouit pas particulièrement de cet accord. Il n'arrange pas non plus M. Valéry Giscard d'Estaing, qui convoitait également le perchoir strasbourgeois. Il semble en outre que l'ancien chef de l'Etat esprouve quelques difficultés pour désigner à la tête du groupe libéral, certains de ses collègues lui préférant M. Willy De Clercq, ancien ministre belge des finances et ancien commissaire européen chargé des relations extérieures de 1985 à 1988.

C'est un refus poli, voire amical, que le PPE a opposé à la candidature des trente-deux conservateurs britanniques. « Nous n'avons pas voulu nous marquer trop à droite », notait M. Adrien Zeller, un des Français qui ont choisi de siéger avec les démocrates.

La perspective d'un débat difficile à Bruxelles comme à Strasbourg sur le développement de la politique sociale dans la Communauté n'est pas apparue à la majorité des membres du PPE comme une occasion particulièrement propice pour fusionner avec les députés du parti de M. Thatcher. Mais les points ne sont pas pour autant coupés. M. Klepsch a annoncé que le PPE arrêterait une attitude définitive après plus ample examen, d'ici deux ans.

Les mêmes scrupules n'ont pas empêché les démocrates-chrétiens d'accueillir les quinze députés du Partido popular, un des avatars de l'alliance de M. Fraga, une formation se situant pourtant, elle aussi, tout à fait à droite. Cette compréhension a profondément heurté M. Xavier Arzallus, le représentant du PNV (le Parti nationaliste basque, un des partis fondateurs de l'Internationale chrétienne démocrate) qui, peu soucieux de siéger aux côtés d'anciens ministres du général Franco, a annoncé qu'il quittait le groupe PPE. Son collègue de l'UDC, le parti autonomiste catalan, pourrait agir de même.

PHILIPPE LEMAITRE.

### BIBLIOGRAPHIE

### Le phénomène Gorbatchev fait tourner les têtes

Combien d'ouvrages a déjà inspirés M. Mikhaïl Gorbatchev depuis ce jour à la fois proche et lointain de mars 1985 où il mit un terme à la dictature chevrotante ? Voici encore deux livres qui racontent, décortiquent le phénomène. Un phénomène si fascinant que, comme tant d'autres, leurs auteurs reconnaissent à n'être pas ou à ne pas paraître fasciés.

Le premier, M. Moshe Lewin, professeur à l'université de Pennsylvanie, s'est acquis une réputation justifiée par ses travaux sur le dernier combat de Léine ou sur la formation du système soviétique. Dans la *Grande Mutation* (1), il donne le ton sur une page de couverture : « La plupart des spécialistes occidentaux de l'Union soviétique n'ont prévu ni la perestroïka ni son exceptionnelle ampleur. Ils ne le pouvaient pas, englobés qu'ils étaient dans leur modèle fermé, privilégiant les déterminismes idéologiques, excluant tout changement politique et toute dynamique sociale ».

Ce n'est pas si simple ! Tous ceux qui se hasardent à clamer des prévisions sur l'évolution d'une société se trompent une fois ou l'autre, y compris ceux qui font superbement la leçon. Ils se trouvent dans la position du météorologue quand il annonce le temps de la saison prochaine mais qui ne distingue plus toujours science et cartomancie.

Laissons donc ces querelles vaines, parlons bon sens, pour ne revenir du livre de M. Lewin que son intérêt incontestable. Il montre ce qui pendant des décennies a préparé

le phénomène Gorbatchev. Staline avait enfoncé sa dictature dans les « salons soviétiques » d'une société agraire. Cette société constituait « un terrain particulièrement favorable à l'usurpation du pouvoir par le sommet de la pyramide : par un dictateur en haut, par de petits chefs despotiques en bas ».

Or, sous cette dictature, la société agraire s'est transformée en une société urbaine. Et à un rythme accéléré. La population des villes est passée de 18 % en 1926 à 70 % en 1985. Cette gigantesque mutation sociale, culturelle, devait provoquer une mutation politique. Le grand changement ne s'est pas produit par la seule volonté d'un homme devenu le numéro un en 1985. Ce dirigeant a surtout su capter, canaliser l'air du temps, profiter de tous les projets de réformes préparés plus ou moins secrètement sous Brejnev et encourager les pionniers. On s'est alors rendu compte qu'une société civile fonctionnait déjà « au cœur même du bastion de l'étatisme ».

C'est cette théorie, illustrée par de multiples exemples, que développe M. Lewin. Il note aussi qu'il n'y a que quinze mille à vingt mille sociologues en URSS. Mais ces chercheurs qui, jadis, suscitaient la méfiance du pouvoir, sont devenus, sous Gorbatchev, une force sur la scène sociale et culturelle. Cette analyse montre que même si Gorbatchev devait être renversé, la perestroïka serait irréversible.

La démonstration est solide, menée avec une rigueur universitaire. Parfois même, il faut attacher sa ceinture pour suivre le pilote. C'est un modèle de ce que l'on

appelle l'élément « krominologique », que notre professeur semble tenir en haute estime. Tout occupé par sa « grande mutation » sociale, il attache manifestement peu d'importance aux batailles d'hommes et de clans pour le pouvoir. Le lecteur qui n'aurait pour tout potage sur cette période soviétique que les notations de M. Lewin ne soupçonnerait guère les divergences entre MM. Gorbatchev et Ligatchev. Les quelques citations données de ce dernier révèlent un adepte — au style patant, il est vrai — de la perestroïka.

### Un immense reportage

Le second ouvrage, *Les Nouveaux Russes*, de Claude-Marie Vadrot, est un immense reportage, moins savant, peut-être, mais plus vif et finalement plus complet que l'étude de M. Lewin.

L'auteur est un journaliste français qui a passé depuis vingt ans une bonne partie de son temps en URSS. Lui aussi remarque que ce qui fait sous M. Gorbatchev était sous Brejnev. Un changement d'une telle ampleur ne peut se produire du jour au lendemain sans que des hommes, des femmes, l'aient préparé discrètement en attendant que l'ineffable loi biologique permette enfin d'adapter le pouvoir aux transformations sociales.

Par la richesse des informations, la familiarité du narrateur avec son sujet, ces *Nouveaux Russes* constituent la suite mise à jour d'un classique, les *Russes*, de Hendrick Smith, chef du bureau du *New York Times*

à Moscou, au début des années 70 (Belton, 1974).

Au terme de cette série de voyages, M. Vadrot se déclare « gorbatchévien convaincu. Pas honteux du tout ». Il reconnaît néanmoins qu'avant même d'apporter un renouveau des réformes économiques ont provoqué de nouveaux maux. La vie matérielle est plus difficile qu'elle ne l'était dans les premières années du règne de Brejnev. « Gorbatchev, note l'auteur, a donné le signal d'une libération de la société civile, ce qui ne signifie pas qu'il a réussi la même chose pour la société économique et la société politique ».

M. Gorbatchev répond à des aspirations résumées dans le titre d'un livre célèbre pendant le premier dégel qui suivit la mort de Staline, le roman de Doudintsev, *L'homme ne vit pas seulement de pain*. Il faut lire à ce propos le grand chapitre consacré dans le livre de M. Vadrot à la naissance d'une presse libre. Avec ses héros, comme le journaliste Chevtchenko, qui prit des risques jusqu'à en mourir, tout un vrai reportage sur la catastrophe de Tchernobyl. Mais « l'homme vit aussi de pain », et les chances de survie politique de M. Gorbatchev seraient faibles s'il était incapable de satisfaire, sans trop attendre, le consommateur soviétique.

BERNARD FÉRON.

★ *La Grande Mutation soviétique*, de Moshe Lewin. Traduit de l'anglais par William Desmond. Ed. La Découverte, 205 p., 90 F, Paris, 1989.  
★ *Les Nouveaux Russes*, de Claude-Marie Vadrot. Ed. Le Seuil, Paris, coll. « L'histoire immédiate », 400 p., 120 F.

### « Solidarité » Vendée-Pologne

Alors que Paris s'apprête à fêter en grande pompe le Bicentenaire de la Révolution, le Comité de Pologne, le cardinal Giamp, et une importante délégation de Solidarité étaient attendus samedi 8 juillet au château du Puy-du-Fou, pour prendre part à une journée « Vendée-Pologne ». L'initiative de cette rencontre revient au président du conseil général de Vendée, M. Philippe de Villiers (UDF), créateur en 1977 de la fameuse « chaine de solidarité » du Puy-du-Fou, qui trace l'histoire de la Vendée et de l'insurrection contre la Révolution.

Le programme prévoyait une grand-messe célébrée par le cardinal et animée par le chœur de Poitiers.

Vingt-deux partenaires français (régions, départements et villes) doivent à cette occasion signer avec les représentants du comité civique de Solidarité une convention d'aide à la Pologne. Une somme d'environ 800 000 F, à laquelle s'ajoute la recette de dimanche du spectacle du Puy-du-Fou, environ 500 000 F, sera remise au syndicat polonais. Trois élus représentants, Michel Noir, maire RPR de Lyon, Charles Millon, président UDF de la région Rhône-Alpes, et Michel Barrier, président RPR du conseil général de Savoie, ont répondu à l'invitation de Philippe de Villiers, député renouveau lui aussi.

### HONGRIE

### Les obsèques de Janos Kadar auront lieu le 14 juillet

Janos Kadar, l'ancien numéro un hongrois, sera enterré le 14 juillet, après la visite du président américain George Bush, dans le panthéon du Mouvement de la classe ouvrière, au cimetière Imre-Mezse à Budapest. La repose également Laszlo Rajik, ancien ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères, encafé en 1949 pour « complot ».

La dépouille du défunt sera exposée auparavant dans le bâtiment du siège du Parti socialiste ouvrier de Hongrie à Budapest.

Les autorités soviétiques ont adressé, vendredi 7 juillet, un message de condoléances aux responsables du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), évoquant la contribution de Janos Kadar aux relations de « camaraderie » entre les partis communistes des deux pays.

L'agence Tass a également diffusé une dépêche datée de Bucarest, où a lieu le sommet des chefs d'Etat du pacte de Varsovie, annonçant une rencontre entre le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le nouveau président du PSOH, M. Remo Nyers, un des dirigeants de l'aile réformatrice du parti. — (AFP.)

### AUTRICHE

### Poursuites judiciaires contre l'ancien chancelier Sinowatz

Une instruction judiciaire a été officiellement ouverte, vendredi 7 juillet, à Vienne, contre l'ancien chancelier socialiste autrichien Fred Sinowatz et deux anciens ministres (des affaires étrangères et de l'intérieur), MM. Leopold Graz et Karl Blecha.

Tous trois sont impliqués dans le scandale des exportations illégales en Iran d'armes fabriquées par la firme Noricum, filiale du grand groupe nationaliste Voest. MM. Graz et Blecha avaient tous deux démissionné, le premier de la présidence du Parlement, le second du gouvernement, au début de l'année, en raison de leur implication dans un autre important scandale, l'affaire Lucona.

L'instruction a été déclenchée par la découverte d'une correspondance datant de 1985 entre le ministre des affaires étrangères et les ambassadeurs autrichiens

dans les pays du Golfe. Selon la presse autrichienne, l'un des documents mentionne une requête adressée par le prince héritier d'Arabie saoudite, lors d'une visite à Vienne en 1985, de ne pas livrer à l'Iran une commande de 120 canons.

L'ancien chancelier et ses deux anciens ministres ont toujours nié avoir été impliqués dans ces exportations qui contrevenaient au statut de neutralité autrichienne.

Toutes ces affaires ont gravement porté atteinte ces derniers mois au Parti socialiste. Arrivé au pouvoir il y a vingt ans, celui-ci est toujours au gouvernement. La constitution d'une grande coalition avec le Parti populaire (conservateur), sous la direction du chancelier Vranitzky, avait relancé les enquêtes en cours, qui avait pu auparavant être étouffées.



# Politique

Les débats au sein du PS

## Vers un congrès de positions plutôt que de mouvement

En dépit de propos de circonstance promettant un « grand congrès » — propos d'ailleurs formulés avec prudence lors de la réunion du comité directeur les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juillet, — celui que le Parti socialiste prépare pour mars 1990 s'annonce, aujourd'hui, comme un congrès « de positions » plutôt que « de mouvement ». Positions extérieures : soutenir le gouvernement tout en occupant le maximum d'espace à gauche, en ajoutant une touche de vert à sa palette. Positions intérieures : chacun s'efforce de préserver son pré carré pour l'avenir.

Dans cette phase tactique du jeu, où les dirigeants se soucient davantage de marquer leur terrain que de progresser, le débat idéologique envisagé il y a un an est bien oublié. La collecte des signatures précède parfois la rédaction même des textes et les amendements sont appelés à figurer. La publication des contributions étant prévue pour l'automne, on en est actuellement à un stade, celui des « pré » textes, qui est une improvisation par rapport à la procédure statutaire de préparation des congrès et qui correspond à une sorte de premier tour de table, au cours duquel sont sondées les inclinations de la classe dirigeante du parti : membres du gouvernement, parlementaires, premiers secrétaires fédéraux.

Ce round d'observation concerne, en fait, les mitterrandistes, les autres courants — maoïstes, rocardiens, chevènementistes et popoulistes — sachant à peu de choses près à quoi s'en tenir sur les appuis dont chacun d'eux dispose parmi les « gradés ». En revanche, chez les membres de l'ancien cou-

rant « A », les choses sont moins claires. M. Lionel Jospin opère, depuis deux semaines, un retour sur la scène du parti. Le ministre de l'éducation nationale a provoqué, ce faisant, une certaine surprise chez ceux qui, y compris parmi certains de ses partisans, le croyaient neutralisé par ses responsabilités ministérielles. « Numéro deux » du gouvernement, tenu à la solidarité envers M. Rocard, absorbé par une tâche ingrate sans pouvoir encore se prévaloir d'un bilan dans la gestion de l'éducation nationale, M. Jospin était-il en mesure, au mieux, d'agir autrement qu'à couvert et par égard pour son porte-parole interposé ?

### M. Jospin défend son capital

Le résultat modeste obtenu par M. Laurent Fabius aux élections européennes a incité le président de l'Assemblée nationale à la contre-attaque. Or ses initiatives prévisibles et celles annoncées de son côté par M. Louis Mermaz étaient menaçantes pour M. Jospin, qui, premier secrétaire du parti pendant sept ans, risquait de se voir déposséder d'une partie du capital de confiance et de soutien acquis durant l'exercice de cette fonction. Même la perspective de rénovation représentée par M. Michel Delebarre, « dauphin » de M. Pierre Mauroy, est de nature à inquiéter le ministre de l'éducation nationale. Les maoïstes s'alignent-ils pour empêcher le bécot d'une alliance — avec M. Jospin — au sein de laquelle ils sont minoritaires ? Refusant de se laisser manger la laine sur le dos, M. Jospin est resté dans le jeu.

En agissant ainsi, M. Jospin gère M. Mermaz, dont l'entreprise se

réduit à l'objectif — jusque-là implicite et difficile à assumer d'emblée — de se porter candidat à la place de premier secrétaire qu'occupe M. Mauroy. Il complique la tâche de M. Fabius, pour lequel il était plus facile de mettre en cause, lui aussi implicitement, M. Mauroy — un homme « daté » et qui ne fait pas partie de la famille mitterrandiste — que de relancer la guerre des héritiers présumés (et présumés) du président de la République. M. Fabius, toutefois, a vite trouvé le riposte en accusant M. Jospin, dès lors que ce dernier même son entreprise d'alliance ni d'un dépitement d'axe, bref de ce que certains fabiusiens appellent un « congrès de Metz à l'envers » (1).

En second lieu, il observe que M. Rocard est premier ministre, cela par la volonté de M. Mitterrand. C'est une donnée qu'il n'est au pouvoir de personnes d'ignorer, et chacun doit apporter une réponse au problème qu'elle peut éventuellement lui poser.

Le gouvernement est une chose, le parti en est une autre (M. Jospin, depuis son conflit en 1985 avec M. Fabius, alors premier ministre, sait de quoi il parle). Au cours d'une conférence de presse, jeudi 6 juillet, à Evian, le ministre de l'éducation nationale a expliqué qu'il ne faut pas confondre le champ gouvernemental, qui impose à tous un certain devoir de soutien et de solidarité, et le débat interne au parti, dans lequel il y a des courants qui ont leur culture propre et qui ne se mélangent pas.

### « Gérer » le problème Rocard

On peut être solidaire du gouvernement que dirige M. Rocard sans pour autant rechercher avec les rocardiens un accord pour diriger le parti. La majorité au sein de ce dernier, dans laquelle les uns et les autres hypothèquent l'avenir — doit « gérer » le problème Rocard, comme M. Jospin l'avait fait, en son temps, après le congrès de Toulouse, qui, en octobre 1985, avait vu le premier ministre d'aujourd'hui et ses amis réunir près de 30 % des voix au sein du PS.

Le ministre de l'éducation nationale travaille, avec ses amis et ceux de M. Mauroy, à la rédaction d'un texte dans lequel les uns et les autres entendent fixer les orientations de leur démarche commune pour les mois à venir. M. Jospin a laissé entendre certaines de ces orientations devant des cadres du PS participant à un stage de formation, le 6 juillet, près d'Evian. Une réunion consacrée à l'élaboration du texte avait eu lieu, en effet, la veille à Paris, autour de MM. Jospin et Delebarre.

Le ministre de l'éducation nationale a souligné notamment que le

PS, « devenu un parti de pouvoir », doit prendre garde à ne pas être « perçu comme le parti d'« en haut », le parti des privilégiés, le parti qui prend la société comme elle est ». Le PS, a-t-il dit, doit rechercher un « chemin authentique » (autrement dit pas le « nouveau partage » que préconise M. Poperen...), qui, face aux contraintes « nationales et internationales », permette de « faire évoluer la société » en y « faisant passer l'égalité des chances ».

Le texte ainsi en voie d'élaboration sera soumis aux responsables lors d'une réunion, le 21 juillet, à laquelle seront invités l'ensemble des parlementaires, membres du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et premiers secrétaires fédéraux appartenant au courant « A-B » (mitterrandistes et maoïstes). Il ne sera pas dit que M. Jospin exclut quiconque de son entreprise de confirmation de la majorité dirigeante du parti.

### M. Joxe réformateur

M. Mermaz prépare lui aussi son texte, qui se veut avant tout un appel au débat. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale peut compter sur certains appuis parmi les « conventionnels », compagnons de combat de M. Mitterrand, mais il ne les aura pas tous. En visitant la place de M. Mauroy, et bien qu'il s'en soit ensuite défendu, M. Mermaz a paru se lancer dans une entreprise dangereusement déstabilisatrice. M. Pierre Joxe, d'accord avec M. Mermaz pour dénoncer l'ouverture d'une course à la succession de M. Mitterrand, semble surtout se soucier, pour le reste, de manifester l'existence de sa sensibilité au sein du parti, soit dans un débat idéologique qui a peu de chances de s'ouvrir, soit dans une réflexion sur la réforme du fonctionnement du PS.

Le ministre de l'intérieur a des idées précises, qu'il compte rendre publiques sous la forme d'une contribution à l'automne, sur ce que devrait être un PS dirigé par un secrétariat national restreint, sous l'autorité d'un bureau exécutif lui aussi réduit et dont feraient partie les principaux membres du gouvernement. M. Joxe estime qu'il serait utile de désigner un président du parti, non candidat à l'élection présidentielle, qui incarnerait la personnalité du PS et, d'autre part, un secrétaire général, qui, lui, s'emploierait à temps plein à faire tourner la machine.

De deux choses l'une : ou bien le congrès se réduira, pour l'essentiel, à une réforme ou réorganisation des structures du parti, ce qui serait mieux que rien ; ou bien un autonome et un hiver socialement animés imposent aux socialistes une épreuve de vérité. Chacun, pour le moment, se prépare à la première hypothèse, sans exclure la seconde.

PATRICK JARREAU.

(1) Le congrès de Metz, en avril 1979, avait vu la victoire des mitterrandistes — sous l'égide de M. Chevènement — sur MM. Rocard et Mauroy.

## BIBLIOGRAPHIES

### Variété du gaullisme

La mort du général de Gaulle a-t-elle sonné le glas du gaullisme ? Près de vingt ans après celle-ci, la réponse est évidemment négative si l'on en croit les gaullistes d'origine qui éditent maintenant leurs souvenirs et leurs méditations. C'est le cas, par exemple, pour M. Raymond Offroy, diplomate de carrière, rallié à la France libre, député de Seine-Maritime pendant trois législatures de 1967 à 1978, et surtout gaulliste de gauche. Son anti-conformisme est résumé dans le titre de ses *Mémoires Passer outre*. Il montre bien le combat à contre-courant qu'il a dû mener contre le gaullisme officiel, mais qui n'a jamais entamé sa foi. Un peu désemparé quant au destin national du message de de Gaulle, il affirme en revanche que le gaullisme se manifeste toujours de l'Atlantique à l'Oural. Raymond Offroy a donc trouvé aujourd'hui une réincarnation de de Gaulle : c'est Gorbatchev. Tout au moins quant à ses intentions. Le livre de l'ancien ambassadeur montre ainsi que pour certains des compagnons du général le « génie » du gaullisme est devenu un élément permanent.

Un autre diplomate, M. Girard de Charbonnières décrit ainsi son « chemin vers de Gaulle ». Fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de Vichy, c'est par les prisons espagnoles — comme beaucoup d'évadés de France — qu'il rejoint la France libre après 1942.

Voilà donc les témoignages de deux anciens ambassadeurs, tous deux devenus gaullistes par des itinéraires différents et avec des convictions opposées qui montrent bien la variété des engagements derrière le chef de la France libre, il y a quarante-neuf ans.

ANDRÉ PASSERON.

★ Raymond Offroy : *Passer outre*. Editions France Empire, 268 pages, 110 F.

★ Mon chemin vers de Gaulle. Editions du Papyrus, 267 pages, 119 F.

## LE MONDE diplomatique

Juillet 1989

### LE CHOIX DE L'ÉCOLOGIE

L'écologie va bien au-delà de la question, certes essentielle, de l'environnement. Il est urgent de renforcer les bases d'une économie écologique, d'une écologie scientifique assurant un développement respectueux des écosystèmes naturels, écrit Jacques Robin dans le premier article d'une série sur l'un des débats majeurs de notre temps.

### LE DÉSORDRE FINANCIER INTERNATIONAL

Alors que se réunissent à Paris les dirigeants des sept pays les plus riches, Frédéric Clairmonte décrit la fragilité d'un système reposant sur un équilibre de dettes. Vient à l'ordre du jour la déstabilisation mondiale, les inégalités, les concurrences défectueuses.

Également au sommaire :

● DÉVELOPPEMENT : Le printemps des associations Sud-Sud, par Gabriel Marc.

En vente chez votre marchand de journaux

## ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (télé normale)
2 semaines	90 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-86-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## M. Emmanuelli : « Je ne suis pas libéral-socialiste »

M. Henri Emmanuelli, dans une interview publiée dans le *Figaro* daté 8-9 juillet, explique qu'il n'est pas « libéral-socialiste ». « Le choix en faveur de l'investissement et donc de la lutte contre le chômage ne saurait en aucun cas justifier une aggravation des inégalités sociales au fond de RMI », déclare-t-il après avoir observé que, « depuis 1984, le rapport global salaires-profits s'est fortement inversé au bénéfice de ces derniers » et que c'est là « un phénomène préoccupant qui pose, s'il perdure, de graves problèmes à l'identité socialiste ».

Tout en admettant la nécessité d'un passage « par une phase d'assainissement », le numéro deux du PS souhaite que les impératifs économiques de cet assainissement ne deviennent pas « prétexte du désinvestissement ». Éviter les traquenets entre les responsables du

courant majoritaire du PS, M. Emmanuelli déclare : « Soutenir ceux qui prendraient la responsabilité de faire écarter cet axe majoritaire prendrait du même coup le risque de créer la nécessité d'une autre majorité. Il ne faut pas confondre les causes et les effets. Il ne faut pas créer les conditions d'une conséquence que l'on prétend redouter. Je ne vois pas au nom de quelle divergence politique les écarts du courant A [mitterrandiste] ne continueraient pas à vivre ensemble ».

Sur les rapports parti-gouvernement, l'ancien ministre se déclare partisan d'une autonomie du PS « assez grande » par rapport au gouvernement. Il observe que l'opinion « comprendrait mal que le PS ne soit pas solidaire de ce dernier ». « C'est là notre marge de manœuvre, elle est limitée, mais elle existe et elle doit être utilisée », assure le député des Landes.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

APRÈS les idées reçues, il y aurait, très voisines, les idées chics. En voici une, tirée d'une ébauche de dictionnaire illustrant un « tenet-vous-bien » : « l'âge du dogmatisme » ; le terme choisi est celui de tolérance, ainsi définie : « Mère de toutes les sectes et de tous les prophétismes ; fonctionne aujourd'hui de manière tolérante et de manière intolérante. Les auteurs de ces provocations en forme de paradoxes se réclament d'une sensibilité de gauche, de Spinoza, du rationalisme ; ils continuent de préférer Marx à Tocqueville, les Marx Brothers à Séguy et leur concorde à Tépé. Il y a, en le pressant, du pamphlet dans l'air, genre qu'on ne saurait trop encourager en période de communion consensuelle et communicative qui, selon nos deux réclutants, Christophe Devoussoux et Richard Labévière, ne recouvre que « la confusion des choses ».

Dans cet essai contre la confusion ambiante, les commentateurs dénoncent « les années Bouvard et Pécuchet » et leur moralisme envahissant sur fond de tolérance et de droits de l'homme. Une tolérance qui, assurément, fonctionne sur le mode sectaire, justifie tous les renoncements et sert d'alibi à tous les retournements triomphants. « C'est, le plus souvent, parce que l'on s'est trompé que, désormais, on ne peut plus avoir tort. L'expérience de l'erreur reconnue, éprouvée, confirme une espèce d'aura mystique de la vérité. Avant d'être stalinien ou maoïste ne présente-t-il pas, aujourd'hui, la plus belle preuve d'attachement aux vertus de la

démocratie parlementaire ? S'être fourvoyé dans le passé est, actuellement, une des conditions sine qua non à l'obtention d'un certificat de lucidité ? Rien que pour avoir écrit cela, Christophe Devoussoux et Richard Labévière méritent la gratitude de tous les lecteurs, les modestes, les timides, les pas-certain-de-détourner-la-vérité qui, pour ne pas s'être

## Ce bon vieux dogmatisme

précipités dans les errements du siècle, dans l'enfermement de préjugés dogmatiques, qui, parce qu'ils ont essayé de juger le monde avec mesure et sans le crier sur les toits, sont censés ne pas avoir compté et doivent subir les leçons de ceux qui, après les avoir si tardivement rejoints, prétendent les dépasser.

On aura d'autres occasions de se réjouir en suivant le parcours de nos auteurs dans le paysage du monde « immédiate », sur les voies de « l'information perdue » qui, faute de trouver ailleurs ce qu'elle a du mal à comprendre autour d'elle, parle surtout d'elle-même et de « la communication ».

En marge de ce bavardage, l'individu, observant les auteurs, se réfugie dans un « univers éssé

et ludique », aux dépens de rapports sociaux plus approfondis, et « la communication politique » ne cherche pas à les dérangier, elle se contente de leur raconter anecdotes, look, spectacle et surévaluation des « moments sensibles » sont devenus ses principaux ingrédients. Au sein du fond et la réflexion, la société de communication consomme de l'irrationnelisme 1. Chloé et Christophe Devoussoux et Richard Labévière expliquent comment on en vient, par rejet des idéologies, à l'antimondisme et à l'antimondisme, au profit d'une autre idéologie, celle des droits de l'homme, « marquée du sceau d'une double hypocrisie. Celle qui renferme l'hyper-idéalisme des organisations non gouvernementales fondées (à priori seulement) sur l'apolitisme de l'homme universel. Et celle que les États démocratiques, eux-mêmes, utilisent comme une arme géopolitique ».

La discorde serait-elle si elle ne s'appuyait pas sur nombre d'exemples et si elle ne mettait pas en scène — et en cause — autant d'acteurs de notre environnement médiatique. Au terme de ce jeu de massacre vivifiant, le dogmatisme dont il est fait l'éloge est celui d'un retour à la raison : une raison qui se construit, sans cesse de se critiquer, qui est ouverte en assumant le choix. Ce dogmatisme, là consiste à réaffirmer un certain nombre de principes « garants d'une différence politique ». Il valait bien un peu d'insolence et de provocation.

★ *Éloge du dogmatisme*, de Christophe Devoussoux et Richard Labévière, L'Aire, 238 pages, 59 F.

## M. Hoëffl : « Loyauté et fidélité » à M. Poher

M. Daniel Hoëffl, président du groupe de l'Union centriste du Sénat, auquel appartient le président du Sénat, a estimé jeudi 6 juillet que « tant que M. Alain Poher n'a pas fait connaître sa décision de demander le renouvellement ou non de son mandat de président, toute spéculation relative à des candidatures de tel ou tel sénateur [lui] paraît prématurée ». Faisant part de sa « loyauté » et de sa « fidélité » au président du Sénat, M. Hoëffl a ajouté que si ce dernier décide de se représenter « c'est qu'il estimera que c'est son devoir et qu'il a la certitude d'être réélu ». Le sénateur du Bas-Rhin, qui a reconnu toutefois qu'un certain nombre de sénateurs « se posent des questions » sur l'âge de M. Poher (quatre-vingt ans), souhaite que, le moment venu, les groupes de la majorité sénatoriale (favorable à l'opposition nationale) se rencontrent « pour essayer de dégager la vision la plus commune possible au regard de la situation ».

● AVIGNON : une rue Jean-Marie-Tjebou. — Le conseil municipal d'Avignon, que dirige depuis mars dernier M. Guy Ravier (PS), a décidé, par 40 voix contre 9 et 2 abstentions, vendredi 7 juillet, d'attribuer à une rue de la ville le nom de Jean-Marie Tjebou, assassiné le 4 mai dernier sur l'île d'Ouvéa. Les deux représentants du Front national se sont vivement opposés à l'idée de voir ainsi débaptiser la rue Port-Gigognan, et les élus UDF et RPR ont proposé que cette rue soit baptisée « rue des quatre gendarmes morts à Ouvéa ».





# Le Monde

## BICENTENAIRE

### La République et sa morale

Un entretien avec Maurice Agulhon (\*)

#### Symboles 1789

##### « La Marseillaise »

par Michel Vovelle (\*)

L'AVENTURE de la Marseillaise interroge. Elle pose non seulement la question, somme toute banale, de savoir comment naît un hymne national, mais aussi de connaître par quels chemins le Chant de guerre pour l'armée du Rhin, composé à Strasbourg en avril 1792, en est venu à prendre la stature qu'il a revêtue : le premier des hymnes nationaux modernes.

La Marseillaise revêt un double visage : chant révolutionnaire exultant les valeurs d'un monde nouveau ; chant de guerre exprimant, avec une force que l'on peut juger « sanguinaire », le patriotisme d'une nation en lutte. Cette double signification étendit durablement la reconnaissance de l'hymne vers des couches très différentes de la population française. Depuis deux cents années, chacun peut y voir ce qu'il désire y trouver.

Mais, de ce fait, le chant eût pu être confiné à un usage interne, signe de reconnaissance entre les seuls Français. Le God Save the King, après tout, ne s'exporta pas en dehors du Commonwealth. Or la Marseillaise a été adoptée, reconnue, à travers le monde au point de devenir au dix-neuvième siècle le support de tous les mouvements révolutionnaires.

L'historien se retourne alors vers l'auteur et vers l'œuvre. Il est surpris de la modestie du premier : un compositeur amateur, l'homme d'un seul morceau. Puis, en reprenant les couplets, surpris encore de leur simplicité : la Marseillaise n'est pas d'un grand souffle littéraire, et les musiciens patentés, de Gossec à Berlioz, se sont attachés à recoder les mélodrames d'une ligne mélodique qui n'est pas exempte.

Ne tombons pas dans l'exercice inverse : la Marseillaise n'est pas un monument d'art brut ; Rouget de Lisle n'est pas le scribe inconscient qui aurait prêté sa plume au génie de la France. A défaut de chercher un mystère, on peut trouver des explications : les origines de l'hymne en témoignent de très éclatantes.

#### Un patriotisme émouvant et militaire

La guerre a été déclarée par la France le 20 avril 1792 et le Chant de guerre pour l'armée du Rhin, composé dans la foule à Strasbourg, ville frontalière, dans la nuit du 25 au 26 avril, par Joseph Rouget de Lisle, capitaine du génie. L'hymne est la réponse aux échos d'un patriotisme émouvant et militaire à la sollicitation du moment. Mais, au-delà de cette rencontre guerrière, c'est tout le contexte, national et local, qui est mis en lumière.

Tout commence par un cortège : le 25 avril, les Strasbourgeois ont parcouru la ville au son du *Ah ! ça ira*, ce refrain de la Carmagnole. Le maire, Discret, riche industriel mais aussi homme des Lumières, et ses amis, nobles libéraux comme d'Aiguillon, ou jeunes officiers — Desobry, Kléber, Caffarelli — se désolent de la vulgarité de ces couplets populaires. Ils aimeraient qu'un air plus martial et un ton plus académique réunissent les thèmes qui circulent alors dans la ville, l'appel aux armes, « vaincre ou mourir », l'étendard déployé...

Au cours d'un repas réunissant chez le maire l'élite municipale et le garnison, on demande à Rouget de composer un chant qui puisse répondre aux circonstances. L'enthousiasme et le champagne aidant, l'œuvre d'une nuit d'enthousiasme est présentée le lendemain même au soir, interprétée non pas par l'auteur, mais par Dietrich, qui se pique de talents de chanteur. Avec force et simplicité, la Marseillaise fixe les clichés de la patrie en armes. L'hymne entre dans la carrière.

L'histoire politique commence tout juste après. Elle suit le diffusion rapide de l'œuvre à travers la France. La Provence se la réapproprie d'abord.

#### Un souvenir durable

Ce sont les témoins de Montpellier qui apportent le chant à leurs frères marseillais en juillet 1792. Un Montpelliérain, Mirieu, chante l'hymne guerrier dans la capitale phocéenne lors de la réception de bienvenue qui lui est donnée. Les témoins marseillais en reçoivent chacun une copie et l'interprètent à tour de rôle des défilés de leur parcourir durable, et associant, du Midi à Paris, l'image de marque de leur groupe au chant dont ils assurent la diffusion. On l'appellera désormais la Marseillaise.

Dès le 4 frimaire an II (24 novembre 1794), la Convention ordonne que « l'hymne de la liberté soit chanté dans tous les spectacles de la République tous les dimanches et chaque fois que le peuple le demandera ».

(\*) Michel Vovelle est l'auteur notamment de la *Idéologie révolutionnaire*, Mouton, 1988.

« La Liberté, l'Égalité, les droits de l'homme, ont été conçus en 1789, sous la monarchie. Qu'est-ce que l'idée de république apporte de plus ? »

« Ce que l'idée de république apporte par rapport aux conquêtes de 1789, c'est peu de chose, puisque, du point de vue du respect des libertés fondamentales et du droit, un certain nombre de monarchies sont aussi satisfaisantes que notre République : le régime britannique, le régime autrichien, et depuis quelques années le régime espagnol, par exemple, montrent que l'apport essentiel de 1789, c'est-à-dire l'État de droit, le respect des droits de l'homme, une large gamme de libertés d'expression, peut coexister avec une monarchie héréditaire traditionnelle. »

« C'est ce qui aurait pu également se faire en France si une monarchie constitutionnelle avait réussi à durer. La République nous paraît aujourd'hui la forme proprement française de l'État de droit, simplement parce qu'un certain nombre de tentatives de monarchies constitutionnelles libérales et modernes ont échoué, celle de Louis XVIII en 1792, puis celle de Louis XVIII en 1800, et en tout cas du premier Louis XVIII, celle de Louis-Philippe surtout, celle de Napoléon III enfin. Pour chacun de ces échecs, on pourrait naturellement donner des raisons spécifiques, mais enfin, avec une assez remarquable constance pendant cent ans, les tentatives de marier la monarchie avec la modernisation juridique et politique en France ont échoué. »

« La République s'est donc trouvée être la forme durable de l'État libéral et démocratique moderne pour la France. Encore une fois, il pourrait en être autrement. Il y a des monarchies qui sont libérales — je l'ai dit — et, réciproquement, il y a des « Républiques » puritaines nominales qui sont de détestables dictatures — le monde en est même couvert — mais c'est un fait qu'en France l'attachement aux principes de la Révolution a fini par se confondre avec l'attachement à la République, et réciproquement. C'est un legs de l'histoire. »

« En quel la notion de république se distingue-t-elle de celle de démocratie ? »

« Il est vrai que théoriquement ce sont des notions distinctes. Napoléon III et les bonapartistes du dix-neuvième siècle étaient persuadés qu'ils constituaient une démocratie puisque, après tout, Napoléon III était appuyé sur le suffrage universel, qui lui donnait régulièrement la majorité ; et la démocratie, c'est bien, étymologiquement, le pouvoir du peuple. Contre eux, les républicains, comme Victor Hugo, Gambetta ou Jules Ferry, pensaient que le pouvoir du peuple n'était pas une condition suffisante, qu'il fallait un peuple éclairé par la liberté, qui seule permet le développement de l'information et de la conscience civique. Donc, une démocratie libérale avec l'instruction publique comme premier devoir. Ils pensaient qu'ainsi le peuple ne tolérerait plus l'Empire et donnerait sa confiance à la République. »

« En collaboration avec TF 1, le Monde publie les réponses à trois questions posées à un chef d'État ou de gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre des Pays-Bas, M. Rud Lubbers. »

#### M. Rud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas : l'Europe de la démocratie

« Qu'est-ce que la Révolution française a apporté au monde ? »

« Les principes de liberté, d'égalité et de fraternité étaient très importants, surtout à cette époque, à la veille de la démocratie, d'une Europe de la démocratie. »

« Qu'est-ce que la Révolution a apporté à votre pays ? »

« C'était important, mais pas comme pour d'autres pays, parce que les Pays-Bas étaient à cette époque déjà une république. »

« Le prince d'Orange est allé en 1784-1785 à Londres, pour assister à une évolution qui s'appelle la-bas la *Glories Revolution*. C'était l'idée des droits des parlementaires, avec une sorte de Constitution entre le monarque et les parlementaires. »

la République. Ce qui a fini, à la longue, par arriver. Ainsi, dans notre histoire, l'idéal républicain s'identifie plutôt à la démocratie libérale qu'à la démocratie tout court, puisqu'il a pu coexister avec des monarchies non libérales — prussiennes ou autrichiennes. En France, j'y insiste, ceux qui sont attachés à la République le sont à la démocratie et à la liberté. »

« La République n'implique-t-elle pas un État fort, alors que la démocratie, sur le modèle américain, serait plutôt liée à ce qu'on appelle la « société civile » ? »

« Les États-Unis sont une République, et je ne sais pas si beaucoup d'Américains seraient disposés à opposer en même temps à la démocratie et à la République. Quant à la liaison de la République avec un État fort, elle me paraît plus conjoncturelle — même s'il s'agit d'une conjoncture assez longue — qu'essentielle. Tout régime qui est attaqué et qui doit se défendre se transforme en régime fort, sinon il est vaincu. »

« Ainsi a-t-il fait la Première République, sous une forme très violente ou la Troisième, sous une forme très atténuée. Mais cela est dépassé. En 1982, la République s'est considérée comme assez solide pour pouvoir s'en passer de préférence, du moins transférer beaucoup de leurs pouvoirs aux élus (loi Defferre). Donc il n'y a pas de lien nécessaire entre l'idée de République et l'idée de pouvoir d'État abusivement fort ou abusivement centralisé. De reste, la fameuse force de l'État républicain en France sous la Troisième République était largement compensée par le caractère plutôt déboussonné des mœurs et surtout par la très grande et très efficace liberté de critique, qui assurait une presse très libre et un Parlement très actif. »

#### L'attachement à la Révolution française

« Comment définir aujourd'hui la « tradition républicaine » ? »

« Quand on parle de « tradition républicaine », c'est à la République militante du dix-neuvième siècle que l'on se réfère. Au temps de Gambetta, la République était loin de faire l'unanimité, et le combat de la droite et de la gauche, en ce lointain moment de notre histoire, coïncidait presque exactement avec celui qui opposait les partisans de la monarchie à ceux de la République ; et il coïncidait aussi avec le combat entre adversaires et amis de la Révolution. Telle était encore à peu près la situation au temps du premier centenaire, en 1889. Ce qu'on appelle conventionnellement la « tradition républicaine » inclut donc l'attachement à la République française. C'est cela qui a changé avec le temps. Aujourd'hui, la quasi-totalité des Français étant républicains, il s'agit logiquement que certains d'entre eux soient les héritiers de royalistes et de conservateurs ralliés ou réintégrés à la République, tandis que d'autres se sentent les successeurs des républicains de tradition. Il n'y a

pas de raison de suspecter l'attachement à la République, au droit ou à la liberté, des gens qui sont républicains aujourd'hui, mais dont l'arrière-grand-père ne l'était pas ! Mais il arrive que, dans ces moments d'opinion, une tradition d'hostilité ou de méfiance à l'égard de la Révolution subsiste, ne serait-ce que sous l'influence d'une culture catholique qui a été longtemps contre-révolutionnaire. »

« Il y a donc par héritage historique deux catégories de républicains : ceux qui ont été formés dans

nom de la « tradition républicaine » que l'opposition de gauche, réduite alors à la poignée d'amis de Pierre Mendès France et de François Mitterrand, et au Parti communiste, a essayé de s'y opposer, démontant dans le nouveau régime les traces du bonapartisme. »

« Avec nous, nos craintes étaient excessives, dans la mesure où de Gaulle n'a pas établi de dictature ni étouffé de libertés ; par conséquent, il y avait un peu d'excès dans la dramatisation de 1958. On ne peut plus soutenir sérieusement que

pris que des sortes de « casse-pieds » venus du Parlement et de la presse obtiennent, pour des raisons de principe et d'éthique politique, le départ d'un président qui se débrouille pas si mal en diplomatie. Cette incompréhension de l'éthique libérale américaine me paraît assez typiquement gaullienne. »

#### Un consensus sur les institutions

« Dans les années 80, la République n'est-elle pas menacée plutôt par l'absence de grands affrontements idéologiques ? »

« C'est ce que tout le monde dit en ce moment. Pour ma part, j'avoue n'être pas tellement convaincu qu'il n'y ait plus de grand débat idéologique. Il y a certes un consensus sur les institutions, sur l'État de droit et quelques autres problèmes, mais entre ceux qui, pour la gestion de l'économie et de la société, sont plutôt du côté d'un réformisme interventionniste et ceux qui sont plutôt libéraux il y a, sinon des affrontements, du moins un fort dissensus. Et si un jour, par malheur, la guerre, je veux dire une vraie guerre, une guerre complète, éclatait entre Israël et ses voisins arabes, vous ne croyez pas qu'un moment de choisir son camp la France serait coupée en deux passionnément ? »

« Je ne suis même pas sûr qu'il y ait un tel consensus sur l'Europe : lorsqu'on verra les premières difficultés, ceux qui en tireront tout de suite la conclusion et l'occasion d'un repli nationaliste et ceux qui auront le courage de passer outre, dans le sens européen, révéleront bien, par leur opposition, un clivage profond. »

« Peut-on considérer que les trois termes de la devise républicaine sont constitutifs de l'idée républicaine ? »

« La devise républicaine n'a été inscrite pour la première fois dans une Constitution qu'en 1848. La Révolution française a porté successivement au pinacle la liberté et l'égalité. Le thème de la fraternité apparaît aussi, mais il n'est pas mis alors sur le même plan. La triade ne sera vraiment consacrée qu'en 1848. On pourrait évidemment retenir d'autres principes. Mais ce ne serait déjà pas si mal si ces trois-là étaient acquis. Ce sont, pour le moins, de belles directions d'intention. La devise montre que la République ne se contente pas de gérer le réel, mais qu'elle veut l'ordonner suivant une certaine vision qu'on peut bien appeler morale. La formulation précise du programme de notre morale publique peut bien évoluer avec les siècles, mais l'important est qu'il y en ait une. Il est difficile de faire la politique proprement dite quand on a — comme on dit — un idéal. Que serait-ce si on n'en reconnaissait aucun. »

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

(\*) Maurice Agulhon, historien, professeur au Collège de France. Derniers livres parus : *Marianne ou combat* (1979), *Histoire vagabonde* (1988).

#### TF 1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

#### M. Rud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas : l'Europe de la démocratie

« En collaboration avec TF 1, le Monde publie les réponses à trois questions posées à un chef d'État ou de gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre des Pays-Bas, M. Rud Lubbers. »

« Qu'est-ce que la Révolution française a apporté au monde ? »

« Les principes de liberté, d'égalité et de fraternité étaient très importants, surtout à cette époque, à la veille de la démocratie, d'une Europe de la démocratie. »

« Qu'est-ce que la Révolution a apporté à votre pays ? »

« C'était important, mais pas comme pour d'autres pays, parce que les Pays-Bas étaient à cette époque déjà une république. »

« Et à l'issue du XIX<sup>e</sup> siècle, comment a-t-on apporté un autre message universel ? »

« Encore le même message. Les principes démocratiques, l'égalité, la fraternité, sont aussi importants aujourd'hui mais pas seulement pour le continent Europe, pour le monde entier. Aujourd'hui, nous avons une responsabilité nouvelle

pour la paix, pour le développement mais aussi pour l'environnement. Nous avons maintenant des responsabilités pour tous les peuples et pas seulement pour un seul — et aussi pour la planète elle-même. C'est là le nouveau message. »

Propos recueillis par THIERRY THULLIER

#### Il y a deux cents ans

##### « La foule y a pendu le gouverneur et sept canonniers »

Les Pays-Bas étaient dirigés en 1789 par une Assemblée d'états généraux dont le siège se trouvait à La Haye. La République de sept provinces unies avait pour ambassadeur en France Mathieu Leestevenon van Barkenrode, qui sera nommé de 1750 à 1792.

La lettre envoyée par l'ambassadeur Mathieu Leestevenon van Barkenrode à leurs hautes puissances des états généraux à La Haye est datée du 16 juillet 1789.

« L'après-midi et au milieu de la matinée s'est dirigée vers la Bastille une foule parmi laquelle cependant des gens bien habillés. Elle s'est emparée de l'arsenal de la ville avoisinant et s'y est accaparé deux fois cent mille fusils ; après quoi, rejointe par des renforts, elle a attaqué la Bastille et l'a prise vers les 8 heures de l'après-midi, après une perte considérable dans ses rangs et par une ambassade des assaillants qui avaient laissé pénétrer une partie de la foule dans

les murs et l'avaient démolie par des sauts répétés. »

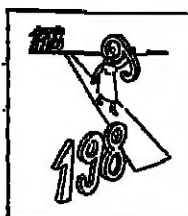
« La foule y a pendu le gouverneur et sept canonniers. Le soir, vers 8 heures, on a pu voir dans les jardins du Palais-Royal portées au bout de piques deux têtes : l'une portant une inscription en grandes lettres : « traître gouverneur de la Bastille », et l'autre, prétend-on, étant celle du prévôt des marchands de cette ville, accusé d'avoir autorisé de la farine en sa faveur. »

(Documentation tirée de CORNÉILLE WICHARD.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ÉCONOMIE





## Agenda

## A Paris

## EXPOSITIONS

« Bleu, blanc, rouge, couleurs de la liberté ». — Par l'association Prestige et beauté de Paris, avec le concours des services de l'ambassade des États-Unis. Une centaine d'œuvres, peintures et sculptures ayant pour thème les trois couleurs nationales, une vingtaine sont dues à des artistes américains. Jusqu'au 15 juillet, du lundi au vendredi, de 11 h 30 à 18 h et le samedi, de 9 h 30 à 12 h. Musée du soldat américain, 71, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. : 45-27-83-33.

« Traces de France ». — Exposition de peintures et sculptures de la commission franco-américaine d'échanges universitaires et culturels, les services culturels français à La Nouvelle-Orléans et la Historic New Orleans Collection. Jusqu'au 14 juillet, tous les jours de 10 h à 19 h. Grande galerie de la chancellerie, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 46-33-37-50.

« L'Université de Paris, la Sorbonne et la Révolution ». — Par la Fondation Franco-Liberty et la chancellerie des universités de Paris, avec le concours des Archives nationales. L'université de Paris sous l'Ancien Régime, sa structure corporative, sa place dans la société contemporaine, sa participation aux premières manifestations révolutionnaires ainsi que sa progressive disparition entre 1791 et 1793. Jusqu'au 14 juillet, tous les jours de 10 h à 19 h. Grande galerie de la chancellerie, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 46-48-20-25.

## THEATRE

« Le verdict ou comment s'en débarrasser ? ». — Mise en scène de Jean-Claude Martin, une production d'Intelligence-Service. — Sam est un clochard âgé de 257 ans, la Révolution l'a vu de ses yeux et ne se prive pas de la commémorer en le retrouvant, et particulièrement le procès du roi, événement majeur d'humour. Une soirée de gala pas comme les autres, avec cocktail de bienvenue, la pièce, le transport en charrette à l'hôtel Holiday Inn pour un dîner avec les comédiens. Chic ! Jusqu'au 9 septembre, 19 h 30. TLP Déjazet, 41, boulevard du Temple, 75003 Paris. Tél. : 46-34-22-84.

## MUSIQUE

« Festival international d'opéra au château de Versailles ». — La Traviata, de Verdi (mise en scène Jacques Karpo), et André Chénier, de Giordano (mise en scène Raymond Roussel) seront joués en alternance, du 15 au 30 juillet, sur une scène flottante montée sur le parc du château de Versailles. Les interprètes, de réputation internationale (Plácido Domingo, Katia Ricciarelli, Edita Gruberová...), chanteront sous la direction d'Antonio Guadano et de Julius Rudel. L'affiche comme le cadre du parc du château ont assuré des soirées de grande qualité. Du 15 au 30 juillet, à 21 h 30, parc du château, 78000 Versailles. Tél. : 47-59-47-42.

## LIEU

« L'Assemblée nationale « portes ouvertes ». — Des salons à l'hémicycle, en passant par la bibliothèque (avec ses plafonds de Delacroix), la visite du Palais-Bourbon entraîne le public à la rencontre des députés de la Constituante, chacun pouvant retrouver son représentant de 1789 grâce à des tables classées par canton ou commune. Tableaux, cartes, sculptures, vitrines de documents et montages vidéo font de cette visite un passage obligé dans le programme « Bicentenaire ». Jusqu'au 30 juillet et en septembre, tous les jours sauf le lundi, de 11 h à 21 h. Palais-Bourbon, 33, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél. : 40-63-55-55. La station de métro la plus proche ne s'appelle plus Chambre-des-députés mais, depuis le 20 juin dernier, Assemblée-Nationale.

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840  
Créature de médailles pour événements et commémorations  
le prestige de la gravure  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94-41 - 45.08.96.45

## Bicentenaire

## Avant les célébrations officielles

## Les protestataires ouvrent le bal...

Le Bicentenaire de ceux qui veulent « rendre la parole aux esclaves » devait débiter samedi 8 juillet à Paris. Sous le slogan « Ça suffit comme ci », une manifestation contre « le sommet des riches, la dette de la France, la faim, l'apartheid et les dernières colonies » était prévue à 14 h 30, samedi, entre la Bastille et l'Opéra. De là, le cortège devait retourner place de la Bastille pour un concert géant réunissant Renaud, Johnny Clegg, Mano Negra, les Nègresses vertes et Malévol. Ces manifestations, suivies le dimanche 9 juillet d'une série de défilés organisés à la Mutualité, précèdent également un « contre-sommet » des sept pays les plus pauvres, les 15 et 16 juillet, toujours salle de la Mutualité, à Paris.

UNE conférence de presse avait réuni, vendredi 7 juillet, à la Bourse du travail à Paris, les principaux organisateurs du « contre-Bicentenaire », notamment l'écrivain-journaliste Gilles Perrault, initiateur du projet, le chanteur Renaud, Alain Krivine, leader de la Ligne communiste révolutionnaire, Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Évreux, l'ancien ministre communiste Jack Ralhin, les dessinateurs Wolinski, Loup et Siné, ainsi que des représentants des syndicats — notamment CFDT, CGT et SNES — et associations qui soutiennent ce projet. « L'appel a rencontré un écho que nous n'attendions pas », a déclaré Gilles Perrault en soulignant « la contestation historique et la fausse de goût » que constitue, selon lui, la tenue

## « La maladresse historique de M. Mitterrand »

Pour sa part, Mgr Gaillot, évêque d'Évreux, s'élève contre les prises de position progressistes, marginales dans l'épiscopat français, à l'égard : « Il ne suffit pas de commémorer la Révolution, il faut la continuer. Notre pays, c'est la planète. Il reste une Bastille à prendre : celle de l'impérialisme économique. »

Le chanteur Renaud, tout en soulignant que ces différentes manifesta-

tions ne constituent pas « une manœuvre anti-Élysée », a déclaré de son côté que « François Mitterrand a commis la plus maladroite des erreurs ». Il a répété que son appel, avant l'élection présidentielle, en faveur de la candidature de M. Mitterrand — « Tout ça n'est que du vent » — ne supprime « ni servilité et parti-pris ». Cependant, « si l'Élysée » (de la manifestation) ne sera pas Mitterrand-trahison, et ce n'est certainement pas une rupture avec ma famille qui est la gauche. »

Henri Dési, le président de SOS-Racisme, qui avait signé l'appel à manifester sans pour autant engager cette association, n'a pas participé à la conférence de presse aux côtés des organisateurs et notamment de Renaud. Celui-ci l'aurait accusé d'être « infidèle à l'Élysée ». Henri Dési, dans une lettre adressée au chanteur le 4 juillet, a déploré les « déclarations insultantes [faites par Renaud] contre SOS-Racisme et moi-même ».

Enfin, le Parti communiste avait appelé ses militants à participer massivement à cette manifestation et à ce que l'Élysée, dans son édition du samedi 8 juillet, qualifie, en une, de « fête des damnés de la Terre ».



PESIN

## Les comptes de Renaud

UNE manifestation et un concert géant ne s'improvisent pas en un jour... et demandent beaucoup d'argent. Le budget de la journée du 8 juillet n'aura pas été facile à boucler : en quelques semaines, les organisateurs ont dû débourser près de 1,5 million de francs. Les comptes de cette journée sont pourtant « simples, clairs et détaillés », selon le chanteur Renaud. La manifestation et le concert coûteront chacun plus de 700 000 francs. Soit, au total, près de 1,5 million de francs pour cette journée « anti-sommet » de la place de la Bastille. Un budget d'« amis » souligne Renaud : en temps normal, et sans bénévolat, le concert à lui seul, aurait coûté de 2 millions à 3 millions de francs.

Comment s'en sortir ? Les sans-culottes de « Ça suffit comme ci » ont commencé par s'adresser — en toute amitié — à la Mission du Bicentenaire. Sept représentants, avec bien sûr, à leur tête, Renaud et Gilles Perrault, ont donc rencontré le président de la mission, Jean-Frédéric Jeanneney. Il y a un mois. Les discussions ont été « courtoises », mais la mission faisait un peu la grimace : les « anti-sommet », qui avaient déformé le logo officiel du Bicentenaire en donnant aux colombes tricolores de Folon des allures de bombardiers, n'ont cessé de dénoncer les « fastes outragés » du Bicentenaire. La réponse de la Mission n'a pas tardé. L'anti-sommet n'a pas reçu un sou.

La manifestation, à elle seule, coûte près de 700 000 francs : 170 000 francs de tracts et de quatuor-vingts 100 000 francs de T-shirts, 60 000 francs de cartes postales et d'autocollants, 90 000 francs d'affiches, autant de badges, et 265 000 de publicité dans le Monde et Libération. L'organisation, qui a pu trouver la septième de cette somme — 100 000 francs — grâce aux contributions de la cinquantaine d'associations signataires de l'appel, espérait réunir le reste — ou une partie du reste — en vendant son logo au cours de la manifestation. En attendant, Rotogravure, l'imprimerie de la Ligue communiste révolutionnaire, aura avancé une bonne partie de ces dépenses.

## Le soutien des maisons de disques

Le concert du soir, qui devait réunir Renaud, Johnny Clegg, Mano Negra, les Nègresses vertes et Malévol, revenait, lui aussi, à

environ 700 000 francs. Les maisons de disques ont versé leur obole : Virgin, celle de Renaud et Mano Negra, et EMI-Pathe-Marconi, celle de Johnny Clegg, ont offert 250 000 francs. Elles couvrent donc à elles deux 35 % des dépenses. Sans logo, sans « sponsoring » officiel — et visible — et sans appellation sur la scène. Elles n'ont d'ailleurs, disent-elles, rien demandé. Et elles n'espèrent, disent-elles encore, pas grand-chose. Tout juste, sans doute, une citation dans les remerciements sur écran vidéo.

Les forains installés sur la place de la Bastille pendant la journée du samedi devaient contribuer, eux aussi, au financement du concert : tous ont payé une concession pour

installer leur buvette et vendre leurs sandwichs sur les lieux du rassemblement. L'organisation comptait ainsi réunir par ce biais 100 000 francs. Restait un trou de 350 000 francs, comblé en totalité par Renaud, qui tenait à ce concert et qui dispose, dit-il, « de moyens plus élevés que la moyenne ». Il y avait pourtant une solution : il y a une semaine, une « grande boisson gazeuse américaine » est venue offrir ses services aux responsables de l'appel. Ils ont ri, mais, disent-ils, cette firme proposait, en échange de quelques milliers, de couvrir le podium, consacré au pèlerinage du tiers-monde par les « nantis », d'affiches aux couleurs Coca-Cola.

ANNE CHEMIN

## « Sommets » et démagogie

M. MITTERRAND n'a pas « décidé » d'inviter à Paris les dirigeants des pays riches, contrairement à ce que laissent entendre certaines déclarations de Renaud. Le sommet des sept pays les plus industrialisés a lieu chaque année depuis 1975, alternativement dans chacun de ces pays, à la même époque de l'année (fin juin-début juillet).

Le premier, en 1975, à Rambouillet, était dû à l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, devant les pressions de son parti, avait promis de promouvoir ce sommet. Le second, à Paris, en 1976, a été organisé par le premier « choc » pétrolier, l'Arabie saoudite, une concertation directe entre dirigeants des pays leaders de cette économie. Il faut croire qu'une telle concertation n'était pas tout à fait inutile, puisque ces dirigeants s'institutionnalisent et se réunissent, dès lors, chaque année pour parler,

entre autres, des perturbations monétaires internationales, du déficit budgétaire américain ou des excédents commerciaux japonais, mais aussi des questions de développement et de l'endettement des pays les plus pauvres.

La dette du tiers-monde avait déjà été l'un des principaux sujets du sommet de Toronto, en 1988, et avait donné lieu, avant cette réunion, à une sorte de compétition entre pays développés dans les offres d'aidemont, ce qui n'est sans doute pas la plus maladroite des concurrentes. Cette question est inscrite à nouveau comme la priorité à l'ordre du jour du sommet de l'Arche de la Défense, avec celle de l'environnement et de la problématique du rapport entre développement et environnement.

On peut penser que ce n'est pas du mauvais goût qui a consisté à faire

coïncider cette conférence au sommet avec les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, en oubliant d'ailleurs de rappeler qu'une trentaine de pays y sont conviés qui représentent aussi l'Afrique, l'Asie la plus pauvre et l'Amérique latine la plus endettée. On peut regretter la dérive médiatique des sommets des Sept, conçue, à l'origine, comme des conférences austères et qui se perdent parfois dans le spectaculaire et la pompe : une dérive que M. Mitterrand avait lui-même regrettée après les fastes de Versailles en 1982, mais que la date choisie, cette fois-ci, ne peut cependant qu'encourager.

On peut critiquer tout cela, mais il ne faut pas oublier que ce sont de bons sentiments et de démagogie.

C.T.

## Querelles de fastes

(Suite de la première page.)

Il est quand même difficile de reprocher à un pouvoir, qu'on soupçonne dans le même temps de conduire le pays sur la voie du déclin, d'organiser la rencontre — qui a lieu chaque année à la même époque — des sept pays économiquement les plus puissants, lorsque vient (une fois tous les sept ans) le tour de Paris !

Même lorsque (comme il est de bon ton de le dire) on affirme que les sommets des Sept ne servent à rien, il est mal venu de faire grief à M. Mitterrand d'avoir constamment utilisé cette instance pour convaincre ceux qui ont quelques clés en ce domaine de la nécessité d'aider davantage les pays les plus pauvres, notamment en s'attaquant au problème de la dette.

Enfin qui aurait eu le culot, étant à la tête d'un pays qui se croit « grand », de ne pas commémorer avec éclat la Révolution ?

Aux États-Unis et en Australie, pays qui ont généreusement célébré leurs propres bicentenaires, personne n'a eu le goût de subordonner l'organisation des festivités à des problèmes de stationnement. De ce point de vue, le judaïsme des beaux quartiers qui a surgi laisse sceptique : les embouteillages dans Paris ne sont pas nés avec les mesures de sécurité prises pour protéger M. Gorbatchev, chacun sait qu'ils résultent du nombre croissant

de ceux qui travaillent à Paris sans pouvoir s'y loger.

Si l'on cherche un débat pour la capitale, en vérité, on s'aperçoit qu'il est « conches moyennes », du fait d'un urbanisme non maîtrisé et d'une spéculation foncière galopante, qui vaudraient bien, à eux seuls, un concert.

Les critiques adressées au pouvoir n'en sont pas moins logiques. Qui critique ? Comme à l'Assemblée nationale, la droite (M. Juppé parle de la « mégalo », présidentielle) et le PCF (via la CGT, qui nous promet de beaux défilés). En ce temps de « majorité relative », M. Mitterrand ne pouvait guère espérer qu'il en fût autrement. S'y ajoute un côté « mauvais joueur » évident : tout ce qui compte au RPR affirmait, en privé, piler bagage pour la semaine, pour ne pas voir... Pour être élu il a été plus intelligent, et plus mille au pays, de dire : ces rencontres sont un succès pour la France, partageons-en le bénéfice.

## Magnificence

Mais la cristallisation dans l'opinion d'un mécontentement sur ces sujets tient aussi à M. Mitterrand lui-même, à un certain goût du pompeux et de la magnificence, qui s'était déjà manifesté au sommet des Sept à Versailles en 1982. Certaines exagérations ainsi que l'étalage des privilèges

de quelques milliers de « nomenklaturistes », placés aux premières loges des festivités, font le reste.

En outre, M. Mitterrand est passé maître dans l'art de prêcher une politique progressiste, côté « des gens », et côté cour de pratique une politique classique, à la tête d'une nation classique : il nourrit lui-même des frustrations, dont il est victime, et qui sont une contradiction propre à l'exercice du pouvoir par la gauche.

Enfin, M. Mitterrand est victime de l'histoire — la petite — qui n'est jamais avare d'ironie. Le voilà débordé sur sa gauche par d'anciens « groupés », alors même qu'il ne cesse d'encourager, via certains relais (dans et surtout hors du PS), une critique de gau-

che contre... M. Michel Rocard. En étant lui-même, depuis le lendemain des municipales, un opposant de gauche au gouvernement, il a certainement contribué à la relance d'un débat destiné soit à contrôler, soit à affaiblir le premier ministre, et qui, apparemment, s'est trompé de cible. Tel est pris qui croyait prendre.

An-dé-là de cet aspect plaisant, mais presque anecdotique, il y a peut-être une leçon à retenir, en forme de jeu de mots : à l'État, une partie de l'opinion, celle qui est censée le soutenir, préfère peut-être la « movida », le mouvement, cher aux socialistes... espagnols.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Une proclamation de M. George Bush. — Le président des États-Unis, George Bush, lors d'une cérémonie organisée vendredi 7 juillet à la Maison Blanche en présence de M. Emmanuel de Magerie, ambassadeur de France, a signé une proclamation invitant les Américains à célébrer, le 14 juillet, le Bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. « Aujourd'hui, comme il y a 200 ans, la France et les États-Unis sont toujours partenaires dans la liberté », a déclaré M. Bush, avant d'évoquer les « liens étroits » entre

les deux déclarations des droits de l'homme, française et américaine. Le président américain ne viendra pas à Paris. — M. Rodrigo Borja, chef de l'État équatorien, a fait savoir, vendredi 7 juillet, qu'il ne pourrait assister aux célébrations du Bicentenaire. Dans sa réponse à l'invitation qui lui avait été faite par M. François Mitterrand, M. Borja déclare qu'en raison d'« engagements impossibles à remettre », il regrette de ne pouvoir être présent à un événement aussi important en compagnie des autres dirigeants mondiaux.

## Agenda

## Bourgogne Franche-Comté

## EXPOSITIONS

« Michel Le Peletier de Saint-Fargeau, un grand seigneur au service de la Révolution ». — Député à la Convention, assassiné pour avoir voté la mort du roi, ce premier « martyr » de la Révolution reste à découvrir. Jusqu'au 30 octobre, tous les jours, sauf le mardi, de 13 h à 18 h 30. Musée d'art et d'histoire, maison du coche d'eau, 89000 Auxerre. Tél. : 86-51-05-74.

« La République au village ». — Les symboles républicains qui habitent les cantons communaux de Saône-et-Loire et prolongent, aujourd'hui encore, l'écho du phénomène révolutionnaire. Jusqu'au 3 décembre, tous les jours, de 14 h à 18 h. Ecomusée de Pierre-de-Bresse, 71270 Tâ. Tél. : 86-76-27-18. Groupes le matin sur réservation.

« Du pain, du sel, de l'ordre ! ». — La chunio en 1789-1793 à travers vingt panneaux et cent trente œuvres prêtées par les différents musées de la région, illustrant les faits révolutionnaires et les corporations ayant rédigé les cahiers de doléances. Jusqu'au 30 septembre, tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30. Musée Ochier, palais Jean-de-Bourbon, 71250 Cluny. Tél. : 86-59-06-87.

« Le vœu des événements ». — La Révolution à Belfort, ville carrefour qui eut à souffrir des entraves au commerce dues à la guerre, ville frontalière qui dut supporter en 1792 une forte levée en masse. Jusqu'au 3 septembre, tous les jours de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Château de Belfort, 90000. Tél. : 84-28-62-96.

## MUSIQUE

« Les musiques de la Révolution ». — Musiques et chants révolutionnaires, tous les mercredis soirs, de 21 h 30, du 19 juillet au 23 août. Château de Belfort, 90000. Tél. : 84-54-24-24 (matin).

## THÉÂTRE

« Le inventaire de la liberté ». — Spectacle-montage avec des extraits d'œuvres de Rousseau, Mirabeau, Lavoisier ou Claudel évoquant les figures d'hommes célèbres ou d'événements de la Révolution à Portarlier. Les 28, 29 juillet, les 2, 3, 4 et 5 août, à 21 h 30. Château de Joux, 26300 Portarlier. Tél. : 81-39-29-38.

« L'année terrible ». — Spectacle évocateur, grâce à des textes de Saint-Just, Lazare-Carnot ou Georg Büchner la période où « la Révolution devora ses enfants ». Du 10 au 15 juillet, à 21 h. Théâtre municipal de Dijon, 21000. Tél. : 80-67-03-33 ; le 20 juillet, à 22 h, en plein air à Tournus, 71700. Tél. : 85-32-52-13.

## SON ET LUMIÈRE

« Château de Saint-Fargeau ». — En huit ans, le spectacle de Saint-Fargeau est devenu, avec plus de cinq cent mille spectateurs, l'un des plus importants d'Europe. Six cents acteurs, sobriété cavalière, une tribune de six mille places... Cette année, une large place est faite à la Révolution avec l'évocation de l'ancien maître des lieux, le constitutionnel Le Peletier de Saint-Fargeau, qui fut assassiné après avoir voté la mort du roi. Jusqu'au 20 août, tous les vendredis et samedis, à 22 h 30 en juillet et 22 h en août. Château de Saint-Fargeau, 89170. Tél. : 86-74-05-67.

« Franche-Comté ». — La Révolution en Franche-Comté à travers des personnages historiques ou de fiction : deux cents acteurs, jeux d'eau et effets pyrotechniques. Du 7 juillet au 16 juillet, à 22 h place de la Gare d'eau 25000 Besançon ; les 21, 22, 23, 28, 29 et 30 juillet, à 22 h Les Thermes, 70300 Luxeuil-les-Bains ; les 4, 5, 6, 10, 11 et 12 août, 22 h. Château de Besançon, 39000. Tél. : 84-82-04-89.

\* Minitel-Information. — La mission du Bicentenaire propose des informations sur minitel (taper 3615 puis 889) : six mille réalisations et manifestations répertoriées dans toute la France.

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Page 4138

مكتبة الامم المتحدة







## Société

## JUSTICE

2 300 000 francs de « réparations » pour une malade transfusée

## Cette « spécificité cruelle » du sida

La vie n'a pas de prix. La justice a cependant tenté de répondre à la demande déraisonnable de M<sup>me</sup> Henriette Courtellemont, soixante-deux ans, contaminée par le virus du sida lors d'une transfusion sanguine effectuée à partir d'un donneur séropositif. Vendredi 7 juillet, la 20<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Michel Adébert, a confirmé le jugement du tribunal de grande instance de Fontainebleau du 16 décembre 1988 (le Monde du 21 mars 1989). M<sup>me</sup> Courtellemont touchera 2 300 000 F « en réparation de son préjudice, strictement personnel, découlant de la contamination ».

Le 15 janvier 1983, sur une route de Seine-et-Marne, un camionneur belge, M. Francky Fraux, refuse la priorité à la voiture dans laquelle

M<sup>me</sup> Courtellemont est passagère. Blessée, elle doit subir une intervention dans un établissement privé, selon un mode opératoire qui nécessite des transfusions sanguines. L'un des concentrés globulaires provient de la prison de Fleury-Mérogis et concerne le don de sang d'un détenu connu pour être homosexuel et toxicomane. Aucun dépistage du virus n'a été effectué car cette mesure n'a été imposée que plus tard, par l'arrêt du 3 novembre 1986. Cette circonstance exonère la responsabilité des organismes ayant participé aux diverses opérations, depuis la collecte de sang jusqu'à la transfusion. Aussi la cour déclare-t-elle : « En l'espèce, le dommage de la victime a trouvé sa cause essentielle et directe dans la faute de Francky Fraux, qui a rendu nécessaire les transfusions à l'origine des contaminations ».

Après avoir rappelé la nature particulière de l'affection, la cour constate : « Bien que les connaissances médicales évoluent de manière remarquable, il faut admettre que la médecine ne dispose aujourd'hui d'aucun moyen de traitement efficace de la maladie et qu'on ne connaît aucune guérison du sida ». Ce caractère inéluctable conduit les juges à se pencher sur les souffrances morales endurées par M<sup>me</sup> Courtellemont, notamment devant l'attitude de ses proches.

« Les impacts sociaux et psychologiques du sida, apparus brutalement dans notre temps, frappent profondément la conscience collective. Celle-ci se trouve confrontée à un phénomène qui suscite des réactions aussi irrationnelles que celles dictées par la peur, à tel point que les malades sont marginalisés ou exclus de la vie sociale, voire familiale », constate l'arrêt, en ajoutant : « M<sup>me</sup> Courtellemont est encore victime, plusieurs années après les faits, de cette attitude émanant de sa propre famille ».

Enfin la cour conclut : « Toutes ces souffrances, physiques et morales, dues aux contraintes médicales, aux réactions sociales, à l'incertitude et aux risques d'aggravation ainsi qu'aux perturbations de la vie affective, conjugale et familiale, doivent être prises en compte (...) dans l'appréciation de la réparation du dommage ».

A cette « réparation » du préjudice moral, la cour a ajouté une provision de 120 000 francs concernant le préjudice corporel, tout en nommant deux experts qui seront chargés d'en évaluer l'importance.

MAURICE PEYROT.

## Un caractère inéluctable

L'évaluation du préjudice plaçait les magistrats dans une situation sans précédent. « Sa spécificité cruelle et son exceptionnelle gravité justifient une indemnité exceptionnelle », observent les juges, en relevant : « Si M<sup>me</sup> Courtellemont a actuellement l'apparence d'une personne jouissant d'une santé normale, elle est néanmoins entrée dans la phase de la maladie ».

Rectificatif : M. Paul-Marie de La Gorce, nouveau président du comité d'études de la défense nationale, devient, à ce titre, directeur de la revue Défense nationale, et non pas, comme nous l'avons dit par erreur, rédacteur en chef (le Monde du 7 juillet). Le contre-amiral Jacques Hugon demeure rédacteur en chef de la revue.

Au cours de son congrès à Toulouse

## La Ligue de l'enseignement se prononce pour une « nouvelle laïcité »

Représentant plus d'un million d'adhérents groupés dans des associations scolaires et périscolaires, la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente (LEEP) a réuni, les 6 et 7 juillet à Toulouse, son congrès triennal. Sur environ quatre cents délégués des fédérations départementales des œuvres laïques, 85 % ont ratifié une résolution définissant les conditions d'une « nouvelle laïcité pour l'an 2000 ». En marge de ce congrès se sont tenus les états généraux des cercles Condorcet (vingt-cinq environ dans toute la France) présidés par M. Claude Julien, qui a par ailleurs été élu au conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement.

TOULOUSE  
de notre envoyé spécial

La Ligue de l'enseignement a tourné une page de son histoire. Et c'est à Toulouse, au cœur d'une terre historiquement radicale, que cette institution plus que centenaire (fondée en 1866 par Jean Macé), qui a puisé sa force et sa réputation dans toutes les épopées antérieures de l'histoire moderne, a décidé de jeter les armes. On plus exactement de redéfinir, dans un sens positif, le contenu de la laïcité, à laquelle elle reste par dessus tout attachée.

Dans le secteur scolaire ou périscolaire où prospèrent ses presque quarante mille associations d'éducation, de culture, de sports et de loisir, la Ligue a toujours en une tête d'avance sur les autres : hier, dans les combats contre les empiétements des institutions religieuses ; aujourd'hui, pour leur rendre la main. Dans le camp laïque, elle est même la seule, depuis son congrès de Lille il y a trois ans, à entretenir des relations régulières avec des délégués de l'épiscopat catholique et de la Fédération protestante de France.

« Si la Ligue est anticléricale, elle n'est certainement pas antireligieuse », explique M. Jean-Louis Rollet, son secrétaire général. Il s'est bien trouvé quelques boudes, très minoritaires, pour exiger de la direction qu'elle cesse ce dialogue jugé incongru. Mais la véritable surprise du congrès de Toulouse a été la démonstration d'unité de la Ligue autour de ses nouvelles orientations.

Cette « révolution culturelle » est en fait l'aboutissement d'un long travail collectif qui a duré plusieurs années dans un contexte parfois peu favorable : celui de la mauvaise humeur du camp laïque de la montée de nouvelles formes d'intégrisme religieux, propres à décourager les meilleures volontés. Le cap a été maintenu coûte que coûte, qui consiste en gros à dire qu'aujourd'hui le néolibéralisme est plus nocif que le néodécadisme, y compris dans l'inspiration scolaire. « Les sermons de carême sont moins dangereux que les cours de la Bourne » (M. Michel Morineau, secrétaire général adjoint), que « de nouveaux ennemis ont pris le pouvoir comme l'Argent et l'Image dont l'alliance a remplacé celle de l'Église et de l'Autel » (le même, en citant Régis Debray).

La Ligue de l'enseignement dénonce avec vigueur les manifestations nostalgiques et intégristes, mais reconnaît dans sa résolution finale, comme légitime et nécessaire, « l'existence d'un enseignement de l'histoire des religions sous la responsabilité des enseignants et sans en faire une discipline spécifique ». Elle insiste pour qu'un nouveau calendrier de la semaine scolaire, qu'elle appelle de ses vœux, « dégage du temps pour les options familiales et individuelles qui relèvent du domaine religieux ».

## Réflexions

Mais c'est la reconnaissance sans précédent par la Ligue du « dualisme scolaire » (école publique, école privée, financées par des fonds publics) qui va la rendre un peu plus suspecte dans les milieux laïques. Cette reconnaissance n'a pourtant pas valeur d'approbation : « La Ligue réaffirme son attachement, note la résolution finale, à un service éducatif, national et public, dont la pluralité institutionnelle, permet de concilier le respect de l'enfant et la responsabilité des familles ». Elle proteste contre les « dérogations » touchant à la formation et aux droits du personnel, à la carte scolaire, aux prérogatives des parents d'élèves, que ne justifie absolument pas le « caractère propre » de l'enseignement privé confessionnel.

Mais le réalisme a fini par l'emporter. « Soulever la chape », « enlever la hache » : autant de formules imagées, ressassées à Tou-

louse, pour signifier que l'école et la société françaises ont perdu assez de temps dans des querelles de structures et que la laïcité mérite mieux que cela.

En ce moment du vote, un délégué du Maine-et-Loire, dans cette région de l'Ouest où l'enseignement catholique est puissant, est monté à la tribune pour dire : « Nos adversaires ne renoncent pas à la lutte contre les deux écoles ». Propos qui semblaient datés et n'ont pas été écoutés. La lassitude de la base et le lent travail d'évolution des mentalités mené par l'équipe dirigeante de la Ligue ont produit leurs fruits.

« Il y a d'autres lignes de partage aujourd'hui qui devraient servir de repères et inciter contre des exclusions intolérables », a affirmé M. Jean-Louis Rollet.

Pour ces rénovateurs de la laïcité, l'urgence à présent est la lutte contre l'école et les ségrégations scolaires, pour des rythmes de vie mieux équilibrés, pour « un espace télévisuel à l'abri des appétits financiers et publicitaires », contre l'envahissement des « autorités administratives indépendantes » (comité d'éthique ou Conseil supérieur de l'audiovisuel), qui, à leurs yeux, se substituent aux élus.

A la fin de ce congrès, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, est venu prononcer un discours d'encouragement, louant à son tour cette « nouvelle citoyenneté » que la Ligue de l'enseignement met désormais à la tête de son affiche.

« Vous êtes une force de proposition », a-t-il lancé à l'assistance. Mais le ministre n'a relevé aucune de celles qui avaient été exprimées tout au long de son congrès, par exemple sur le calendrier scolaire ou sur l'enseignement des religions. (1).

Pour l'avenir de la Ligue de l'enseignement, le risque n'est pas tant la concurrence au sein du camp laïque (MM. Jean-Pierre Maille pour le CNAL et Guy Le Néouanic pour le FEN ont assisté au congrès de Toulouse) que la marginalisation de son rôle comme laboratoire d'idées.

HENRI TINGO.

(1) M. Lionel Jospin a annoncé de nouvelles créations d'emplois de mises à disposition, supprimées par son prédécesseur M. Monory, dont la mesure avait touché plus de cinq cents postes de travail à la Ligue. Il s'est cependant refusé à tout engagement chiffré.

A la dix-septième chambre correctionnelle de Paris

## Le droit des experts à l'immunité verbale

Un expert judiciaire déposé à la barre peut tenir tout les propos qu'il veut et même donner son appréciation sur des faits étrangers à son art en critiquant les qualités professionnelles de l'avocat de la défense. C'est ce qui ressort du jugement rendu le 5 juillet par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Claude Grellier.

Il est vrai que le tribunal avait à se prononcer sur une attitude jusqu'alors peu fréquente, mais que sa décision risquait d'encourager. Le 26 janvier 1988, la cour d'assises de Paris tentait de juger Christian David accusé du meurtre du commissaire Gallibert commis le 2 février 1986. L'expert-psychiatre, le docteur Pierre Tuffet, achève de commenter son rapport lorsqu'il fut manifestement agacé par des bruits de froissement de papier provenant des bancs de la défense où se trouvaient M<sup>me</sup> Henri Juramy, Sophie Bessai et Marie-Christine Bessai. Peu après, M<sup>me</sup> Juramy s'étonna que l'expert ait examiné trop brièvement son client en contestant le rapport.

La méthode est classique et M. Tuffet lui-même la remarqua avant de lui lancer : « C'est une pantomime : vous défendez très mal votre client ! », et, s'adressant à l'accusé, il lui adressa cette recommandation : « M. David, je vais vous faire faire des économies. Je vous conseille de changer d'avocat ». L'incident fut si grave que la cour d'assises dut renvoyer le procès de David à une session ultérieure.

« A l'époque du duel, je l'aurais provoqué sur le pré à l'instar », expliqua M<sup>me</sup> Juramy, en annonçant qu'il engagerait des poursuites en diffamation. La dix-septième chambre correctionnelle de Paris fut donc chargée de régler le différend. Elle a débouté les avocats en déclarant : « Ce prévenu, agissant dans le cadre de sa mission doit bénéficier de l'immunité absolue qui ressort (...) de la justification qui s'attache à la parole prononcée par ceux qui, en raison de leurs fonctions, dans l'exercice de la loi et du serment qu'ils ont prêté, ont le devoir d'exprimer, même en termes vifs, ce qu'ils jugent utile à l'accomplissement de leur mission ».

M. P.

## POLICE

En visite dans le Val-d'Oise

## M. Joxe insiste sur la prévention de la délinquance

Lors d'une visite effectuée jeudi 6 juillet dans le Val-d'Oise — un des vingt-quatre départements à mener, pour la cinquième année consécutive, une opération de prévention, « Eut-Jeune », M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a annoncé son intention de nommer un haut fonctionnaire de la police nationale pour coordonner l'action des agents SNCF et de ceux de la force publique contre l'insécurité dans les trains et les gares.

En présence notamment de M. Jacques Fournier, président de la SNCF, le ministre de l'Intérieur a déclaré : « Les transports sont des structures qui génèrent une délinquance propre ».

Evocant les « gares fantômes », il a ajouté : « Il est de notoriété publique qu'après 19 heures il n'y a plus de contrôles. Symboliquement, cela veut dire qu'il n'y a plus de règles ». Ces déclarations manifestent le souci de Pierre Joxe d'aboutir à une plus grande responsabilisation des transporteurs. « On ne peut rêver que la police va régler tous les problèmes, c'est un rêve fou ».

Malgré tout, la direction départementale des polices urbaines a recensé 128 interpellations — trois fois plus qu'en 1987 — en six mois de présence cette année, dans les gares et les trains, d'éléments de la police de l'air et des frontières, 21 pour dégradations de matériels, 21 pour vols avec violence et une après une tentative de vol.

Le ministre de l'Intérieur s'est également rendu à la base de loisirs de Cergy-Pontoise où lui ont été présentés une vingtaine de jeunes délinquants condamnés à de courtes peines et occupés à des tâches de service et d'entretien dans le cadre du plan Eut-Jeune. Le Centre de loisirs-jeunes (CLJ), implanté à la base depuis 1985 et destiné surtout aux jeunes délinquants, est encadré par huit moniteurs de la police nationale et deux animateurs de la direction départementale de la jeunesse et des sports. Quelques mille jeunes qui finissent pas en vacances le fréquentent chaque année, s'initiant à diverses activités sportives comme la voile, la plongée, la moto, le tir à l'arc.

Les actions de prévention dans le département — menées à Argenteuil, à Herblay et à Cergy — sont

coordonnées par le commissaire de police d'Herblay, M<sup>me</sup> Florence Grolleau. Une cellule technique départementale procède à la sélection des dossiers, soumis ensuite à une cellule opérationnelle présidée par le préfet, en association avec les organismes familiaux et d'animation de jeunesse.

En 1988, 144 actions ont été subventionnées par l'Etat dans 35 communes du Val-d'Oise et ont touché 20 000 jeunes « délinquants ». Au million de francs accordé par le gouvernement au département s'ajoutent désormais la subvention de 300 000 F que le conseil général a votée cette année. « Pour la collectivité », explique M. Joxe, la prévention de la délinquance coûte nettement moins cher que les actions de police. La relance de cette prévention est la clé du problème.

JACQUELINE MELLON.

## FAITS DIVERS

## Un policier marseillais arrêté après un hold-up

Gardien de la paix à Marseille, Charles Santucci a été interpellé, jeudi soir 6 juillet, près de Toulon, alors qu'il venait de commettre un hold-up dans une station-service de Fréjus au volant d'une voiture volée. Le policier s'était fait remettre le contenu de la caisse de la station-service — 3 000 francs en liquide et quelques chèques — sous la menace de son arme de service.

Après avoir asséné un coup de crosse à la gâchette, il prit la fuite au volant d'une R5 dont un chauffeur routier releva le numéro d'immatriculation. Le véhicule était signalé volé depuis le 3 juillet. Vers 22 h 30, une mobilisation policière hétéroclite, comprenant la police municipale de Mandelieu, la brigade canine de Toulon et la gendarmerie d'Hyères avec son hélicoptère, conduisit à l'arrestation de ce « policier-braqueur ». Agé de vingt-neuf ans, qui a été placé sous mandat de dépôt.

## Le Carnet du Monde

## Décès

M<sup>me</sup> Brami-Nizard  
Elle a trois enfants, Michel, Fabien, Lucette.  
Claude Daval,  
Franck et Mathieu Brami,  
font part du décès de

M. Joseph BRAMI,  
survécu le 6 juillet 1989.

— Orn. Marcellin.

M<sup>me</sup> Jacqueline Laik,  
son épouse,  
M. Bernard Laik,  
M<sup>me</sup> Michèle Laik,  
ses enfants,  
Jacques, Jérôme et Eric,  
sa petite-fille,  
M<sup>me</sup> Marinette Gausia,  
sa sœur,  
M. Maurice Laik,  
son frère,  
Les familles Gausia, Ganancia,  
Smadja, Benichou, Karstent, Serfati,  
parentes et alliées,  
ont le deuil de faire part du décès de

M. Isaac LAIK,  
transhain,

survécu le jeudi 29 juin 1989, dans sa soixante-quatrième année, après une longue et cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 30 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## Recommandations

M. Gérard DULIÈRE,  
leur épouse, père et parent,  
survécu le 5 juillet 1989, à l'âge de cinquante-trois ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mardi 11 juillet, à 8 h 30, au monument érigé au cimetière du Père-Lachaise.

12, rue Jules-Horbon,  
78220 Viroflay.

M. Gérard Marx,  
M. et M<sup>me</sup> Thierry Marx,  
M<sup>me</sup> Jessica Marx,  
M<sup>me</sup> Martine Marx,  
M<sup>me</sup> Mary Assouly,  
M. Albert Adida,  
M. et M<sup>me</sup> Raynal,  
M<sup>me</sup> Patricia Doukhan,  
son mari, ses enfants, sa petite-fille, sa belle-mère, sa tante, son oncle, ses neveux et nièces.

Et les familles Adida, Ouhannou, Castel, Goldberg, Rochmann, Bourmeil, Kling,  
ses cousins, cousines et alliés

ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> le docteur Nicole MARK,  
survécute brutalement le 7 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, le lundi 10 juillet.

Réunion à la porte principale, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

27, rue Albert-Calmette,  
78350 Joiny-en-Josas.

## Recommandations

M<sup>me</sup> Irène Miszewski  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Fimand,  
Les familles Tarkowski et Weber,  
adressent leurs vifs remerciements à tous ceux qui ont manifesté leur sympathie et leur soutien lors du décès de

M. Henri MISZEWSKI.

Anniversaires

— Pour le dix-huitième anniversaire de la disparition de

docteur Etienne GRANOTIER,

une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu.

— Il y a quatre ans

Frédéric JEARSAIN,

nous quitte.

— Il y a un instant que redoubler d'effort un d'homme. Il avait dix-sept ans.

— Il y a onze ans mourait

Jean TEYSSANDIER,  
ancien élève  
de l'école supérieure des PTT.

« Le présent s'efface par le passé, surtout pas les morts, surtout pas les actes. Inutile d'en rajouter. Impossibilité d'enlever ».

« Ce qui est écrit est écrit ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, r. des Italiens, 75422 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 850 572 F. Télécopier : 45-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 88 F

Abonnés et actionnaires ..... 73 F

Communications diverses ..... 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

مكتبة الأنجلو



## ÉTRANGER

**1. - BULGARIE-TURQUIE :** Début de l'expulsion massive vers la Turquie des Bulgares d'origine turque qui refusent la politique d'assimilation forcée menée par Sofia. A la fin du mois, près de cent mille réfugiés sont accueillis en Turquie (30 et 31/7, 9, du 15 au 20, 22, 23, 25-26 et 27).

**1-10. - VATICAN :** Jean-Paul II se rend pour la première fois dans les cinq pays scandinaves, où les chrétiens sont en majorité hérétiques (1<sup>er</sup> et du 3 au 12).

**2. - JAPON :** M. Noboru Takeuchi, impliqué dans un scandale politico-financier, est remplacé à la tête du gouvernement par M. Sosuke Uno, qui était son ministre des affaires étrangères. Mais, dès le 4, M. Uno est à son tour mis en cause en raison de son infidélité conjugale (du 2 au 5, 8, 29 et 30).

**3. - IRAN :** Mort de l'imam Khomeini, guide de la révolution, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Des millions de fidèles participent, le 6, à ses obsèques près de Téhéran dans un climat d'hystérie collective. Dès le 4, M. Ali Khamenei, chef de l'Etat arrivant au terme de son deuxième mandat, est élu guide de la République islamique par l'Assemblée des experts. Les jours suivants, tous les dirigeants politiques affirment leur allégeance au successeur désigné de l'imam. Le 8, M. Hachemi Rafsanjani confirme sa candidature à l'élection présidentielle du 28 juillet, alors qu'une réforme de la Constitution, approuvée en avril par Khomeini, est en cours pour renforcer les pouvoirs du chef de l'Etat (du 6 au 15, 18-19, 20 et 30).

**3. - URSS :** Des troubles inter-ethniques éclatent en Ouzbékistan, d'abord à Fergana puis dans plusieurs autres villes : au moins cent meurtres, milliers de blessés qui ont été déportés de Géorgie sous Staline, sont victimes de pogroms de la part d'Ouzbèks, de confession sunnite. Le pouvoir, qui organise l'évacuation de milliers de Meukhs, met en cause des « exaltés » islamistes et dénonce une tentative préméditée de déstabilisation. Le 17, alors qu'un calme précaire a été rétabli en Ouzbékistan, c'est au Kazakhstan, une autre des cinq républiques d'Asie centrale, qu'éclatent des émeutes nationalistes visant la minorité caucasienne : elles font officiellement quatre morts à Novy-Ozen avant de s'étendre à d'autres régions du Kazakhstan (du 6 au 17, du 20 au 24 et 27).

**3. - URSS :** A l'ouest des monts Oural, près de cinq cents passagers de deux trains sont tués après une violente explosion due à une fuite sur le gazoduc qui longe la voie transsibérienne (6 et 7).

**4. - POLOGNE :** Lors des premières élections partiellement libres

## Juin 1989 dans le monde

La chronologie paraît le dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent le date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

plan d'action qui prône le rapatriement volontaire des habitants vietnamiens et laotiens mais envisage, à terme, le principe de leur rapatriement forcé, réclamé par les pays de premier accueil (13, 15, 16 et 30).

**14-16. - FRANCE-POLOGNE :** M. Mitterrand, pour sa première visite officielle en Pologne, annonce un important plan d'aide économique et ne ménage pas ses efforts pour convaincre les dirigeants de Varsovie et à leur politique de réformes (du 15 au 19).

**15. - FINANCES MONDIALES :** L'annonce d'une nouvelle réduction du déficit commercial des Etats-Unis (3,26 milliards de dollars en avril contre 9,54 milliards en mars) est saluée par une envolée du dollar, qui atteint 2,04 deutsche marks, 151 yens et 6,92 francs avant de refluer un peu sous la pression des ventes bénéficiaires et des interventions des banques centrales. Cette baisse s'accompagne après la hausse des taux en Europe annoncée le 29 : l'initiative de la Bundesbank, qui relève le taux d'escompte allemand de 4,5 % à 5 %, est suivie dans plusieurs pays dont la France, où le taux d'intervention passe de 8,25 % à 8,75 % (7, du 11 au 19, 25-26 et 30/VI, 1<sup>er</sup> et 2-3/VI).

**15. - IRLANDE :** Aux élections législatives anticipées, le Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, premier ministre depuis février 1987, n'obtient que 77 (4) des 166 sièges du Parlement. Il est contraint de rechercher le soutien de l'un des deux partis du centre, le Fine Gael (55 sièges) : 4) ou les Démocrates progressistes (6 sièges) : 8). La gauche reste très minoritaire mais gagne 8 sièges (13, 18-19, 20 et 22/VI, 1<sup>er</sup>/VII).

**16. - CEE :** L'Espagne annonce l'entrée à partir du 2 de la péninsule dans le système monétaire européen (SME). Seule la livre britannique, le dracme grecque et l'escudo portugais ne participent pas encore au mécanisme de change du SME (8, 9, 18-19, 20, 21 et 24).

**18. - GRÈCE :** Aux élections législatives, le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandriou, premier ministre depuis octobre 1981, n'obtient que 125 (-36) des 300 sièges du Parlement. Mais la Nouvelle Démocratie (conservatrice) de M. Constantinos Mitsotakis attirent pas la majorité absolue avec 145 sièges (+19). Le Rassemblement de la gauche et du progrès, nouvelle coalition qui regroupe le PC et divers partis de gauche, remporte 28 sièges contre 10 obtenus par le PC au juin 1985 (17 et du 20 au 29).

**18. - LUXEMBOURG :** Aux élections législatives, les trois principaux partis perdent chacun trois sièges : les chrétiens-sociaux de M. Jacques Santer, premier ministre, obtiennent 22 des 64 sièges ; les socialistes, membres de la coalition au pouvoir, 18 sièges, et les démocrates (libéraux) 11 sièges (16 et 20).

**20-23. - IRAN - URSS :** M. Hachemi Rafsanjani, président du Parlement iranien, est accueilli en URSS comme un chef d'Etat. Plusieurs accords bilatéraux sont conclus et l'identité de positions s'entend entre M. Rafsanjani et son collègue par l'agence Tass (10 et du 21 au 27).

**22. - ANGOLA :** Un accord de cessez-le-feu est conclu entre M. José Eduardo dos Santos, président angolais, et M. Jonas Savimbi, chef des maquisards de l'UNITA, à l'issue de la réunion de dix-huit chefs d'Etat africains organisée par le président Mobutu à Gbadolite (Zaire). Le processus de réconciliation, qui a pour but de mettre fin à quinze ans de guerre civile, se poursuit avec l'ouverture, le 28, de négociations de paix (du 23 au 26 et 30).

**23. - VENEZUELA :** Caracas obtient du FMI un crédit de 4,6 milliards de dollars dont le quart doit être consacré à la réduction de la dette extérieure, d'un montant de 33 milliards de dollars (25-26).

**24. - HONGRIE :** Le comité central du PSHU, le parti communiste au pouvoir, décide un profond renouveau de ses instances dirigeantes. M. Karoly Grosz reste secrétaire général, mais il est coiffé par M. Rózsa Nyers, nommé président du parti, et se retrouve isolé, au sein d'une direction maintenant collégiale, face à trois réformateurs : M. Nyers, M. Miklós Németh, premier ministre, et M. Imre Pozsgay, chef de file des réformateurs. Le 13, des discussions autour d'une « table

## FRANCE

**4. - Le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** est voté par le seul PS à l'Assemblée nationale après six jours de débats houleux ; le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre et déposent une motion de censure. Disputée le 6, elle ne recueille que 264 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement, celles des 132 RPR, des 90 UDF, de 39 UDC sur 41 et de 3 non inscrits. Le Sénat rejette le projet le 21 en adoptant une question préalable (du 1<sup>er</sup> au 6, 8, 17, 23 et 30).

**6. - RSN** devient le premier boursier européen en rachetant cinq filiales européennes de RJR Nabisco, dont Belfin. Deux de ces filiales, spécialisées dans les chips, sont revendues début juillet à PepsiCo (8 et 17/VI, 5/VI).

**7. - Le projet de loi de nouvelle programmation militaire 1990-1993** est approuvé en conseil des ministres. Il prévoit des économies « obtenues en aménageant le calendrier de certains programmes » (du 7 au 10, 16, 22, 23 et 24).

**7. - Le gouvernement bloque** la vente du groupe cinématographique Pathé, par crainte d'une prise de contrôle par M. Gian-Carlo Piretti, homme d'affaires italien, propriétaire de Carmaux aux Etats-Unis (9, 10, 14, 16, 17, 18-19 et 29/VI, 1<sup>er</sup>/VII).

**10. - Seuls les députés socialistes** approuvent en première lecture le projet de loi d'orientation sur l'éducation, le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre (du 9 au 12, 14, 29 et 30/VI, 1<sup>er</sup>/VII).

**10. - L'Olympique de Marseille** remporte le double Coupe-championnat de football en battant l'AS Monaco (4-3) en finale de la Coupe de France (2, 6 et 13).

**11. - 69,29 % des inscrits** participent aux élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, qui ont lieu dans le calme. Le RPR obtient 27 des 54 sièges du Congrès du territoire et le FLNKS 19, mais ce dernier dispose de la majorité absolue dans deux des trois assemblées provinciales, celles du Nord et des îles Loyauté (4-5, 7, du 9 au 17 et 29).

**11. - Aux Internationaux de tennis** de Roland-Garros, l'Américain Michael Chang, en battant le Suédois Stefan Edberg, et l'Espagnol Arantxa Sanchez, en s'imposant, le 10, face à l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, deviennent tous deux, à dix-sept ans, les plus jeunes vainqueurs du tournoi (du 30/V au 13/VI).

**13. - M. Mitterrand** signe un décret de grâces collectives à l'occasion du 14 juillet, qui doit permettre la libération échelonnée de 3 091 condamnés. Ces mesures sont jugées insuffisantes par les délégués, et des mouvements de protestation sont organisés dans plusieurs prisons (13 et du 15 au 21).

**13. - Adoption définitive de la loi** sur le « démantèlement » des sociétés privées, malgré l'opposition du Sénat qui a voté, le 9, une motion d'irrévocabilité (10, 11, 12 et 15).

**13. - M. Chirac**, exprimant devant des étudiants sa crainte d'une reprise des attentats, suggère qu'Anis Naccache, un terroriste libanais emprisonné en France, bénéficie d'une grâce présidentielle. Ces déclarations suscitent l'embarras à droite et des protestations à gauche (du 15 au 17, 22, 25-26 et 30).

**14. - M. Mitterrand** soutient en conseil des ministres que le bicentenaire de la Révolution doit être « une célébration grandiose de la République », alors que les traces imposées en juillet aux Parisiens ont suscité des critiques (2 et du 13 au 17).

**16. - Un non-lieu général** est rendu dans l'affaire des ventes illicites de munitions à l'Iran par la société Luchaire, qui avait suscité une vive polémique en novembre 1987. Des doutes sur l'indépendance de la justice sont exprimés au sein même de la magistrature (18-19, 21, 22, 27 et 29/VI, 1<sup>er</sup> et 2-3/VI).

**16. - La cour d'assises des Bouches-du-Rhône** condamne à deux ans de prison avec sursis Jean-Pierre Aveline, un policier qui avait tué un jeune homme lors d'un contrôle, le 2 février 1988 à Marseille (du 16 au 19).

**19. - Le gouvernement engage sa responsabilité** à l'Assemblée nationale sur le projet de loi instituant une préférence communale pour A 2 et FR 3. Les sénateurs rejettent, le 26, les deux articles de ce texte (13, 16, du 20 au 23, 27 et 29).

**20. - Le conseil des ministres** approuve deux projets de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un article prévoit une large amnistie dont pourraient bénéficier des milliers d'élus. Le tollé suscité par cet article conduit le gouvernement à renoncer à un examen de ces deux textes en urgence par le Parlement. Confirmant, le 28, le report de la discussion à l'automne, M. Rocard affirme qu'il souhaite que la justice même à terme les acquiesce sur les « affaires » (du 4 au 9, du 14 au 17, du 21 au 24, 27, 29 et 30/VI, 1<sup>er</sup>/VII).

**20. - M. Mitterrand**, célébrant à Versailles le bicentenaire du serment du Jeu de paume, déclare : « Je vois dans les refus des exclusions le vrai chantier qui nous attend » (22 et 24).

**21. - M. Giscard d'Estaing** présente, sur TF 1, la « réunion » du RPR et de l'UDF dans une « seule formation » avant la fin de 1989. Cette proposition est rejetée par M. Chirac, devant le conseil national du RPR, réuni le 22 à Paris (du 20 au 24 et 29).

**22. - Le projet de loi** de réforme de la COB et des OPA est approuvé en deuxième lecture par les députés. Un amendement, adopté le 8 par le Sénat et accepté par le gouvernement, prévoit la suppression de l'autocritique du capital au sein d'un groupe de sociétés cotées en Bourse (du 9 au 12, 14 et 24).

**22. - L'inculpation** dans l'affaire de la SORMAR de quatre personnes dont M. Gérard Monette, dirigeant de deux sociétés chargées du financement du PS, suscite une vive émotion en pleine polémique sur l'immunité des députés et le financement des partis. Ces nouvelles inculpations portent à trente-deux le nombre des prévenus dans cette affaire de finances factices, dont douze « politiques », cinq liés au PS et sept à l'UDF ou au RPR (24).

**24. - Les « rénovateurs »,** réunis en convention à Lyon devant quatre mille personnes et en présence de M.M. Lottard et M. Mitterrand, adoptent un « serment » qui appelle à la « constitution d'une grande formation politique commune, pluraliste et décentralisée, rassemblant l'ensemble de l'opposition » (8, 13, 14, 25-26 et 27).

**25. - M. Pierre Mauroy**, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », estime que « le gouvernement devrait aller un peu plus à gauche » et que la croissance doit pouvoir entraîner « un plus juste partage » (23 et du 25/VI au 1<sup>er</sup>/VII).

**26. - Le ministre des finances** quitte le Louvre pour s'installer dans ses nouveaux locaux du quartier de Bercy (25-26 et 29).

**26. - En mai**, le nombre des chômeurs a baissé de 0,7 %, les prix ont augmenté de 0,4 % et le déficit du commerce extérieur a atteint 6,63 milliards de francs (21, 22, 27 et 30).

**27. - Les présidents des groupes** RPR, UDF et UDC à l'Assemblée nationale décident la création d'un intergroupe de l'opposition. Le 28, les dirigeants du RPR, du CDS et de toutes les formations composant l'UDF, réunis à Paris, prévoient la réunion d'un « Etat général de l'opposition » fin 1990 et l'organisation de « primaires à la française » pour la prochaine élection présidentielle (29 et 30).

**29. - La loi sur les rapports entre** propriétaires et locataires, qui permet à l'Etat de contrôler les hausses de loyer, est définitivement votée à l'Assemblée nationale, grâce aux voix du seul PS ; le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre (8, 16 et 20/VI, 1<sup>er</sup>, 2-3 et 4/VI).

**29. - Adoption définitive de la loi** sur la détermination provisoire (18-19 et 25-26).

**29. - Au procès de la branche** Youssouf d'Action directe, trois des dix-neuf accusés, André Olivier, Max Frérot et Emile Ballardras, sont condamnés à la réclusion à perpétuité (3, 6, 7, 11-12, 16, 20, 23, 29 et 30/VI, 2-3 et 4/VI).

**30. - Les députés**, qui avaient, le 5, étendu à la Martinique l'amnistie pour les indépendantistes de la Guadeloupe, votent en deuxième lecture le projet de loi en l'honneur aux nationauxistes comes ainsi qu'à dix députés exclus de chez Renault pour fautes lourdes (7, 8, 9 et 14/VI, 2-3/VI).

**30. - La cour d'assises du Val-de-Marne** acquitte Eric Laignel, un policier qui, le 31 juillet 1986, avait tué d'une balle dans le dos un jeune motard soupçonné d'être l'auteur de vols à l'arraché (30/VI et 2-3/VI).

## CULTURE

**13. - Mort à Paris** du claviériste américain Scott Ross (15).

**14. - Les ministres de la CEE** décident de reporter le vote définitif de la directive approuvée le 13 avril sur la « télévision sans frontières » en raison de la polémique sur les quotas réservés à des productions européennes (10, 16 et 17).

**15. - Jean-Denis Bredin** est élu à l'Académie française au fauteuil de Marguerite Yourcenar (15 et 17).

**17. - Plus de cinq cent mille** personnes assistent à la fête « Paris 89 » organisée par la Ville de Paris pour le centenaire de la Tour Eiffel (18-19 et 20).

**21. - Mort du compositeur** Henri Sauguet (23 et 24).

**22. - Le commandant Jacques-Yves Cousteau**, reçu à l'Académie française par Bertrand Poirot-Delpech, prononce l'éloge du professeur Jean Deloy (24 et 25-26).

**28. - M. Chirac** inaugure les nouveaux aménagements du Musée Carnavalet. Le Musée de l'histoire de Paris a doublé sa surface d'exposition (27/VI et 4/VI).

**28. - Mort du cinéaste néerlandais** Joris Ivens (30).

**30. - Des droits de l'homme**, oratorio de Marins Constant, créé à Marseille dans la cour de la Vieille Charité (4/VI).

## La répression en Chine

DANS la nuit du 2 au 3 juin, la population de Pékin descend à nouveau dans la rue pour s'opposer à des milliers de soldats qui tentent, à pied et sans armes, de se diriger vers la place Tiananmen. Les troupes sont contraintes de rebrousser chemin et, le 3, le soulèvement populaire, jusqu'alors pacifique, tourne à l'insurrection.

Dans la nuit du 3 au 4, l'armée intervient massivement, avec des chars et des mitrailleuses lourdes. La violence de la répression contre une foule désarmée suscite une vive réprobation dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. Des milliers de personnes sont victimes de ce « nettoyage » de la capitale, mais les médias officiels ne parlent que de deux cents morts civils et de « dizaines » de soldats tués. D'autres affrontements sont signalés à Chengdu (Sichuan) et à Lanzhou (Gansu).

Les jours suivants, tandis que plusieurs villes de province sont paralysées par des grèves, tout comme Hongkong, Pékin est en proie au chaos, et des milliers d'étrangers évacuent la ville. Trois cent mille hommes sont concentrés dans la région de la capitale, et des rumeurs de combats entre unités militaires rivales circulent. Les pays occidentaux décident des sanctions limitées : gel des livraisons d'armes et des contacts à haut niveau avec la Chine. Les relations sont plus déclinées avec les Etats-Unis en raison de l'assassinat par l'ambassade américaine au Pékin de M. Fang Lizi et de sa famille.

A partir du 8, les dirigeants commencent à réapparaître en public : d'abord M. Li Peng, premier ministre, puis M. Deng Xiaoping, le 9, qui prononce un « important discours » devant les vétérans du parti et des dirigeants de l'armée. Dans ce dis-

cours, qui est largement diffusé dans le pays avant d'être intégralement publié, le 28, par la presse, M. Deng félicite les militaires d'avoir écrasé la « rébellion contre-révolutionnaire », mais appelle à la poursuite de la politique de réformes économiques et d'ouverture sur le monde extérieur.

A partir du 10, tandis que le calme revient à Pékin, quadrillée par l'armée, la « normalisation » se manifeste par une vague d'arrestations qui s'accompagne de campagnes télévisées pour intimider la population et favoriser la défection. Des mandats d'arrêt sont publiquement lancés, le 13, contre vingt et un dirigeants étudiants.

Le 15, trois personnes sont condamnées à mort à Shanghai et huit autres, le 17, à Pékin, pour leur participation à des émeutes. Malgré les protestations internationales et les appels à la clémence, à l'exception d'une femme, ces dix ouvriers sont tous exécutés dès le 21 et le 22. L'opinion publique et les gouvernements occidentaux expriment leur indignation, mais aucune rupture de relations n'est annoncée afin d'éviter le repli sur elle-même de la Chine.

Le 24, le comité central du PC entérine la destitution de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, et nomme pour le remplacer M. Jiang Zemin, qui était secrétaire du parti à Shanghai.

Le 28, tandis qu'on apprend que plusieurs dissidents sont parvenus à fuir à l'étranger, M. Jiang réaffirme que le régime sera « sans merci » à l'égard des « comploteurs ». Le pouvoir ne fait plus état de nouvelles arrestations, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait plus.

Officiellement, mille huit cents personnes seraient été emprisonnées (à partir du 4).

## Le scrutin européen

LE 18, une abstention record (51,19 %) est enregistrée pour les élections européennes en France. La liste RPR-UDF de M. Giscard d'Estaing arrive en tête (28,87 %) : 26 sièges devant nettement la liste socialiste de M. Fabius (23,61 %) : 22 sièges. Mais les trois grands partis ne rassemblent qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit un quart de l'électorat. La liste de M. Le Pen (FN) conserve ses 10 sièges avec 11,73 % des voix. La percée la plus remarquable est celle des Verts, qui, menés par M. Waschter, font leur entrée au Parlement européen (10,58 %) : 9 sièges. La liste du centre de M. Val l'obtient pas les résultats espérés (8,42 %) : 7 sièges. Le PC, mené par M. Herzog, perd 3 élus (7,71 %) : 7 sièges. En tête des neuf autres listes qui n'atteignent pas les 5 % requis pour être représentées, arrive une liste « pour la liberté de la chasse et de la pêche », qui obtient 4,13 %.

A l'étranger, le scrutin, qui a eu lieu le 15 juin en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas, est aussi marqué par un fort taux d'abstention (41 % en moyenne). Trois groupes progressent nettement en sièges : les socialistes, les écologistes et l'extrême droite. Par pays, trois résultats sont particulièrement notables : en RFA, le succès du Parti républicain, qui obtient 7,1 % des suffrages et 6 sièges, le plus haut score d'une formation d'extrême droite depuis la guerre. En Grande-Bretagne, le défit des conservateurs de M. Margaret Thatcher face aux travaillistes ; en Espagne, le maintien des socialistes de M. Gonzalez en dépit de l'agitation sociale (du 1<sup>er</sup> au 27).





Une image trois fois supérieure au 70 mm.

« J'écris dans l'espace » à la Géode

## Pierre Etaix réalise le premier film de fiction en Omnimax

« Je n'ai jamais connu un tournage aussi difficile », soupire Pierre Etaix. Tout le matériel est au stade du prototype, chaque plan pose un problème inédit et on travaille à l'aveuglette sans pouvoir juger du résultat. Malgré cela et à cause de tout cela, je suis ravi d'être le premier, d'avoir ce rare privilège. » Assis dans le petit restaurant des studios d'Epiney, le réalisateur de Yoyo oscille entre l'épuisement et l'émerveillement. Il vient d'achever le tournage de *J'écris dans l'espace*, le premier film de fiction réalisé en Omnimax, cette image trois fois supérieure au 70 mm, projetée dans l'hémisphère de la Géode.

Raconter une histoire avec un procédé destiné, jusqu'à présent, à filmer le décollage de la navette américaine ou d'autres documentaires aux effets spectaculaires, le pari est alléchant. Mais il se révèle, à l'épreuve, d'une étonnante complexité. La caméra pèse ses 45 kilos tout habillée, n'existe qu'en trois exemplaires et fait un bruit de mitrailleuse tel qu'il interfère toute prise de son directe. Le film de 63 mm de large défile horizontalement et a une fâcheuse tendance à se déformer sous l'effet du froid ou de l'humidité. L'objectif couvre 145 degrés et attrape dans son champ les projecteurs indésirables que l'éclairage n'a pas pu camoufler. Les inventeurs de l'Omnimax ont oublié de penser aux filtres, qu'il faut fabriquer artisanalement en fonction des besoins.

Aux incertitudes de la technique s'ajoutent celles du contrôle. Dans le viseur de la caméra, l'opérateur n'aperçoit qu'une vague forme ovale, la « patate », dans laquelle il est impossible de lire tous les détails du champ. Le seul laboratoire spécialisé est à Madrid, les truquages se font à Los Angeles. Le traitement est trop coûteux (25 000 francs pour une bobine de trois minutes) pour

tirer une copie de travail. On visionne donc les rushes en réduction sur un film de 35 mm en plaçant le ciel que tout ce qu'on a en tête, à l'image se retrouve bien à l'écran.

« Nous ne savons pas où nous allons », grognait, après chaque prise de vue, l'opérateur vétéran Henri Alekan. « Pas tout à fait, tout de même », rassurait Pierre Etaix. Essayer les platres est loin de déplaire à l'ancien assistant de Jacques Tati.

## Au cœur de l'image

Pour Pierre Etaix, l'enchantement du cinéma, comme celui du cirque, naît d'abord « de la sueur et de la réflexion ». Un humble travail d'artisan, en équipe restreinte, où l'on prend la peine et le temps de demander l'avis du machiniste, les conseils de l'éclairagiste, avant de crier « Moteur ! ». Et puis, on n'a pas tous les jours la chance de jouer aux pionniers du cinéma en transformant une attraction de fête foraine en langage artistique.

M. François Mitterrand devrait assister, le 10 juillet, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à l'avant-première de *J'écris dans l'espace*, premier film de fiction réalisé en procédé Omnimax par Pierre Etaix. Ce film commandé pour la Géode est présenté le même jour au Futuroscope de Poitiers et dans des salles Omnimax à Ottawa, Montréal, Washington, New-York et San-Diego.

« J'avais envie de tourner en Omnimax depuis deux ans », explique Pierre Etaix. Je m'inscris dans une continuité de ce procédé vu donner naissance à un nouveau cinéma, différent du film traditionnel. Le spectateur n'est plus devant l'image mais au cœur de l'image. Il lève la tête pour suivre l'envol d'un oiseau, la batte pour regarder la suite de l'action dans un autre coin de l'écran. La sensation est aussi prodigieuse que celle qu'éprouvaient les spectateurs de l'entrée du train au gare de La Ciotat. Pour raconter une histoire en Omnimax, il faut maintenant aller au-delà de la sensation, passer à l'émotion. Toutes les règles du cinéma sont à réinventer. Sur un écran hémisphérique, le gros plan

est pratiquement inutilisable. Le moindre panoramique fait chavirer le cœur du spectateur. Un changement de plan devient un événement considérable. Le son prend une importance décisive, car il guide le regard du spectateur sur la surface de l'écran.

*J'écris dans l'espace* est une première exploration de ce nouveau langage. Il faudra des années pour éprouver toutes les possibilités du procédé.

Emporté par sa passion, Pierre Etaix continue de rêver en Omnimax. Il imagine tout le parti qu'aurait tiré de cette image un Hitchcock et surtout un Tati pour qui le comique naissait, en plan fixe,

des gags amoncelés disséminés dans toute la profondeur du champ. Il rêve aussi de son projet : *Le Non de Dieu*. « Les producteurs reculent encore devant l'Omnimax parce que ce type de film coûte très cher. Mais, s'il venait sortir de sa crise, le cinéma doit oublier ses problèmes économiques, cesser de faire des téléfilms. J'écris dans l'espace ne passera jamais à la télévision. C'est déjà un progrès. »

## Une féerie philosophique

Comme le tournage, la production en Omnimax relève de la haute voltige. C'est Jean-Pierre Lepetit, l'heureux producteur de *Trois hommes et un couffin* qui a relevé le défi à partir d'une commande de la Cité des sciences de La Villette. Le sujet est imposé dans le cadre de la célébration du Bicentenaire de la révolution : l'histoire de Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe. Les délais sont contraignants : livraison le 10 juillet pour une grande so-

rée à la Géode en présence de François Mitterrand.

Jean-François Lepetit cherche instinctivement des metteurs en scène de théâtre, tente de séduire Patrice Chéreau et Roman Polanski, rencontre par hasard Pierre Etaix et se laisse convaincre par sa vision du sujet. Le réalisateur, qui déteste le réalisme d'Épinal des films historiques, dynamise la biographie et, avec la complicité du scénariste Jean-Claude Carrière, la transforme en une féerie philosophique sur la communication.

Reste à trouver le financement. Ce n'est pas l'opération la plus facile : le budget atteint 35 millions de francs pour quarante minutes de film, l'équivalent d'une super production du type *Le Grand Bleu*. La Villette ne peut pas couvrir la totalité. La Mission du Bicentenaire se montre peu prodigue. L'Omnimax, n'étant pas agréé par le Centre national de la cinématographie, n'ouvre pas droit aux aides automatiques, et le ministère de la culture doit effectuer quelques acrobaties juridiques pour pouvoir accorder une petite aide directe.

Jean-François Lepetit est, au bout du compte, obligé d'investir 4 millions pour boucler le budget. Avec des perspectives de recettes encore aléatoires : « Il y a cinquante salles Omnimax à travers le monde. Elles achètent leurs documentaires au forfait et ont un pourcentage des recettes, comme au tout début du cinéma. On ne peut pas produire tant qu'il n'existe pas de véritable circuit commercial. Mais ce circuit ne verra pas le jour tant qu'il n'y aura pas d'œuvres pour l'alimenter. Il faut bien que quelqu'un commence à rompre le cercle en prenant des risques. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Un angle de 180 degrés

Depuis l'invention des frères Lumière, cinéastes et techniciens ont toujours tenté de faire éclater les dimensions de l'écran pour donner plus d'impact à l'image. Les procédés VistaVision, puis le 70 mm ont succédé au CinémaScope. Le CinémaScope a permis d'utiliser un écran circulaire, mais le recours à plusieurs projecteurs rendait son utilisation trop complexe. En imaginant un système à un seul projecteur, l'Australien Ron Jones a donné naissance aux procédés Omnimax et Imax.

Doté d'un objectif « fish eye », le projecteur Omnimax diffuse l'image à travers un angle optique de 180°, largement supérieur à celui de la vision binoculaire humaine (environ 120°). L'écran en général a une forme hémisphérique comme à la Géode à la Villette — enveloppe donc le spectateur. Le projecteur doit utiliser une lampe de 15 kW, dix fois plus puissante que celle d'un projecteur traditionnel, et doit être constamment refroidi par eau. La pellicule défile horizontalement

dans le projecteur et chaque image mesure 6,9 x 4,8 cm. La pellicule défile au rythme de 24 images par seconde et 102 mètres de pellicule par minute. Il faut plus de 6 kilomètres de film pour une heure de projection. Les mécanismes à mouvements intermittents des projecteurs classiques ne pouvant pas entraîner une telle quantité de pellicule à un tel rythme, l'Omnimax les remplace donc par un mécanisme à « boucle défilante », qui permet de déplacer le film par

vagues pour le caler contre les griffes du projecteur.

La Géode est la plus grande salle Omnimax au monde avec un écran de 1 000 m<sup>2</sup> et douze haut-parleurs répartis dans l'espace, d'une puissance de 12 000 W. Il existe une trentaine d'autres salles du même type à travers le monde, notamment aux États-Unis, au Japon et au Mexique. Une trentaine d'autres salles utilisent le procédé Imax, qui projette l'image, sans objectif « fish eye », sur un immense écran plat légèrement incurvé.

J.-F. L.

Le 17<sup>e</sup> Festival de cinéma de La Rochelle

## La tradition réaliste française

Il y a quelque paradoxe à fonder une manifestation aussi importante que le Festival de La Rochelle sur un hommage franco-français, mais elle ne prend que plus de relief d'un contraste voulu entre la France et le reste du monde.

Jean-Loup Pasquet, toujours aux commandes du Festival de La Rochelle (du 29 juin au 9 juillet), malgré l'extrême rigueur de ses choix et une politique de qualité suivie sans faille, voit aujourd'hui ses efforts récompensés : des salles pleines (cinq au total) suivent, l'une, le Japonais Kobayashi, l'auteur de la trilogie *La Condition de l'homme* et du long documentaire *Proces de Tokyo*, l'autre, le Finlandais Rami Nagelberg et ses grands romans historiques comme *le Soldat inconnu* ; ou encore Jerry Schatzberg (*Showbus*), Angelopoulos, Tomasi, avec, chaque fois, un choix de leurs meilleurs films ; et puis cette présentation des pays baltes, *le Semence du diable* du Lituanien A. Puipa, qui fait pendant aux ouvertures réussies sur le documentaire de ces mêmes régions, il y a deux ans, à Nyon et à Berlin.

Et nous avons vu, ou revu, le classicisme français dans toute sa splendeur, avec Jean Grémillon, et rendu hommage, en présence de Bertrand Tavernier, son président, et de Ber-

nard Chardère, son directeur, à l'Institut Lumière de Lyon.

Jean Grémillon n'est plus à découvrir, sauf par les jeunes générations. Le temps, beaucoup de temps s'est écoulé depuis la mort du cinéaste, en 1959, et certaines de ses œuvres ont acquis une stature héroïque, il n'y a pas d'autre terme. D'abord *Remorques* (1939-1940), avec Jean Gabin, Madeleine Renaud, Michèle Morgan, débordant d'alexandrine, scénario et dialogues de Jacques Prévert. Un Gabin prodigieux en patron de remorqueur, marié à une femme douce et inquiète (Madeleine Renaud), l'intrusion d'une autre femme plus jeune (Michèle Morgan). Toile de fond : la mer et des échos qui se défont l'un l'autre. On ne peut pas ne pas penser aux Renoir et aux Carné de la fin des années 30.

Tout à l'opposé, *Le ciel est à vous* (1944), avec Charles Vanel et Madeleine Renaud, réduit la tragédie aux dimensions d'une aventure domestique : le rêve fou d'un couple de Français moyens qui, avec quatre sous, se lance à la conquête de l'espace et cède aux heures les plus sombres de Vichy. Sujet impossible qui, par son contraste absolu de fond et de rythme avec *Remorques*, donne une idée parfaite du génie d'un cinéaste.

Quant à Chardère et à Tavernier, ils défendaient autre chose, la mémoire de Lyon, leur ville, encore peu sensibilisée à ses trésors, à sa gloire cachée : l'invention de l'art du vingtième siècle. Et, pour preuve, trois documents sur le travail des frères Lumière, ces vrais metteurs

en scène, comme l'affirmait déjà Henri Langlois. Nous le prouvons à tour de rôle deux versions de la *Série des usines Lumière*, l'une primant, l'autre hivernale, et un essai polonais, *Premier film* sur cette même invention.

La soirée de gala, offerte à Lyon par La Rochelle, fut couronnée par la remise symbolique d'un chèque de 10 000 francs à l'Institut Lumière et la projection surprise de *Dans la nuit*, de et avec Charles Vanel, tourné en 1929, près de Lyon. L'arrivée du parlant brisa net la carrière de ce récit sombre, avec ses images impressionnantes de fête foraine et une extraordinaire note populaire. Un cinéaste nous a glissé entre les mains.

LOUIS MARCOTTE.

● Mort de l'écrivain Frédéric Rey. — L'écrivain Frédéric Rey est mort à Paris le 29 juin, après une longue maladie. Il avait 72 ans. Il est connu pour son roman *Le Maître des sables* et son roman *Le Maître des sables*, publié chez Flammarion, comme les six précédents, était une belle et forte parabole sur l'existence du pouvoir. L'homme Michel Ange, qu'il venait d'achever, doit paraître prochainement aux éditions de Falcois.

## ROCK

The Cure à Bercy

## La joie de l'angoisse

Puissamment, longuement, brillamment, Robert Smith et son groupe célèbrent le mal de vivre. Pour adolescents et nostalgiques impénitents.

Avant même de voir Robert Smith sur scène, on sait déjà comment il sera habillé. Dans le public, des dizaines d'adolescents sont en noir, pantalon collant et pull informe, cheveux comme teints à l'encre de seiche et dispersés à la suite de l'explosion d'une petite charge au sommet du crâne et rouge à lèvres sanguinolents, filles et garçons. Sous l'anneau, les trop gros (sm) se cachent, les trop maigres font illusion. Le soir d'un concert de Cure, le deuil permanent qu'ils affichent ne peut plus cacher la joie qu'ils ont de retrouver l'arbitre de leur indigence. A Bercy, le 16 juin dernier, pour l'un des premiers concerts de leur tournée marathon en France (comme Pink Floyd, Robert Smith et ses hommes ont commencé leur conquête du monde par leur Outre-Manche à eux ; heureusement, la composition d'œuvre la, pour l'instant), les arènes étaient transformées en mausolée, la tension, qui a disparu de la plupart des grands concerts rock, était retrouvée, cette euphorie qui menace sans cesse de se transformer en violence sans jamais franchir le pas.

Et pourtant Robert Smith, à voir, ce n'est pas grand-chose. Un petit homme un peu bouffi, caché derrière ses cheveux, son maquillage, ses cheveux. Qui essaie de présenter ses chansons en français et avoue coquettement : « Je ne sais plus les mots français, je crois que j'ai trop bu. »

Les gradins éclatent en acclamations, l'alcoolisme de Smith a pris les mêmes proportions épiques que la toxicomanie affichée de Keith Richards en d'autres temps. Et peut-être, après tout, n'est-ce qu'une vraie obsession. En presque trois heures de concert, sa voix ne faiblit pas, furieuse ou solennelle, celine ou méprisante, toujours un peu plaintive. Derrière lui, disposés dans un petit décor recouvert de housses qui ressemblent à une couche de poussière inamovible, Simon Gallup à la basse, Boris Williams à la batterie, Paul Thompson à la guitare et Roger O'Donnell aux claviers. Lui-même, le seul membre du groupe qui avait suivi Smith depuis les débuts, est parti juste avant la sortie de *Disintegration*, le dernier et brillant album. Cure est un groupe (tous les musiciens ont signé les titres de l'album), mais c'est le groupe d'un homme.

Les caristes (appellation contrôlée) se repèrent à merveille entre le romantisme des débuts, la violence des chansons de l'album *Pornography*, les tentations pop de *Kiss me, Kiss me*, *Kiss me* et le retour aux sources de *Disintegration*. Pourtant, vu de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'étranger, tous les recueils de son petit monde. Quand on l'accompagne, par solidarité ou par nostalgie, on n'a plus envie de revenir.

Le volume sur la chaîne stéréo du salon pour embêter les parents. Il s'écouait dans les chambres enfumées d'adolescents émerveillés de raconter tant de compréhension, de sympathie de la part d'un inconnu. C'est à quel point l'amour qui unit Smith aux caristes.

The Cure joue très fort. Sa palette est limitée, claviers enfumés, basse grondante, genre rance de métro passant sous le plancher, une batterie qui scande plus qu'elle ne propulse. Et puis, Robert Smith dans le rôle du guitariste, avec sa technique rudimentaire qu'il a poussée à la perfection, un son un peu étouffé sur lequel il fait des gammes obsédantes, comme un débutant surdoué qui ne trouve pas le passage vers le niveau supérieur. Le concert commence par la quasi-totalité de *Disintegration* et s'achève par une version longue à n'en plus finir de *Faith*, une plainte qui s'éteint doucement. Le public, épuisé, hypnotisé, oublie de rappeler une dernière fois le groupe sur scène. De toute façon, il a tout joué ou presque, prenant tout le temps (et un peu plus) qu'il lui fallait pour chaque titre, pris par le plaisir de jouer et rejouer sans fin la même figure sous des éclairages violents et beaux.

Un concert de Cure célèbre le malaise et l'extinction du moment impalpable où l'on quitte l'enfance sans vouloir rentrer dans le monde des adultes. Comme l'*Attrape-cœur* ou *les 400 coups*. Robert Smith ne vieillit pas, change à peine, il explore tous les recueils de son petit monde. Quand on l'accompagne, par solidarité ou par nostalgie, on n'a plus envie de revenir.

THOMAS SOTREL.

★ Le 8 et le 9 juillet, au Palais National de Paris-Bercy, à 20 heures. En première partie, Shalayan Orphan.

هكذا من الأهل



# Spectacles

## cinéma

## LES FILMS NOUVEAUX

**LA GRANDE PARADE.** Film chinois de Chen Kaifu. V. : Giusy Palcos, 9 (43-54-07-6).

**HILLBORN :** HILLBORN. 1<sup>re</sup> (43-54-07-6).  
Film américain de Tony Randel. (Vient Express) : 1<sup>re</sup> (43-53-42-26) ; Georges V. P. (43-62-41-46) ; V. : La Nouvelle Méditerranée, 9 (47-70-72-85) ; Pathé France, 12 (47-70-73-85) ; Fauvette, 12 (43-51-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-51-46) ; Pathé Montmartre, 14 (43-52-24-05) ; Le Grand Cinéma, 14 (46-36-10-96).

**FÊTES DE L'ESPACE** (à partir de mardi de 14 heures)  
La Gloire, 19 (46-42-15-13).

**LE PLUS ESCROC DES DEUX MONDES.** Film français de Frank Ouzon. V. : Forum Armand, 14 (40-39-93-74) ; Pathé Hauffmann, 14 (53-79-38) ; George V., 14 (43-62-41-46) ; V. : Pathé Impérial, 7 (47-42-72-52) ; Fauvette, 12 (43-51-46-46) ; Sept Perennials, 12 (43-50-32-20) ; Images, 18 (45-22-22-22) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**YOUNG GUNS.** Film américain de Christopher Cain. V. : Forum Horizons, 14 (45-08-57-10) ; Les Saint-Germain, 6 (43-52-72-72-10) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-52-19-96) ; V. : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-43-43-43) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-43-43-43) ; La Nation, 12 (43-51-46-46) ; Fauvette Bz, 12 (43-51-46-46) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-57-43-43) ; Georges V., 14 (43-28-59-52) ; Gaumont Cinema, 12 (43-28-22-27) ; Pathé Wexler, 12 (46-46-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## La Cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-84-24-24)  
**SAMEDI**  
La Grande Course autour du monde  
(v.o. a.t.t.), et Blake Edwards, 15 h.; les  
Joueurs d'échecs (a.t.t.), et  
Seymour Ray, 19 h.; Macbeth (1970-  
v.o. a.t.t.), et Orson Welles, 21 h. 15.

**DIMANCHE**  
Le Messager (1937), de Raymond Rou-  
ssel, 15 h. Puits de Feu et l'Assassin  
(1960), de Georges Fréjone, 17 h. Numéro  
dix (1975), de Jean-Paul Sartre, 19 h.  
L'Impératrice Yang Kwei Fei (1955, v.a.  
a.l.c.), de Kōfū Mizumachi, 21 h.

**SALLE GARANCE**  
**CENTRE GEORGES-POINCARÉ**  
**(14-78-57-29)**  
**SAMEDI**  
Hommage à Antoine Doinès : le Pays  
Bas, de Michel Mitrani et André Martin,  
19 h. Fleurs (1970, v.a. a.l.c.), de Maurice  
et Andy Warhol, 21 h 30. L'Amour d'été  
d'été, l'Amour d'été (1968), de Jean-  
Louis Poirier, les Gâteaux sous des cœurs,  
de Claude Lelouch, L'Amour, America (1964,  
a.l.c.), de F.B. Anderson.

**BLADE RUNNER (\*) (A. va.) :** Gama-  
Pavle, 19 : (45-44-86) 15 h 15.  
**CHANGERS AVEC VUE... (Orig. va.)**  
Gama-Pavle, 19 : (45-53-02) 13 h 20.  
**CHUCK BERRY :** HALL PAUL ROCKY  
ROLL (A. va.) : Hall Beauséjour, 3 :  
(47-72-5236) 0 h 10.  
**LE DECLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-  
CAIN (Can.) :** Club Beauséjour, 3 : (47-  
72-5236) 11 h 30.  
**LE DERNIER COUTARD (Fr.) :** Studio  
Galande, 5 : (45-54-721) 18 h 20.  
**LE DERNIER TANGO À PARIS (\*)**  
(Fr.-It. va.) : Studio des Ursulines, 3 :  
(42-26-1909) 12 h 30.  
**DEUX OU TROIS CHOSSES QUE JE  
SAIS D'ELLE (Fr.) :** République  
Ciné, 1 : (48-05-5139) 12 h 10.  
**LES DIANTY**

**DEMANCHE**  
Hommage à Antoine Demange: Celine  
différent: le Jeu (1962), de Dusan Vukobratovic; Corps perdus (1960), d'Etienne  
Jouy; Jour Barbare, A Valparaiso (1962),  
de Jean-Louis Trintignant; de Chris-  
tiane Beldjoul, 14 h 30; Les deux Filles  
dans un restaurant à Pécote (1978), de Michel  
Rouchet; L'Empire de la passion (1974, w),  
de Nagisa Oshima, 17 h 30; l'Arme-  
e (1964, w), s.d.f., de Robert Rossen,  
18 h 30.

**DOBBE'S CADDEN** (Jap. w); Saint-  
Lambert, 15 (45-32-91-66) 18 h 45.  
**DON GIOVANNI** (It.-Fr. w); République  
Cinéma, 11 (45-05-51-33) 17 h 10.  
**LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX**  
(Fr.); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-66)  
17 h 15.

**DRAWING BY NUMBERS** (Belg.-  
w); Desfries, 14 (43-21-41-01) 22 h.  
**EASY LIVING** (Am. w); Saint-Lambert,

**VIDÉOTHÉQUE DE PARIS**  
(06-26-34-39)  
**SAMEDI**

9 h 00 : un grand secret : les Acteurs de la Révolution : 1. J. J. Arrêt et la Vertu... 2. L'Anatomie de la Révolution... 3. Quatre-vingt-trois (1962) d'Alain Resnais... 4. Les Acteurs de la Révolution : le Chevalier de Malesherbes (1963) de Claude Barrois... 18 h 30 : la Révolution : le Capitain of the Guard (1930) de John Stuart Robertson et Al. Frigon... 20 h 30.

**LES ÉCRITS DE CRIMÉ** 18 h 45  
Elizabeth of Crimea (Dma, Va.) : Le Barry Zéno, 11e (45-71-51-55) 18 h 45.

**EN DURETÉ DE L'ESPÈCE** (A) : La 501e légion (46-11-51-51) 18 h 45.

**L'ÉTAT DES CHOSES (AIL, Va.)** : Claud Bonbourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 40.

**FASTER FUSSY CAT, KILL! KILL!** 1 (42-71-52-36) 11 h 40.

**LA FEMME AU PORTRAIT** (Guir et al.) : Schin-Lambert, 15 (45-32-31-28) 21 h 45.

[illegible]

### Les séances spéciales

**A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) :** Saint-Lambert, 15° (43-54-46-85) 22 h 15.

**LA POUSSETTE DU DIAMANT VERT (A. v.a.) :** Grand Paris, 15° (43-54-46-85) 13 h 30.

**ANGEL HEART (\*) (A. v.a.) :** Grand Paris, 15° (43-54-46-85) 22 h 15.

**L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A. all. v.a.) :** Accontone, 5° (46-33-36-38) 18 h 30.

**ARABAT (S. v.a.) :** Studio 43, 9° (47-70-63-40) 16 h.

**LES AVENTURES DE L'ARCHÉ PERDUE (A. v.a.) :** Grand Paris, 15° (43-54-46-85) 18 h 20.

**LA BAILLÉE DES DALTON (Fr.) :** Saint-Lambert, 15° (43-52-91-68) 18 h.

**LA BANDE DES QUATRE (Fr.) :** Emission, 16° (42-38-64-46) 17 h, 20 h.

**LA RAISON DU DOCTEUR EDWARDS (A. v.a.) :** Mac-Mahon, 17° (43-25-75-80) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

*Les grandes reprises*

**ACCATTON (It. v.a.) :** Épisé de Boit, 5° (43-57-57-7).

**L'ARNAQUE (A. v.a.) :** Forum Orchestre Express, 1° (42-33-42-26) ; Reflet Musical, 1° (42-33-42-26) ; Les Artistes, 1° (43-54-42-34) ; Radio Léo-Jean, 5° (43-54-42-34) ; Élysée 13, 9° (43-59-36-14) ; Sept. Transferts, 14° (43-20-32-20).

**BRAZIL (Brit. v.a.) :** Studio Galacée, 5° (43-54-72-71).

**CASABLANCA (A. v.a.) :** Action Christian, 1° (42-32-19-80).

**CASINO ROYALE (Brit. v.a.) :** Le Chinois, 2° (43-54-51-50).

## PARIS EN VISITES

**LUNDI 10 JUILLET**

« La Pyramide, la tpyte et l'éménagement du Grand Louvre », 10 h 30, 14 h 30 et 17 heures, musée Louvre (F.-Y. Jankel).

« La Conciergerie, de Philippe-le-Bel à Louis XVIII », 10 h 30 et 15 heures, 1, quai d'Iéna (G.M. Polhyer).

« Mathématiques sacrées à la Sainte-Chapelle. La verrière des initiales. Approche symbolique de l'œuvre des maîtres », 14 h 30, musée Clé, sortie (H. Houbert).

« Le faubourg Saint-Germain révolutionnaire », 14 h 30, devant le 70, rue de Vaugirard (Arts et costera).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, musée Saint-Paul, sortie (Régénération du peul).

« Les salons de Madame de Sévigné à la Conciergerie », 15 heures, musée Clé (C.A.C.A. Messier).

L'angle de l'avenue du Maine et de l'avenue du Général-Locquet.

**L'ÉTÉ DES MUSÉES NATIONALS**

« Des animaux ou des ancêtres » (cinq/douze ans), 14 h 30, Musée des arts africains et océaniques, 239, avenue Daumesnil.

« L'été, une journée d'un paysan » (14-16 ans) Musée des arts et traditions populaires (bois de Boulogne), avenue du Mahatma-Ghandi.

« Deux visages d'une même femme : Marie-Thérèse », 12 h 30, Musée Pompadour, 5, rue de Valenciennes.

« Boches ou à l'honneur d'une séduction », 11 heures : « Tapisseries de la Renaissance », 14 heures, Musée de la Renaissance, château d'Boconen.

« Mobilier : A.-O. Baille et C. Cremonesi »

## CONFÉRENCES

« La place de la République, ancienne place du Châtea d'eau », 15 heures, devant le Cirque d'hiver.

« Paris et ses villages : Saint-Pierre de Peit-Montmorency et la mairie du quarantier », 15 heures, devant l'Église, à

142, rue Amiel, 20 heures : « L'évolution de l'homme, réalités et perspectives. Cycle d'échange-reflexion à partir des lois de la science et de la Bible. N°2, le respect de l'homme », par J. Barbin (Kloy d'Aor).

**Samedi 8 - Dimanche 9 juillet**

**CHARADE (A. va.)** : *Action Boites*, 5 (43-52-47).  
**LE COMTE DES COMTES (Bov. v.l.)** : *Reflet Médias Loges niles Lino-Jovet*, 5 (43-54-42-34).  
**EASY RIDER (A. va.)** : *Climax*, 6 (43-53-10-82).  
**LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.)** : *Lucevac*, 6 (43-57-34).  
**FIVE KISS PUCKER (A. va.)** : *Le Saint-Germain des Prés*, 5, *Salto G. de Beaumont*, 6 (43-52-87-33) ; *Les Trois Bachelors*, 6 (43-52-87-33) ; *La Bessille*, 11 (43-54-56-35).  
**LAWRENCE PARADE (A. va.)** : *Klopnotarum*, 15 (43-06-50-50).  
**LETTERS D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.)** : *L'Entropé*, 14 (43-43-41-63).  
**LES FEMMES EN DANGER (Fr.)** : *Reflet Loges II*, 6 (43-54-42-34).  
**LA MAISON DES OTAGES (Fr. va.)** : *Saint-André des-Arts II*, 6 (43-26-10-25).  
**LA MAISON DU DOCTEUR EDWARDS (A. va.)** : *Reflet Loges I*, 5 (43-54-43-34).  
**MASCULIN-FEMMININ (Fr.-Sn.)** : *Épée de Boit*, 5 (43-37-57-47).  
**LA PORTE DU PARADIS (A. va.)** : *Saint-André des-Arts I*, 6 (43-26-48-18) ; *Les Trois Bachelors*, 6 (43-51-18-40).  
**LE PREMIER PARADISE (A. va.)** : *Action Christiane*, 6 (43-24-13-40).  
**LE RAYON VERT (Fr.)** : *Lucevac*, 6 (43-54-47-34).  
**SALAAM BOMBAY I (Indo-Fr. va.)** : *Studio 43*, 6 (43-70-43-40).  
**STREET ANS DE REFLEXION (A. va.)** : *Action Christiane*, 6 (43-25-11-30).  
**TINTIN ET LE TIGRE DU SOLEIL (Fr.-Bel.)** : *Épée de Boit*, 5 (43-37-57-47).  
**TOP GUN (A. va.)** : *Forum Horizon*, 11 (43-54-43-43) ; *UGC Remont*, 5 (43-16-16) ; *Gammagor*, 5 (43-54-43-43) ; *v.l.* : *Paranorm Opéra*, 5 (43-06-56-31) ; *Images*, 19 (43-22-47-34-40).  
**UN MORT EN PLEINE FORME (Bel. va.)** : *Le Champ*, 5 (43-54-51-60).  
**UNE FEMME EST UNE FEMME (Fr.)** : *Les Trois Luxembourg*, 6 (43-33-37-47).  
**LES UNS ET LES AUTRES (Fr.)** : *Gammagor*, 14 (43-35-30-40).

## théâtre

## SPECTACLES NOUVEAUX

(Les Jours de présentation et de réédition sont indiqués entre parenthèses.)

**LE GRAND STANDING.** Théâtre des Nouveautés (47-70-52-76) (dim., lun. 20 h 30 ; jss. mar. 18 h 30 et 21 h 45)

**MOLLY BLOOM.** Locomotive Fureur (45-44-57-34) (dim., lun. 20 heures 5)

**LES FEMES D'AMOUR.** Locomotive Furor (45-44-57-34) (dim., lun. 21 h 30 S)

**UN COMMENT VA CE VIEUX MONDE ?** Assemblée de Paris (43-44-12-17) (dim., lun. 20 h 30, mar. 15 heures et 20 h 30 (6))

**HÉRACLES.** POÏTE EN LIBERTÉ. Festival de la haute Antiquité. Amphithéâtre (43-42-90-90) 21 h 45 (7)

**LE BAL DE NYNJA.** Théâtre de FUGÈRE (48-74-43-52) (dim. sole. 20 h 30 heures, dim., lun. 16 heures (10))

**MAIRE STUART.** (48-74-43-52) MAIRIE STUART (48-74-43-52), Portraits de Vincennes : 18 h 30, 18 h 30, 18 h 30, d'art médiéval : 20 h 30

**L'AMOUR-GOÛT.** L'Amour-Goût : 17 h 45 et 22 h

**PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS).** (48-03-11-36). Les Cavaliers Noirs : 20 h 30

**PALAIS DES GLACES (GRANDE SAALLE).** (42-02-27-17). Les Vamps : 21 h

**PALAIS ROYAL.** (42-97-59-51). Au second étage vaudeville : 11 h 30 et 21 h

**PARIS-VILLETTE.** (42-97-59-51). Inventaires : 21 h, dim. 16 h 30

**POCHE-MONTMARTRE.** (45-44-92-97). Salle L. Monnaie Songs : 18 h + 20 h 45

**SAINT-GEORGES.** (48-78-63-47). Cinéma devant une mère juive en dix leçons : 20 h 45, dim. 15 h

**SALLE BRASSIA (GALERIE BRASSI).** UNIVERSEL ART (42-02-17). L'Animal de la mer océane : 20 h

**SPLENIDID SAINT-MARTIN.** (42-08-

**LYON-THÉÂTRE** (42-33-74-62).  
«*Attends ou comment s'est préparée la 3<sup>e</sup> victoire mondiale* » 20 h 30, dim. 17 h.  
**SANDERS DE PARS** (43-66-42).  
«*Le document sur ce violent John ?* » 15 h et 18 h 30.  
**FOURNE - SIMONE-BERNAU** (42-76-758). *La Rosemarie*, 21 h, dim.  
**LES ÉTOILES DE MONTMARTRE** (42-73-90). Mésange, poète en liberté Vu festival de la butte Montmartre :  
dim. 16 h 30 et 18 h 30.

**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-02-5759). *Seuls Le Gout et la Corde ou Dialogues sur les affaires courantes* 18 h 30. *Salle II L'Écume des Jours* 21-03/3. *Quelle Châleur !* 12 h.

**THÉÂTRE DE PARIS** (42-20-09-30).  
Curs 15 h et 20 h 30, dim. 19 h 30.

**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL** (48-02-7234). *Narcisse ou l'Amant de soi-même*, et *Argentine de Villeblanche ou le Strabisme de l'Amour* : 20 h 30, dim. 15 h 30.

**THÉÂTRE MODERNE** (48-74-10-75).  
Boutiquement Monty Python : 17 h et 21 h.

**MACLAN (47-00-22)**, 19h 17 : 21 h.  
 me la Lune et la Révélation psychique  
 h, dim. 15 h.

**THÉÂTRE (43-45-72-81)**, Le Fils de Joseph  
 monté : 12 h, dim. 16 h.

**OFFRES DU NORD (42-39-34-50)**  
 monté : 17 h 20 à 21 h.

**LES FANTÔMES (42-96-60-24)**  
 Foyer : 20 h 15, 15 h 30.

**LE CHATEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-45)**, Ah Ché Cien, ça rira, ça rira !  
 h, dim. 15 h 30.

**LES DIAMANTS (45-80-51-31)**, Con-  
 sultez d'arts show : 20 h 45, dim. 17 h 30.

**LES ÉVALUÉS CAUMARIN (47-42-92-82)**, Général Thémis qui s'appe-  
 le est King : 20 h 15, dim. 15 h 30.

**RODÉO DE PARIS (42-61-00-11)**

**THÉÂTRE MONTROUGE (42-33-80-87)**, Les Héros de l'air II : 18 h, 20 h.  
 Ne venez pas que je doie, non ? : 20 h 30.  
 Les Faux-Matruels : 22 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (FICHE SALLE)** (43-25-70-32), Dis-  
 cussion : La Tempête, Monsieur Prandielle est demandé au télé-  
 phone : 18 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-87-81-15)**, Grand Théâtre. Lapi-  
 ca : 20 h 30.

**TOURCOING (48-87-82-48)**, De Porthe-  
 graphes et de 15 h. Jern-  
 thaly : 20 h 30. Le Voix Inconnue : 22 h.

**TRISTAN-BERNARD (43-22-08-06)**, Le  
 Contrat : 17 h et 21 h. ▷ Dim. 15 h  
 et 20 h, et Paris : 15 h.

### Les cafés théâtres.

[illegible]

### Les concerts

**MONTMARNÉ** (42-25-  
09). Tentative de acrobatie en tenue de  
soirée : à 21 h, animé 15 h.

**LES DEUX ANGES** (42-25-11-06). La  
Femme nue : 20 h 30.

**THÉÂTRE D'OPÉRA** (42-20-  
82). Exécute en trois tailles : 8 h et 5  
h.

**DES MONNAIES SAÛS UC** (42-44-39-65). Qui a pu non mi-  
ser ? 7 h 20 ; 30 min. (d'auteur) 16 h.  
L'Amant (42-44-39-69). La Contes-  
tation (42-44-39-70). Le Logen-  
ter. Les Mystères de la Révolution :

**LE CHATEAU**

**THEATRE EUROPEEN** (42-93-42-48).  
Le Génie Semestre du Comte Bour-  
geois 21 h 30.

**CURVIE** (42-93-47-84). Maboul-  
lère : 20 h 30.

**PANORAMIQUE THÉÂTRE**

**AUDRANT** (42-23-49-83). La  
Casse à coquer (sur le versant Montmar-  
né), dim, 16 h.

**SALLE FORUM** (45-44-57-34).  
Les Femmes d'alors : 20 h.

**L'ALCAZAR** (42-21-30). Les Femmes  
noires : 18 h 45. Les Femmes de

**CHAPLET SAINT-JOHN DE LA  
SALETTE** (13\*). Wolfgang  
Korcia. 16 h 30 dm. Opéra. Gervais de  
Corrette, Bach, Lemmens, Gullman.

**COUR D'HONNEUR DE LA SOBRI-  
ÉTÉ** (13\*). Wolfgang Korcia. 16 h 30  
dm. Opéra. Gervais de Corrette, Bach,  
de Fauré-Sorbana. 21 h sem. 17 h 30  
dim. (décembre). Dir. Jacques Grimbert.

**Water Music, Royal Pheonix Music**  
of Houdou. Dans le cadre du Festival  
Persepolis.

**EGISE AMERICAINE DE PARIS** (7\*)  
Thierry Smith. 18 h. Opéra. Gervais  
de Schumann, Saint-Saëns, Dupré, Duran-

**EGISE DES BILLETTS** (4\*) (42-46-  
16-16). Salvo Noshin. 16 h 30  
17 h dm. Filles, piano. Gervais de  
Schumann, Schubert, Schumann. Dans  
le cadre du Festival de musique en l'île.  
Téléphone location : 45-23-18-25.

Chœur de la Jeunesse académique de  
Juliand. 21 h. L'Opéra de Mout.  
Gervais de Duflay, Schütz, Bach, Haydn,  
Berlioz. Dans le cadre du Festival musi-  
cal en l'île. Téléphone location : 45-23-  
18-25.

**EGISE DE LA MADEIRA** (4\*) (39-  
12-12-03). Frédéric Eiche. 16 h 30.

CLIQUEUR SULLY CROIX

[illegible]

## Danse

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU. (4<sup>e</sup>)**  
(43-74-42-19). GR.COOP. 13 h sam., 16 h dim. « Le Meïson royal ». Choc. Andy de Groot. Danseurs du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris, musiciens de l'Orchestre national de jazz. Georges Pompidou.

43-19.

**LE LYNDURSTON (197)**, Georges RI DE  
Gormein. Jusqu'au 7 janvier 1980, à  
à 15 h 30 sam. dim., « Les Servants et la  
Révolution », mise en scène et chor.  
Alain Gormein. Textes Yves Laimoux,  
Adolphe Bouchard, Jean-Pierre  
Berberly, Philippe Abadie. Avec Natha-  
niele, Patrick Florantin, Florence Gon-  
net, Espace Didcot.

**SFAPC PIERRE CARDIN (9)**, Spectacle  
russe, 20 h 30 sam. (dortoirs).  
Vladimir Plavov, Irina Dorofeyeva, Mi-  
khailo Krasnitskiy, Vladimir Chouma-  
kine (maître de ballet), Yvonne Orsi-  
Expres, orchestre rock. Téléphone loca-  
tion : 42-66-26-75.

**GRAND PALAIS (9)**, (48-78-75-50).  
Nicola Vagnone de Lemnizad, 21 dim.  
« Le Concert », « Chaplinea »,  
extraits de ballets. Téléphone location :  
48-78-75-50.

**SLOW-LIGHT (42-58-44-30)**. Les Gobe-  
mots. 21 h 30, sam. (dortoirs).

**LE SUNSET (40-25-46-40)**, Charles Bo-  
lonzi Quorao, 22 h, sam. Dortoir.  
Sax Box (piano), Christophe Laborde  
(sax), Jean-Philippe Vert (tbl).

**THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-  
16-73)**. Big Box, 21 h, sam. Famly,  
mixe.

**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT**  
**17-57-81-51**, Christiane Carnevali,  
19-57-81-51, Christiane Carnevali,  
Locaute (musiq.), Jean-François Reithler  
(tbl), Samuel Locaute (sax.). Apéritif  
carnaval.

**TROTTETOS DE BUENOS AIRES (42-  
33-58-37)**. Raul Penza 22 h 30, sam.  
Tango. Bel tango, 17 h dim. Animé par  
Carmen Aguilar, Victor Corvia.

### Music Hall

**AVANT LES OUBLIETTES** (9). (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française, 21 h, sam. Chansons à la carte tous les soirs.

**THÉÂTRE GREVIN** (9). Vivez la Révolution. 20 h et 22 h, ven., sam., dim. Revue de danse, chansons, magie sur la petite histoire du quartier de la Bastille.

**LE VILLAGE** (43-56-96-19). Stéphane Bekondo Trio, 23 h, sam., Tri-Bernard Mussy, 22 h, dim. Fiano.

**Rock**

**AU METRO** (47-34-21-24). The Box. 23 h 45, sam. Avec Freddy Mycor.

**CHAPELLE DES LOMBARDS** (43-57-

**OTTOIRS DE BUENOS**  
(42-33-58-37), Franklin A.

**CITY ROCK** (43-59-52-09). Look de Paris, 22 h 30, sem.

DORADO, (16), (42-  
E-III-1

**Palace** (42-46-10-47). Dirty Dancing. 23 h 30 dim.

**Palais Omnisports de Paris-Nord** (43-46-12-21). The Cart. 20 h, dim, cin.

**Région parisienne**


**Bretteuil (Château de Bretteuil)** (30-52-05-11). ▶ Dim. Le Grand Escal. 17 h.

## ZZ

**VERSAILLES (PARC DU CHATEAU, BASSIN DE NÉPTUNE) (39-50-36-22).** Grande Fête de nuit de Versailles Le Printemps de la Révolutions : 21 h. 30.

**MONDIAL DE  
PHILATÉLIE**

*13-17 juillet 1984*



**Un événement  
philatélique  
exceptionnel  
au cœur des  
célébrations  
du  
Bicentenaire.**

**Info sur minitel  
36.25.12.12  
Code PHILEX**

**PARIS 7-17 JUILLET**

**PARC DES EXPOSITIONS DE  
MARNE - PORT DE VERSAILLES**

**tous les jours de 10 h à 19 h 30 sauf le 7 juillet de 14 h à 20 h.**



## « Le Nouvel Observateur » condamné pour injures envers M. Jean Royer

## « Le Nouvel Observateur » condamné pour injures envers M. Jean Royer

bien une injure. Qu'elle vise précisément le maire de Tours, bien qu'il n'ait pas été cité : l'indication de la fonction, le nom de la ville, le contexte de l'affichage en période électorale étaient de nature à permettre aisément l'identification de celui à qui elle s'adressait.

Le tribunal a d'autre part estimé que le fait d'employer une expression outrageante sur le mode interrogatif ne lui retirait pas son caractère dangereux et que le seul fait de s'interroger ou d'inviter à s'interroger sur la loyauté ou l'honneur de la personne publique suffit à porter atteinte à son honneur et à sa dignité.

M. Claude Perdrial a été condamné à 10 000 F d'amende, aux dépens et, solidairement avec la Société civile du *Nouvel Observateur*, à 1 franc de dommages et intérêts et à 2 000 F au titre des frais.

**ALEXIS BOCCART.**

au point aux Etats-Unis, qui aurait toutes les chances d'être compatible avec le standard européen. Rien n'est encore fait mais, manifestement, la balance commence à pencher légèrement du côté de HD-MAC.

La télévision haute définition, dont l'avènement est prévu dans le milieu des années 90, entraînera progressivement le renouvellement du parc mondial des téléviseurs. C'est un marché de quelque 100 milliards de dollars (640 milliards de francs), qui s'ouvrira aux fabricants de matériels électroniques. Il attire bien des ambitions.

## A.D.

1.05 Les brigades du Tigre (rediff.).  
2.00 La demoiselle d'Avignon  
(rediff.). 2.30 Boulevard et compagnie  
(rediff.). 2.45 Journal de la nuit.  
2.50 Série : Peau de banane. 3.35 Vo-  
lins, valises (rediff.). 5.35 Boulevard et  
compagnie (rediff.). 5.50 Musique :  
Aria de rêve.

**M 6**  
20.30 **Téléfilm** : Sortie de secours.  
21.45 **Téléfilm** : La bombe. 23.40 Six  
minutes d'informations. 23.45 **Maga-**  
**zine** : Chances. 0.15 **Variétés** : You  
can dance. 2.00 **Chances** (rediff.).  
2.50 **Documentaire** : Le monde sau-  
vage. 3.00 **Documentaire** : Les Nos du  
Mingus. 3.50 **Documentaire** : Le  
monde sauvage. 4.20 **Téléfilm** : Le tour  
d'écras.

---

des rêvés, 8.30 Mollé, 9.45 Miché.  
9.28 Sunday Journal, 9.43 Princesse Sarah, 10.10 Vancouver et le temple des rêvés (rediff.), 10.35 Rémi son famille (rediff.), 11.00 Série : Wonder Woman, 12.00 Série : Chasseurs de monstres, 12.30 Série : La belle et le bête (rediff.), 13.00 Sport : Tenda, 19.00 Série : La fièvre d'Hawaii, 20.00 Journal, 20.30 Cinéma : Liberté, égalité, choucroute à Jean franco-taluen de Jean YVES, 22.20 Variétés : Michael Jackson, 23.00 L'Espresso, 0.00 Journal de minuit, 0.05 L'Espresso, Derick (rediff.), 1.15 Boulevard et compagnie (rediff.), 2.30 Série : Peau de banane, 3.15 Journal de la nuit, 3.45 La Vierge, violence (rediff.), 5.28 Boulevard et compagnie (rediff.), 5.35 Montréal : Actes de Vids.

**M6**

6.00 Dénat autem : Le lacune d'Amir-  
cor. 2.00 Variété : Malinco (rediff.).  
7.30 Top MD (rediff.). 7.40 Musique :  
L'été de la France. 8.00 Son : Cap  
délance. 11.00 Dénat autem : Les  
Gravés. 11.50 Elk, Mt, Mt, horra :  
11.55 Informations. 12.00 Infor-  
mations : M6 annonce. 12.05 Dénat  
autem : M6 annonce. 12.10 L'été : Les  
routes du paradis. 12.20 Dénat autem :  
Madame est servie (rediff.).  
13.45 Théâtre : Au nom de la loi.  
14.00 Dénat autem : Rumeurs de famille.  
17.00 Film : Mt, Mt, horra.  
17.30 Sirie : Vega. 18.00 Informations : M6 annonce. 18.05 Sirie : Club  
de l'été. 19.00 Sirie : Dénat autem :  
M6 annonce. 19.05 Informations.  
20.00 Sirie : M6 annonce. 20.05  
20.30 Théâtre : Les deux hoches-lai.  
21.50 Six minutes d'Informations.  
22.05 Musical (rediff.). 22.00 Théâ-  
tre : Le tour d'écorce. (rediff.).  
23.40 Musique : Charnes (rediff.).  
0.10 Musique : Boulevard des cha-  
ps. 1.50 Les metiers des découvertes de  
Préhistoire de Bourges 1992. 2.00 Le  
film d'actualité (rediff.). 3.40 Charnes  
(rediff.). 4.10 Informations : M6  
sirie. 6.00 Sirie : Dénat autem.



# Économie

• Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 juillet 1989 15

La nomination des PDG des sociétés nationalisées

## Il n'y a plus de « chasse aux sorcières »

(Suite de la première page.)

Les changements, très politiques, n'ont pas été les signes avant-coureurs d'une hécatombe. Au contraire.

Pratiquement tous les patrons des grands groupes publics ont conservé leur siège : MM. Alain Gomez (Thomson SA), Jean-René Fourtou (Rhône-Poulenc), Jean Gandois (Pechiney), René Thomas (BNP), Michel Albert (AGF) et François Heilbronn (GAN) restent PDG. Parmi les grands du secteur public, seuls deux établissements changent de patron : Elf-Aquitaine, où M. Luc Le Floch-Prigent remplace M. Michel Pecqueur, et la Compagnie financière du CIC, où M. Carrière succède à M. Saint-Geours.

### Une promotion pluraliste

Incontestablement, l'appartenance à un parti politique n'est plus comme la clé d'un poste de responsabilité dans le secteur public. La promotion 1989 des PDG est pluraliste... sauf qu'elle ne compte aucune femme. A côté des « sans-parti », on y retrouve des hommes qui se situent plutôt à droite sur l'échiquier politique, et nommés par le gouvernement Chirac : M. Heilbronn (GAN), ancien conseiller économique de M. Jacques Chirac à Matignon en 1986 ; M. Fourtou (Rhône-Poulenc), ami personnel de M. Giscard d'Estaing ; M. Albert (AGF), considéré comme proche des barzettes, etc. Les proches du Parti socialiste sont néanmoins les plus nombreux, avec notamment MM. Le Floch-Prigent (Elf-Aquitaine), Gérard Colé (France-Loto), Louis Gallois (SNECMA), Henri Guillemin (Anvar), Jean-Pierre Aubert (CIC-Paris), Patrick Carrel (Banque Hervé)...

Cette diversité politique traduit une certaine désacralisation dans le domaine économique. Pour les membres actuels du gouvernement, il n'y a pas une gestion de droite et une gestion de gauche des entreprises. « Le gouvernement doit choisir les meilleurs, sans a priori politique ni doctrinal », avait déclaré Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie (le *Nouvel Observateur*, daté 18-24 mai). Sur quels critères a-t-il choisi « les meilleurs » et éliminé les autres ? Les ministres en ont affichés plusieurs successivement.

Aucun cependant n'explique tous les choix du président de la République. Des inévitables subsistent : ils ont sans doute pour nom l'amitié, la revanche, les petites jalousies...

M. Bérégovoy avait annoncé qu'il « veut mieux mettre à la tête des entreprises publiques les partisans des privatisations ». (le *Nouvel Observateur*). Ce critère ne semble pas avoir été retenu. Pour n'en citer que quelques-uns, MM. Heilbronn (GAN), Fourtou (Rhône-Poulenc), Lamotte (Scalbert-Dupont) étaient — du moins entre 1986 et 1988 — des partisans — sinon des militants — des privatisations. Ils n'en ont pas moins été reconduits dans leur fonction. Ils sont certes plus discrets sur ce thème depuis que les Français se sont déclarés en faveur du « ni nationalisation, ni privatisation ».

Le degré de soumission à leurs autorités de tutelle a-t-il été un critère dans les nominations de cet été 1989 ? Certains financiers estiment, par exemple, que M. Heilbronn doit son maintien à la présidence du GAN au soutien qu'il a apporté l'hiver dernier à M. Bérégovoy dans la bataille sur le capital de la banque récemment privatisée, la Société générale. Le ministre d'Etat rejette catégoriquement l'affirmation. Il est vrai que MM. Peyrelevade et Albert ont été, eux aussi, reconduits alors qu'ils avaient refusé de soutenir le ministre des finances dans la même affaire !

En fait, ce qui a été décisif, explique notamment M. Bérégovoy, ce sont « l'efficacité, la compétence et le sens de l'intérêt général ». La stratégie mise en œuvre comme les résultats financiers affichés ont été appréciés par l'actionnaire, l'Etat. Si de nombreux PDG ont été reconduits, c'est aussi parce qu'ils ont, pour la plupart, annoncé des profits élevés au cours des derniers exercices et en particulier en 1988.

Certains, comme M. Gomez chez Thomson, ont aussi été maintenus afin d'achever l'œuvre qu'ils ont commencée à accomplir. Le critère de « compétence et de professionnalisme » n'explique pas cependant pourquoi des hommes comme M. Pecqueur (Elf) ont annoncé des profits records en 1988. M. Saint-Geours (CIC) ou M. Tessier (France-Loto) ont été écartés de leurs responsabilités.

Le « cru 89 » a aussi révélé un phénomène nouveau dans le secteur public : engagés dans une stratégie d'entreprise, les patrons se préoccupent aussi de leur succession. L'Etat leur donne raison. M. Jacques Stern, président des Machines Bull a ainsi mis le pied à l'étrier M. Francis Lorentz, son directeur général. Le président de la République a donné son accord : M. Lorentz succède à Stern.

M. Stern dans de bonnes conditions pour la société. A peine reconduits, plusieurs grands patrons (notamment M. Raymond Lévy, de Renault) ont ainsi fait savoir qu'ils avaient l'intention de préparer sereinement, et dès maintenant, leur succession.

### « Commissaires politiques »

En cet été du Bicentenaire, les têtes ne sont donc pas tombées. Du moins pour des raisons politiques. Selon certaines informations, le gouvernement envisagerait pourtant de nommer auprès de quelques PDG (notamment au Crédit lyonnais, chez Thomson ou à Rhône-Poulenc) des directeurs généraux, « s'inspirant déjà quelques mauvaises langues. Chassés par la porte, la politique partitienne ne risque-t-elle pas de revenir par la fenêtre ?

Si le processus de désignation des patrons d'entreprises publiques a été mené, cette fois, avec une grande sérénité, il n'a, en revanche, pas été l'occasion de soulever une question pourtant jugée essentielle par les milieux industriels et financiers : la

durée des mandats des PDG. « Nous sommes pour la continuité, mais un actionnaire responsable ne peut pas s'interdire des changements », avait expliqué M. Fauroux (le *Monde* du 6 juin). Il ajoutait : « Ce qu'il faut, c'est banaliser le système : ni mandats éternels, ni secousses impensables... »

Afin d'assurer cette continuité et de permettre aux dirigeants des sociétés publiques de mettre en œuvre et de récolter les fruits de leur stratégie, le ministre de l'Industrie plaiderait en faveur d'un allongement de trois à cinq ans de la durée des mandats. D'autres, au contraire, seraient prêts à soumettre les PDG des sociétés nationales au même régime que celui des patrons de nombreuses firmes privées : qu'ils soient en conséquence jugés chaque année par leurs actionnaires. Le débat n'a pas en lieu. Le *Le Monde* était muet sur ce sujet, tandis qu'il s'en tenait, jusqu'à la fin de la législature, à ce mandat de trois ans, avec tous les inconvénients qu'il comporte, pour le bon fonctionnement des entreprises concernées ?

ERIK IZRALEWICZ

## EDF envisage l'arrêt de ses commandes nucléaires

(Suite de la première page.)

Mais c'est le dernier atterrissage possible. Au-delà de 1991, il faudra en effet fermer le chantier de Civaux, où les travaux de génie civil, déjà engagés depuis quatre ans, devront être arrêtés pour de bon. Un coût non négligeable... mais non chiffré par l'établissement.

EDF n'a aucun besoin de nouveaux réacteurs, avant plusieurs années. Bien au contraire ! Compte tenu de l'évolution prévisible de la consommation et des programmes déjà lancés — huit centrales sont encore en cours de construction, — le suréquipement persistera au moins jusqu'en 1993. Et cela, quelle que soit l'hypothèse de croissance retenue. Au rythme actuel de consommation, le besoin de nouvelle commande ne se fera sentir qu'en 1996 ; avec une croissance de la consommation accélérée, il n'apparaît qu'en 1993, et avec un rythme ralenti pas avant l'an 2000...

### Un choix politique

Anticiper sur ces besoins en commandant, comme prévu jusqu'ici, une nouvelle centrale à la fin de 1990 coûterait 2 milliards de francs. Mais prolonger le « gel » jusqu'en 1993 revient à arrêter le programme sans possibilité de camoufler plus longtemps la décision. En effet, dans cette hypothèse, une fois achevés les centrales commandées avant 1987 — toujours en cours de construction, — EDF et son fournisseur Framatome resteraient en

1993-1994 un an au moins sans aucun chantier, alors que, jusqu'ici, le « lissage » des commandes permet de maintenir un plan de charge minimum, mais ininterrompu.

Hésitant à trancher sur le fond, la direction d'EDF a décidé de proposer aux pouvoirs publics une solution médiane qui consiste à prolonger d'un an le gel des commandes, repoussant à la fin de 1991 — au lieu de fin 1990 comme prévu — l'engagement ferme du réacteur de Civaux. Une anticipation sur les besoins qui coûterait quand même 1,2 milliard — au lieu de 2 prévus, — les pouvoirs publics ne compromettraient pas la filière et ne restreindraient pas le projet de Civaux. Le programme, après un an de gel de cinq ans, pourrait ensuite repartir au rythme d'une commande tous les deux ans et demi.

Les pouvoirs publics sont donc pour la première fois depuis six ans placés dans l'obligation de se prononcer sur le fond. La décision est politique. Doit-on poursuivre l'équipement nucléaire du pays, pour sauvegarder l'industrie, et satisfaire la CGT et les élus concernés — M<sup>me</sup> Edith Cresson, maire de Châtelleraut, a toujours soutenu le projet de Civaux. Ou créer les fâcheux, pour soulager les comptes d'EDF et... plaire aux écologistes ? Le fait même qu'EDF laisse la question ouverte et chiffrer le coût de la poursuite du programme, sans chiffrer celui de l'abandon, montre assez où vont ses vœux.

VÉRONIQUE MAURIS.

### EN BREF

● **SANOFI et INTERAGRA en URSS.** — Sanofi (groupe Elf-Aquitaine) et Interagra (le groupe qu'avait créé Jean-Baptiste Doumeng) viennent de constituer, avec un partenaire soviétique, une société spécialisée dans la production de semences de tournesol. Sovfrance Hybrides. Créée avec l'aide du consortium CAIUS (Coopération agro-industrielle, une fois achevée, la nouvelle société bénéficiera du savoir-faire technologique en génie génétique de Sanofi (30 % du capital), et de l'expérience commerciale d'Interagra (10 %). Le reste du capital, de 70 millions de francs, sera déversé par l'Institut soviétique des cultures oléagineuses d'Ukraine. L'objectif est d'ensemencer 200 000 hectares de terres, pour la production de 500 000 tonnes de tournesol, destiné au marché intérieur soviétique.

● **Promouvende rachetée par ses salariés.** — La société Promouvende, de Villers-Bocage (Calvados) a été rachetée par ses salariés, dans le cadre d'une procédure RES (Reprise d'entreprise par les salariés). « Sur 1 030 souscripteurs potentiels, auxquels nous demandons une mise de 15 000 F, 889 ont choisi de devenir actionnaires », a déclaré M. Jean-Pierre Boizard, directeur de la société. Les salariés détiennent désormais 48 % des parts de la société, et 58 % des droits de vote. Promouvende, qui prévoit de réaliser en 1989 un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs, compte en outre deux partenaires financiers, le groupe Indosuez et l'Institut de développement des industries agro-alimentaires, et deux partenaires stratégiques, la coopérative Coop-Can et le groupe Optorg.

● **Grève des dockers britanniques à partir du 10 juillet.** — Les dockers britanniques ont voté à une très forte majorité en faveur d'une grève illimitée à compter du lundi 10 juillet, à-t-on appris le 7 juillet de sources proches des syndicats. Les 5 400 dockers protestent contre l'annulation par le gouvernement d'un statut qui, depuis 1947, leur garantissait l'emploi à vie. Plusieurs des principaux ports britanniques sur la quarantaine dans lequel le monopole d'embauche était en vigueur, tels Liverpool et Southampton, devaient être paralysés par le mouvement. — (Reuters, AFP.)

● **Pêche : accord franco-espagnol dans le golfe de Gascogne.** — Un accord a été signé, le 7 juillet, entre professionnels de la pêche français et espagnols instituant un « code de bonne conduite » dans le golfe de Gascogne. Depuis de nombreuses années, en effet, et surtout depuis que l'Espagne (qui a une flotte de pêche très puissante) est entrée dans la CEE, des conflits, parfois graves éclataient périodiquement entre pêcheurs des deux pays qui travaillaient dans la même zone. Les Espagnols pratiquent le métier de la paillasse (c'est-à-dire avec de longues lignes tendues sur 20 à 30 kilomètres), les Français opérant surtout avec des chalutiers ou en posant des filets. L'accord vise à améliorer la communication entre les navires par la constitution d'un lexique et la mise au point d'une réservation de fréquences radio, à assurer une meilleure signalisation des différents navires et de leurs appareils de pêche, et à organiser de nouvelles règles de navigation.

## Nouvelles mesures de refroidissement de l'économie en Espagne

Malgré deux plans de refroidissement depuis le début de l'année les dirigeants de Madrid s'inquiètent toujours de la surchauffe de l'économie. Estimant que le rythme actuel de croissance en Espagne est toujours voisin de 6 %, et surtout que la demande intérieure progresse de 7 % par an, le ministre des finances M. Carlos Solchaga a annoncé, le vendredi 7 juillet, un ensemble de mesures restrictives en matière monétaire et fiscale. Elles devraient permettre de diminuer 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs environ) hors du circuit bancaire et d'épargne.

Tout d'abord, le prélèvement à la source sur les dividendes boursiers et sur les intérêts des titres du Trésor est relevé de 20 % à 25 %. De plus, le gouvernement espagnol met fin à la pratique des banques visant

à encourager leurs clients à transférer leurs dépôts sur les comptes de l'un de leurs partenaires, afin que ces dépôts échappent à l'impôt et que les banques puissent calculer le montant de leurs réserves obligatoires sur une base d'actifs réduite. Parallèlement, le niveau des réserves obligatoires auprès de la banque centrale est relevé de 18 % à 19 %. M. Solchaga a également décidé de mettre fin à l'existence de certains produits d'assurance-vie que les Espagnols déclaraient comme de simples dépôts à vue, échappant ainsi à l'impôt.

Quelques jours avant l'annonce du plan de M. Solchaga, la Banque d'Espagne avait annoncé le relèvement de près d'un point du taux d'intérêt interbancaire, qui s'établissait désormais à 14,5 %.

### REPÈRES

#### Commerce extérieur

**Signature d'une convention pour l'exportation en RFA**

Dans le cadre du plan pour l'exportation adopté en début d'année par le premier ministre, une convention pour l'exportation en RFA a été signée le jeudi 6 juillet par le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, et les présidents de la COFACE, du Centre français du commerce extérieur (CFCE), les responsables des services commerciaux en région et à l'étranger et des organismes professionnels tels que le CNPF et la chambre de commerce et d'industrie de Paris. La RFA est, avec l'Espagne et le Royaume-Uni, un pays test de l'application du plan export, qui vise à promouvoir une meilleure coordination des organismes participant à l'accompagnement à l'exportation et à l'implantation des entreprises à l'étranger.

#### Chômage

**Hausse marginale aux Etats-Unis...**

Le chômage a très modestement augmenté en juin pour toucher 5,3 %

de la population active américaine en juin contre 5,2 % en mai, annonce, vendredi 7 juillet, le département du travail. Cette quasi-stabilisation, attendue par les analystes, recouvre un tassement du nombre des créations d'emplois qui étaient 180 000 contre 207 000 en mai.

La lente remontée du chômage qui était retombé à 5 % en mars dernier — son plus bas niveau depuis quinze ans — tend à confirmer le ralentissement de la conjoncture américaine et plaide en faveur de ceux qui attendent de la Réserve fédérale un assouplissement de sa politique de crédit pour éviter une chute trop rapide de la croissance.

#### ...diminution sensible au Canada

Le taux de chômage a nettement diminué au Canada au mois de juin, tombant à son plus bas niveau depuis le mois d'août 1981, avec 7,3 % de la population active en données corrigées des variations saisonnières. Cette importante diminution mensuelle (la taux de chômage atteignait 7,7 % en mai) a permis au nombre de demandeurs d'emploi de descendre sous la barre d'un million, s'établissant à 987 000. Dans l'Ontario, la province dont l'activité est la plus soutenue, le taux de chômage est tombé à 4,7 % en juin, alors qu'il atteignait 5,3 % au Québec.

(Publicité)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

#### LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

#### LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel. Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiriotra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar, ou être adressé directement aux soumissionnaires qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis soit auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1<sup>er</sup> AOUT 1989 A 12 H

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Havas Média Régions, filiale à 100 % d'Havas SA et Mai pic, groupe britannique diversifié coté à la Bourse de Londres, ont décidé de réunir dans Avenir Média Régions, l'ensemble de leurs activités médias, non seulement en France et Grande-Bretagne, mais aussi sur un ensemble de pays couvrant l'Europe, les USA et l'Extrême-Orient.

Rappelons que ce rapprochement a été précédé, il y a un an, par la constitution d'Europost, société commune créée par Avenir et Mills and Allen Ltd, filiale de Mai pic spécialisée dans l'affichage. A l'occasion de la création d'Europost, société destinée à développer l'activité d'affichage sur les marchés européens, Avenir et Mills and Allen avaient procédé à un échange d'actions à hauteur de 21 % de leur capital respectif.

Le nouvel accord, conclu entre Havas Média Régions et Mai pic donne naissance au premier groupe européen d'affichage de journaux gratuits et de régies de presse. Le nouveau groupe emploiera 7 000 collaborateurs permanents et représentants, dans sa nouvelle configuration, un CA de l'ordre de 6 milliards de francs et un résultat après impôt d'environ 250 MF pour 1989.

Cet accord prévoit que :

— Havas Média Régions apporte à Avenir les participations qu'elle détient dans Havas Régions (première société française de régies de presse quotidienne régionale) et dans la Comareg (première société européenne de journaux gratuits), ainsi que son activité de presse hebdomadaire régionale.

Mai pic apporte à Avenir l'ensemble de sa branche médias United Communication, qui comporte : Mills and Allen Ltd (première société d'affichage au Royaume-Uni), David Allen (première société d'affichage en Irlande), Skyways (concessionnaire d'affichage d'aéroports britanniques), Pearl and Dean UK and Asia (édition de guides et publicités dans les transports en Angleterre et en Extrême-Orient) et 50 % d'Europost.

Avenir détient ainsi 100 % d'Europost, qui regroupe :

— 100 % de Bernarts, première société d'affichage en Belgique.

— 58 % d'Avenir Espagne, première société d'affichage en Espagne.

— 40 % d'Avenir Red, première société d'affichage au Portugal.

Europost est actuellement en train d'acquiescer 75 % du capital de la première société d'affichage italienne, la GIG.

A l'issue des apports effectués par Havas Média Régions et Mai pic, le capital du nouvel ensemble, qui prendra le nom d'Avenir-HMR et qui sera présidé par Philippe Santini, devrait être composé de 3 031 888 actions contre 1 333 333 actuelles.

Avenir-HMR procédera ensuite à une augmentation de capital en monnaie qui permettra d'accroître ses capacités financières et d'augmenter le nombre de titres répartis dans le public. A l'issue de cette opération financière, Havas, qui aura toujours conservé la majorité pendant toute la durée des opérations, détient environ 51 % du capital d'Avenir-HMR, Mai pic environ 36 %.

L'intention des deux principaux actionnaires de la société est de développer le marché du titre Avenir-HMR dans la perspective d'un transfert au marché à règlement mensuel dans les prochains mois.

Ces opérations n'entraîneront pas de dilution du résultat par action d'Avenir-HMR.

L'ensemble de ces opérations, qui a été approuvé par les conseils d'administration d'Havas Média Régions et d'Avenir, réunis sous la présidence de Philippe Santini, le 6 juillet 1989, reste soumise à l'approbation des actionnaires d'Avenir qui seront prochainement réunis en assemblée générale extraordinaire.

La banque Paribas conseille Avenir et Havas Média Régions, dans le montage et la réalisation de cette opération, Mai pic étant, de son côté, conseillé par Hambro Bank.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

« J'y vas t'y, j'y vas t'y pas », le mot qui l'on puise en dire est que la Bourse de Paris a, cette semaine, beaucoup hésité sur la conduite à prendre. Et que, après être constamment revenue sur ses décisions d'orientation, elle a réalisé un score à peu près nul.

Toutes les séances furent placées sous le signe de la plus grande incertitude. Le marché avait ainsi entamé les deux premières journées sur des bases légères pour les terminer sur des hausses tout aussi modestes ou presque, de 0,32 % lundi, 0,84 % mardi, mais à la toute dernière minute. Le lendemain, mercredi, il chutait trois fois de direction pour finalement clore l'effacement (-0,45 %). Jeudi, après s'être légèrement alourdi (-0,29 %), la Bourse, au contraire, reprit un peu de poil de la tête à la clôture (+0,17 %). Vendredi, pour la seule fois de la semaine, elle ne changea pas d'avis. Et après un glissement initial de 0,04 % à l'ouverture, les divers indices terminèrent leur course journalière sur un dérapage de 0,32 % pour revenir ainsi pratiquement à leur niveau du 30 juin.

Valse-hésitation ? C'est presque une euphémisme de le dire. Mais faut-il s'étonner de ce comportement cyclotomique ? Pas vraiment. Parce que toutes les grandes places financières internationales ont été ces derniers jours à l'affût des nouvelles en provenance des États-Unis. La situation, là-bas, devient en effet peu à peu préoccupante. Après sept ans de croissance ininterrompue, les différents experts s'y attendent-ils pas un atterrissage de l'économie en douceur ? Or à la lumière des chiffres, il apparaît que le contact a toutes les chances d'être assez rude. Pour tout dire, beaucoup redoutent maintenant une récession, ce qui ne ferait pas tellement l'affaire des autres pays industrialisés, tant il est vrai que l'économie américaine reste un des piliers de l'économie occidentale. A moins que la Fed (Federal Reserve Board), la banque centrale des États-Unis, ne se décide à baisser les taux d'intérêt pour éviter la récession.

Certains y croient. C'est le cas par exemple de M. Edmond Alphandery, député-corymbe en mission d'étude de l'autre côté de l'océan pour le compte de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Au reste, la réunion imprévue cette semaine des autorités monétaires américaines est apparue à bien des financiers américains comme d'une probable action de la Fed. Difficile toutefois de se faire une idée sur les décisions arrêtées par ces hauts fonctionnaires, rien de ce qui se dit ou se fait dans ce type de réunions n'étant rendu public avant six semaines.

En revanche, nombre d'experts ne croient pas à cette idée d'un abaissement immédiat du taux de l'argent.

## Valse-hésitation

M. John Mahin, directeur des études fiscales de l'American Enterprise Institute, ne dit peut-être pas le mot qui l'on puise en dire est que la Bourse de Paris a, cette semaine, beaucoup hésité sur la conduite à prendre. Et que, après être constamment revenue sur ses décisions d'orientation, elle a réalisé un score à peu près nul.

Son patron, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, semble, lui, vouloir exclure que la Réserve fédérale abaisse sa garde. Il s'est félicité du niveau atteint par le dollar et s'est dit persuadé que l'économie du pays s'orientait vers un « soft landing ». Cependant, qui pourra, surtout que les derniers chiffres sur l'emploi outre-Atlantique pour le mois de juin laissent planer un sérieux doute sur une évolution rassurante de la situation économique. Publiés vendredi au début d'après-midi, ces statistiques étaient attendues avec impatience, car elles sont importantes pour faire le point avec précision. La légère remontée du chômage (5,3 % contre 5,2 % en mai), avec 190 000 emplois créés au lieu des 220 000 attendus (contre 110 000), ne confère ni à l'industrie que l'économie américaine ne redécouvre plus vite que prévu.

L'attente boursière n'a dans ces conditions rien de surprenant. Il ne s'agit pas seulement d'un niveau d'indices. Témoin de la prudence générale, l'activité a été particulièrement faible, avec une moyenne journalière de transactions sur les valeurs françaises de 1,2 à 1,5 milliard de francs. Une baisse. Il est même étonnant qu'avec aussi peu d'affaires la Bourse n'ait pas franchement décroché. Elle l'avait déjà fait huit jours auparavant. Sur un plan technique, la consolidation était donc déjà en partie faite.

Mais il y a en outre une autre raison à cela. Les informations propres à soutenir le moral des troupes, à commencer par la bonne tenue de Wall Street, en dépit aussi d'une activité déclinante, ce qui constitue un phénomène plutôt encourageant. En outre, le « boom » des ventes de voitures en juin (+17,3 %) atteste de la bonne santé persistante de l'économie française. Et puis, selon l'INSEE, la demande dans l'industrie a été forte durant le deuxième trimestre, tandis que les prévisions d'investissement sont restées en hausse. Autant d'éléments positifs que le marché ne saurait ignorer. Autre point positif : la détente imprévue survenue vendredi soir sur le front des taux aux États-Unis.

Si nul n'est prêt à jouer sa prolongation, le fait est que, dans l'ensemble, les professionnels restent assez confiants.

## Semaine du 3 au 7 juillet

pour les mois à venir. Même si l'été menace d'être plutôt tiède rue Vivienne, la majorité d'entre eux estiment que la Bourse pourrait, avant la rentrée, franchir la barre des 500 points à l'indice CAC. Ce parcours n'est sans doute pas glorieux (+4,2 %). Mais cette avance tranquille, si elle se produisait, pourrait ultérieurement, assure-t-on, conduire vers une étape de hausse plus amusée. Les spécialistes de la société de Bourse Didier Philippe pensent, eux, qu'un plan technique « la majorité des valeurs françaises restent dans une configuration haussière ». De son côté, M. Rahmy Sam, directeur de DR Gestions, estime que « la France, l'Europe et la Suisse, constituent les marchés les plus attractifs en terme de DR (ou d'achat de reconversion) ». Le DR est, rappelons-le, un instrument de mesure boursière. C'est le petit frère aîné du FER (prime earning ratio) qu'il dépasse, en ce sens qu'il tient compte des bénéfices sur les douze mois à venir et des taux d'intérêt à long terme.

## « Gorbatchev peut payer »

Des événements de cette semaine, l'on retiendra d'abord l'insuccès « raté » d'Yves Saint Laurent : les 400 000 titres offerts à 253 F pièce ont été souscrits 260 fois. Un record sans précédent. Le 10 juillet au même prix, mais après réduction. Par ailleurs, des rumeurs ont aussi circulé sur une prise de contrôle étrangère chez Bouillat. Un communiqué de la firme assure que c'est impossible avec le montage en cascade du capital.

Les petits porteurs d'entreprises russes ont enfin défilé place de la Bourse en scandant : « Gorbatchev peut payer, Gorbatchev peut payer ». Les Britanniques ont bien été incantés, puisqu'ils ont payé 7 F 75 c pour les actions de quelques-uns des principaux fondateurs. Nos voisins d'outre-Manche avaient gué des actifs russes, qui étaient détenus par la banque d'affaires Barings Brothers. Ce sont ces avoirs (45 millions de livres), qui ont servi à rembourser « symboliquement » les petits porteurs anglais, tandis que les Soviétiques abandonnaient leur demande de dédommagement des pertes et dégâts dus à l'intervention britannique durant la guerre civile. Moscou n'a rien en à payer. Le cas de la France ne se présente hélas pas de la même façon.

L'on a enfin murmuré cette semaine que plusieurs sociétés de Bourse seraient au bord de la faillite. Rumeurs a priori converties en rumeurs en dépit de son bien. Mais l'annonce charge à l'ère l'auto-évaluation de poursuivre provisoirement son activité. Mais où sont donc passées les richesses chargées d'autant ? Quelque chose a bien changé au royaume de l'argent.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Plus 1,95 %

Quatre séances seulement cette semaine à New-York en raison du chômage observé le 4 juillet pour la célébration de la fête de l'Indépendance. Mais quatre heures épuisantes. Le marché américain, qui s'était sensiblement alourdi à la fin du mois de juin, s'est notablement raffermi. L'indice Dow Jones des industriels a repassé la barre des 2 450 points pour s'inscrire vendredi à 2 467,80 avec un gain de 47,90 points (+1,95 %). D'abord soutenu par les rumeurs d'OPA, la Bourse new-yorkaise a été stimulée à la veille du week-end par la détente enregistrée sur le front des taux d'intérêt. Le South-west Bank de Saint-Louis a donné le signal en abaissant son « prime rate » de 11 % à 10,50 %. Puis les taux du Federal Funds sont tombés en dessous de 9 %.

Les statistiques de l'emploi publiées vendredi, et qui sont loin d'être brillantes, pourraient, d'après les spécialistes, avoir convaincu les autorités monétaires de faire un geste pour éviter la récession.

	Cours 30 juin	Cours 7 juillet
Alcoa .....	64 1/8	64 5/8
AMT .....	35	35 3/4
Boeing .....	48	49 5/8
Chase Man. Bank .....	108 3/4	109 7/8
Du Pont de Nemours .....	46 7/8	47 3/4
Exxon .....	44 1/8	44 1/4
Ford .....	48 1/2	47 3/4
General Electric .....	51 5/8	51 1/4
General Motors .....	41 5/8	40 1/8
Goodyear .....	52 1/4	54 3/8
IBM .....	111 7/8	112 1/8
ITT .....	56 1/8	56 1/2
Mobil Oil .....	37 3/8	37 1/2
Pfizer .....	37 5/8	38
Schlumberger .....	29 3/4	29 3/8
Tenneco .....	30 1/2	30
UAI Corp. (ex-Alcoa) .....	139 1/2	140
Union Carbide .....	26 3/8	26 3/4
USX .....	34 1/2	35 1/8
Westinghouse .....	62	63 1/2
Xerox Corp .....	62 3/8	63 5/8

## LONDRES

Progrès

Malgré la maigreur des affaires, le marché britannique a notablement progressé cette semaine. A la veille du week-end, l'indice Footsie enregistrerait une avance de 1,76 %. La hausse continue du sterling et la forte activité régionale sur le front des OPA ont été des facteurs encourageants. C'est surtout l'offre inusitée de 800 millions de livres lancée par Boots sur Ward White (détailleur en chaussures, équipements de sécurité, bricolage), qui a secoué la Bourse somnolente.

Indice FT 100 du 7 juillet : 100 valeurs, 2 189,1 (contre 2 181,30 valeurs 1 816,6 (contre 1 784,5) ; mines d'or, 206 (contre 223,5) ; fonds d'Etat, 85,43 (contre 85,01).

	Cours 30 juin	Cours 7 juillet
Beecham .....	424	440
Bovater .....	491	499
BP .....	296	296
Charter .....	551	581
Comet .....	336	339
De Beers (S.A.) .....	16 1/2	15 1/4
Frax Gold (S.A.) .....	7 7/8	7 7/8
Glass .....	13,61	13,27/32
GUS .....	16	16
ICI .....	12,42	12,33/64
Routen .....	778	778
Shell .....	416	415
Unilever .....	588	588
Vickers .....	212	218
Warren .....	37,562	37,16/16

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Hausse

Une assez forte hausse des cours s'est produite ces derniers jours à Francfort. Mais, sur les prises de bénéfices, le marché n'a pas conservé l'impétuosité de ses gains. Les divers indices n'en ont pas moins grimpé de 1,4 % à 2,5 %.

Les investisseurs sembleraient de nouveau se montrer sensibles au dynamisme économique de la RFA.

Indice du 7 juillet : DAX : 1 510,63 (contre 1 473,72) ; Commerzbank : 1 854,1 (contre 1 825).

	Cours 30 juin	Cours 7 juillet
AEG .....	211	213
BAE .....	292,60	293,70
Bayer .....	293,50	293,50
Commerzbank .....	248	276,50
Deutschebank .....	690	626,00
Hoechst .....	296	293,10
Karstadt .....	557	590
Mannesmann .....	253,50	254,00
Siemens .....	570,00	585,00
Volkswagen .....	435	424,40

## TOKYO

Raffermissement

Comme la plupart des grandes places financières internationales, le Kabutocho s'est raffermi, mais avec très peu d'affaires. En moyenne, les divers indices ont monté de 2,3 %.

La baisse du dollar a poussé les grands fonds d'investissement à reprendre des positions.

Indice du 7 juillet : Nikkei, 33 703,97 (contre 32 948,69) ; Topix, 2 507,29 (contre 2 449,38).

	Cours 30 juin	Cours 7 juillet
Akai .....	760	774
Bridgestone .....	1 650	1 650
Cannon .....	1 790	1 850
Fuji Bank .....	3 400	3 390
Mitsubishi Bank .....	1 850	2 040
Mitsubishi Electric .....	2 330	2 330
Mitsubishi Heavy .....	1 170	1 220
Sony Corp. .....	7 650	8 000
Toyota Motors .....	2 590	2 630

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	7-7-89	Dif.
PME 10,6 % 1976 .....	101,50	+ 0,14
8,80 % 1977 .....	124,50	+ 1,25
10 % 1978 .....	102,30	+ 0,10
9,80 % 1978 .....	101,10	+ 0,28
9 % 1979 .....	100,20	+ 0,00
10,80 % 1979 .....	104,50	+ 0,20
16,20 % 1982 .....	103,30	+ 0,04
16 % 1982 .....	106,00	+ 0,14
15,75 % 1982 .....	101,12	+ 0,90
CNE 3 % .....	1790	+ 16
CNE 5,5 % 2000 F .....	101,10	+ 0,35
CNE 6,5 % 2000 F .....	102	+ 0,20
CNE 5,000 F .....	101,15	+ 0,15

## Valeurs diverses

	7-7-89	Dif.
Accor .....	725	+ 1
Admiral .....	2 499	+ 47
Bis .....	743	+ 3
Bis .....	225	+ 3
CGIP .....	1 545	+ 4
Club Méditerranée .....	632	+ 4
Enxior .....	3 175	+ 85
Europe 1 .....	5 740	+ 5
Group Citi .....	3 444	+ 94
Hachette (1) .....	391	+ 6,70
HAVAS .....	938	+ 3
L'Air liquide .....	684	+ 7
L'Oréal .....	4 052	+ 13
Navigation Maritime .....	1 021	+ 13
Nord-Est .....	1 853,50	+ 0,50
Saint-Gobain .....	634	+ 6
Sauv .....	189	+ 1
Stia Romain .....	1 201	+ 20

(1) Coupon de 3,30 F.

## Alimentation

	7-7-89	Dif.
Béghin-Sey .....	671	+ 5
Bonnam .....	2 960	+ 34
BSN .....	696	+ 34
Carrefour .....	3 213	+ 144
Cedimo .....	295,90	+ 2,10
Eurocristal .....	2 780	+ 9
Guyonnet et Gasc .....	583	+ 22
Mott-Hennessy .....	4 040	+ 113
Nestlé .....	31 260	+ 410
Océid (Gis) .....	382	+ 5
Orléans-Cabot .....	485	+ 15
Perrier-Richard .....	1 350	+ 42
Prunod .....	3 100	+ 10
Reliance (1) .....	1 310	+ 20
Sauv .....	1 547	+ 25

(1) Coupon de 20 F.

## Métallurgie

	7-7-89	Dif.
Alpi .....	366	+ 4,90
Ar. Dussan-B (2) .....	699	+ 3
De Dietrich .....	1 336	+ 3
FACOM .....	1 285	+ 1
Fives IL .....	464	+ 33,90
Marine-Wagon .....	4 500	+ 1,50
Penard .....	421,10	+ 14,50
Pouget SA (3) .....	1 706	+ 21
Sagem (1) .....	1 444	+ 13
Saint-Gobain (4) .....	252	+ 3,10
Straf .....	1 135	+ 27
Valco .....	770	+ 48
Valloire .....	427,50	+ 2,50

(1) Coupon de 25 F.

(2) Coupon de 5 F.

(3) Coupon de 25 F.

(4) Coupon de 6 F.

## Pétroles

	7-7-89	Dif.
BP-France .....	132	+ 2
Elf-Aquitaine (1) .....	527	+ 7
Esso .....	517	+ 32
Raxon .....	650	+ 8
Petrolis .....	2 810	+ 45
Primagaz .....	258	+ 5
Raffinage .....	163,1	+ 6,40
Royal Dutch .....	415	inch.
Sogehap .....	396	+ 6
Total .....	595	+ 7

(1) Coupon de 20 F.

## Filatures, textiles, magasins

	7-7-89	Dif.
Agache (Fin) .....	1 448	+ 78
BHV (1) .....	297	+ 15
CEAO (2) .....	538	+ 1,64
Danar .....	3 690	+ 125
DMC .....	542	+ 17
Galeria Lafayette .....	1 735	+ 33
La Redoute .....	5 290	+ 30
Michelin .....	181,20	+ 5,30
Printemps .....	696	+ 4
SCOA .....	76	+ 3

(1) Coupon de 13 F.

(2) Valeur dérivée.

## Mines, caoutchouc

	7-7-89	Dif.
Géophysique .....	816	+ 36
Imetal (2) .....	345	+ 3
Michelin .....	181,20	+ 5,30
Métallurgie (1) .....	211	+ 2
RTZ .....	51,50	+ 1,20
ZCC .....	3,16	+ 0,02

(2) Coupon de 6 F.

(3) Droit 7 F.

## Banques, assurances

	7-7-89	Dif.
Bail Equipement .....	318	+ 2
Banque (Cie) .....	353	+ 159
Cedest .....	408	+ 7
CFP .....	838	+ 9
CFI .....	833	+ 15
Chapman SA .....	1 190	inch.
Eurofinance .....	1 602	+ 10
HEA (La) .....	562	+ 6
Novel .....	470,10	+ 2,40
Locidun .....	803	+ 53
Midi .....	1 238	+ 36
Midland Bank .....	195	+ 10,50
O.F.P. .....	1 400	+ 20
Paribas .....	433	+ 8
Prêtat .....	1 895	+ 60
Schneider .....	775	+ 15
Société générale .....	494	+ 1
Suez (Cie Fin) .....	1 38,50	+ 2,50
UBI .....	276,10	+ 5,50
Paribas .....	502	+ 10

(1) Coupon de 6 F.

(2) Coupon de 3 F.

## Bâtiment, travaux publics

	7-7-89	Dif.
Axell d'entr. (2) .....	1 800	+ 14
Bouygues .....	706	+ 28
Ciments Français .....	1 465	+ 9
Dunant (1) .....	976	+ 26
GTM (2) .....	428	+ 33
J. Leclerc .....	1 261	+ 14
Lafarge .....	1 615	+ 10
Maison Phénix .....	97,70	+ 0,10
Pellet et Chomont .....	740	+ 36
SCB .....	962	+ 8
SGE-SB .....	248	+ 5

(2) Coupon de 30 F.

(3) Coupon de 17 F.

(4) Coupon de 20 F.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 juillet 1989

Nombre de contrats : 49 396

COURS	ÉCHEANCES		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Fremier .....	-	-	-
+ last .....	-	108	107,76
+ last .....	-	107,74	107,58
+ last .....	-	107,56	107,72
Compensation .....	-	107,94	107,72

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	3 juillet	4 juillet	5 juillet	6 juillet	7 juillet
RM .....	1 264 804	1 298 230	1 514 098	1 408 605	-
Comptant .....	12 544 599	9 738 025	8 443 051	7 106 779	-
R. et obl. ....	176 554	342 321	575 119	188 462	-
Actions .....					
Total .....	13 985 957	11 378 596	10 532 268	8 703 846	-



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Confiance dans le franc

Les partisans du marché obligataire du franc français ont de quoi pavoiser. Les émissions nouvelles s'y succèdent à un rythme soutenu alors que le marché national a été soumis à des tensions si fortes qu'il a fallu ajourner tous les nouveaux projets d'emprunts de débiteurs français, hormis l'adjudication mensuelle de fonds d'Etat. Le tableau modeste des euro-emprunts a certes facilité la poursuite de l'activité primaire dans ce compartiment. Mais l'explication la plus fréquemment avancée tient à l'attitude des investisseurs internationaux à qui sont principalement destinées les euro-obligations. A l'étranger, on se montre en effet généralement plus confiant qu'en France dans l'évolution de la monnaie française et des taux d'intérêt. L'exemple de la dernière eurotransaction est particulièrement éloquent à cet égard.

Il s'agit d'un emprunt de 500 millions de francs pour le compte d'une des grandes banques allemandes, la Dresdner Bank. D'une durée de cinq ans, émises à 101,50 % du pair, les obligations sont rémunérées au taux de 9 % l'an. Au pied des commissions (de 1,875 % au total), leur rendement se monte à 9,10 %. Cela correspond au lancement de l'opération, mercredi 5 juillet, à quelque 35 centimes de plus que le rapport de fonds d'Etat français, la référence étant, pour l'occasion, les obligations assimilables du Trésor 9,90 % de 1994. La marge était suffisante pour surmonter toutes les appréhensions ou les réserves qui se manifestent depuis quelques mois à chaque apparition d'une signature bancaire sur l'euromarché. Placée sous la direction de la Banque nationale de Paris, l'opération est une des réussites de la semaine sur le marché international des capitaux. Ajoutons que la banque allemande ne conserve pas en francs les fonds obtenus; par le truchement de la BNP, elle les a échangés contre des dollars à taux variable à un coût inférieur de 15 à 20 centimes au Libor.

La place financière suisse est en train de retrouver une partie de son attrait sur le plan international. Cette évolution apparaît aux yeux

de tous depuis les élections européennes d'il y a trois semaines. Le peu d'enthousiasme communautaire qu'elles ont suscité a certainement renforcé dans l'esprit du public la position d'un pays neutre qui ne fait pas partie du Marché commun. Mais, pour leur part, les grands emprunteurs n'ont pas attendu le 18 juin pour comprendre que le marché helvétique des capitaux rouvrirait timidement ses portes. Voyant se réaliser ce que M. Markus Luser, le gouverneur de la Banque centrale de Suisse, avait annoncé au début de l'année dans ces colonnes : « Nous maintiendrons la stabilité de la monnaie et nous la défendrons », voir le Monde daté 22-23 janvier, certains d'entre eux ont recommencé à lever des fonds en francs suisses. Leur décision a été facilitée par la façon dont la devise

helvétique s'est relevée d'une dévaluation très grave.

Mais la situation du marché suisse demeure encore très fragile. Le loyer de l'argent est élevé, dépassant encore les 7 %, un niveau bien supérieur à la rémunération des obligations à long terme qui se situe entre 5,65 % et 5,75 % pour des échéances allant de dix à quinze ans pour les meilleurs crédits. Aussi n'est-il pas surprenant que certains emprunteurs, le royaume de Belgique, la Kontrollbank autrichienne ou la Banque africaine de développement — se soient procurés de façon détournée les francs suisses qu'ils recherchaient. Tous les trois ont échangé contre des francs le produit d'emprunts obligataires émis par eux en d'autres devises ou unités de compte (ECU, dollars canadiens et pesetas espagnoles respectivement).

### Vague d'emprunteurs français en Suisse

Pour s'adresser directement au marché suisse et y offrir avec quelques chances de succès des obligations à taux fixe de type classique, il faut non seulement que les signatures soient de la meilleure qualité possible mais également qu'elles soient reconnues comme telles par l'ensemble des investisseurs. En outre de telles conditions, c'est pourquoi que tracer à grande traite le profil des établissements publics français auquel l'Etat accorde sa garantie lorsqu'ils empruntent à l'étranger. Trois d'entre eux, la Caisse nationale des autoroutes, la Banque française du commerce extérieur et la Caisse nationale des télécommunications, n'ont d'ailleurs pas hésité à faire valoir leur prestige sur le marché suisse. Ils se sont présentés coup sur coup, pour un montant total de 450 millions de francs suisses. Le premier, la CNA, a reçu un fort bon accueil sur la base d'un taux d'intérêt facial de 6 % sur dix ans. Les deux autres ont offert des conditions beaucoup plus exigeantes, ne proposant qu'une rémunération faciale de 5,75 % pendant dix ans, à des prix d'émission élevés, de 101,75 % pour la BFCB et de 102 % pour la CNT. Ces transactions, dirigées par la Cré-

dit suisse et l'Union de banques suisses respectivement, ont été certes bien acceptées mais elle ont été plus lentes à trouver preneurs que la CNA.

Une quatrième opération française vient de voir le jour en Suisse, mais dans un autre compartiment, celui des obligations à bons de souscription d'actions. Remy et Associés offre en effet pour 110 millions de francs suisses de titres à sept ans qui rapportent 4,5 % l'an et sont munis de warrants. Ces warrants permettront ces cinq prochaines années d'acheter des actions de Pipper Heidsieck, une société dont Remy a pris le contrôle l'an passé et dont il entend répartir dans le public environ 30 % du capital. Les investisseurs ont répondu de façon tout à fait positive à la proposition qui leur est faite car elle représente une des rares possibilités d'acquiescer des actions d'un producteur de champagne dont les titres sont cotés en Bourse. Le prix d'exercice a été fixé à 2 500 francs français, soit à environ 19 % au-dessus du cours de l'action. L'émission est dirigée par la Société de banque suisse.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Vif repli du dollar

Que se passe-t-il sur les marchés de changes où mille inquiétudes s'est véritablement perceptible sur telle ou telle devise? Simple à dire : ce sont les niveaux des taux d'intérêt, c'est-à-dire les rémunérations offertes aux placements effectués dans ces devises, qui font la différence.

Ainsi, cette semaine, la rumeur, la perspective, la possibilité, au choix, d'une diminution des taux d'intérêt américains à la faveur d'un ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis, ont-elles déprimé un dollar qui soutenait auparavant un loyer de l'argent élevé et rémunérateur. Des ventes d'obligations et de bons du Trésor en provenance d'investisseurs étrangers ont entraîné des offres de dollars, fruits de ces ventes et, donc pesé, sur les cours du billet vert.

Le résultat a été un vif repli de la devise américaine, de près de 4 %, avec un retour sous la barre des 1,90 DM, des 140 yens et des 6,40 F, donnant ainsi la preuve que le dollar devient une bonne partie de ses progrès du premier trimestre à l'arrière de taux d'intérêt élevés.

Pendant toute la semaine, au surplus, les meilleurs financiers internationaux ont attendu la publication des chiffres du chômage aux Etats-Unis. Les prévisions portaient sur un taux de chômage inchangé (5,2 % de la population active) et sur 200 000 à 220 000 créations d'emplois. Si les données statistiques de juin étaient supérieures pour le taux et inférieures pour les créations, la Réserve fédérale serait disposée à assouplir sa politique. Dans le cas contraire, elle n'en ferait rien, par peur de l'inflation. Or le résultat fut mitigé et difficile à interpréter. Certes, le taux de chômage est passé, en juin, de 5,2 à 5,3 % et les créations d'emplois sont revenues de 220 000 à 180 000. Mais le département du travail américain a révisé de 101 000 à 207 000 les créations

en mai. Les analystes, toutefois, estiment que, globalement, l'expansion se ralentit aux Etats-Unis, nonobstant cette révision pour mai.

En conséquence, vendredi après-midi, après une hausse à 1,8910 DM lors de l'annonce des chiffres, le dollar a reculé à 1,8730 DM pour, finalement, s'établir un peu au-dessous de 1,88 DM et un peu en-dessous de 6,40 F. Les marchés ont été extrêmement nerveux, les opérateurs étant enclins à vendre le dollar, mais se rachetant précipitamment par peur d'un blocage aux niveaux atteints en fin de semaine.

Ailleurs, on a noté une nouvelle baisse de la livre sterling qui revient, doucement, au niveau des 3 DM, après avoir touché 3,28 DM et, à Paris, retombé au-dessous de 10,30 F.

Le franc français s'est fort bien comporté au sein du système monétaire européen, face à un mark en pleine remontée par rapport au dollar et dont le cours, à Paris, a pourtant fléchi de 3,3950 à 3,3915 F. Cette fermeté a permis à M. Pierre Bédégoy de se féliciter, à bon droit, de la tenue de notre monnaie.

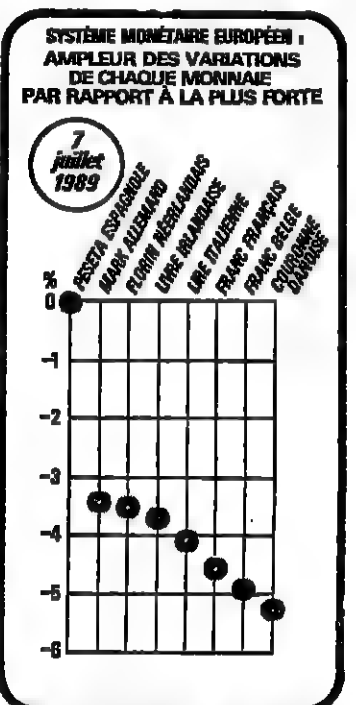
### La fuite des capitaux a cessé en RFA

En mai 1989, la balance des capitaux à long terme en Allemagne fédérale a défilé un très léger excédent de 68 millions de marks, après un déficit de 1,32 milliard de mark en avril. Ainsi s'annonce un retour à l'équilibre de cette balance, après des sorties massives de capitaux depuis dix-huit mois, 83,6 milliards de marks (285 milliards de francs) en 1988 et encore 34,7 milliards de marks (110 milliards de francs) pour les quatre premiers mois de 1989. Ces sorties avaient été provoquées par l'annonce de l'instauration d'une retenue à la source de 10 %

sur les revenus des placements financiers (hors les actions) à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1989. En Allemagne, on le sait, ces revenus sont, théoriquement, soumis à l'impôt sur le revenu mais comme la déclaration en est volontaire et que les établissements payeurs refusent de communiquer les noms des bénéficiaires, ainsi qu'ils le font en France, les trois quarts des Allemands ne déclarent pas leurs revenus financiers. C'est pourquoi, dès la fin de 1987, dans la perspective de la nouvelle retenue à la source, bon nombre d'entre eux avaient expédié leurs capitaux dans les paradis fiscaux, en Suisse certes, mais surtout au Luxembourg qui avait reçu, par ailleurs, 30 milliards de marks en janvier 1989. Certains outre-Rhin, tel Grillo, qui se précipitait dans l'eau pour échapper à l'orage, allaient même jusqu'à conserver leur épargne en billets, phénomène de nature à gonfler indûment la masse monétaire et, donc, à inquiéter la Bundesbank.

L'annonce, le 27 avril dernier, par le nouveau ministre des finances allemand, M. Theo Waigel, de la suppression de la retenue à la source a, semble-t-il, contribué à freiner l'exode des capitaux, en liaison avec la remontée du mark à partir de la fin avril 1989.

F. R.



Pour la première fois depuis son entrée dans le SME le 19 juin, la peseta espagnole est intégrée à notre tableau d'évolution des devises dans le SME. Sa position de monnaie la plus forte s'explique par la dévaluation importante dont elle faisait l'objet avant sa participation au SME, et qui n'a pas décliné depuis.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	DM	Franc	Yen	D. mark	Franc belge	Floris	Lira italienne
New-York...	1,6325	15,6645	61,6983	33,8936	2,5381	47,0889	6,97315	
Paris...	1,6330	15,1833	59,8265	33,8936	2,4481	45,0666	6,97315	
Bruxelles...	16,2769	6,3888	39,487	33,8936	16,3132	30,726	6,97315	
Frankfurt...	16,2831	6,4225	39,614	33,8936	16,3893	30,726	6,97315	
Zurich...	2,5371	1,6218	24,3762	—	86,0631	4,1142	76,3182	1,1885
Stockholm...	2,5398	1,6755	24,2436	—	85,7179	4,0918	76,0810	1,1885
Amsterdam...	3,8579	1,8835	28,4835	116,19	—	4,7084	86,0776	1,3776
Bruxelles...	3,8383	1,9588	28,4689	116,66	—	4,7735	86,7573	1,3830
Bruxelles...	63,4486	48,35	3,1678	34,389	28,3987	—	78,5935	2,0972
Australie...	3,2483	2,1220	33,2582	131,83	112,76	5,3988	—	1,5838
Indonésie...	3,4119	2,1270	33,1887	131,43	112,66	5,3782	—	1,5832
Indonésie...	22,932	19,567	212,35	843,36	725,78	34,0854	643,78	—
Indonésie...	20,9973	18,610	212,35	843,36	723,88	34,5165	643,78	—
Indonésie...	22,548	19,567	212,35	843,36	725,78	34,0854	643,78	—
Indonésie...	22,548	19,567	212,35	843,36	725,78	34,0854	643,78	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 juillet, 4,5792 F contre 4,6143 F le vendredi 30 juin.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Un petit vent de détente

Tandis qu'aux Etats-Unis les espoirs d'une baisse des taux continuent à agiter les meilleurs financiers, les pessimismes qui s'étaient emparés de l'Europe après le relèvement général des taux déclenché par la Banque fédérale d'Allemagne s'est sensiblement atténué, que ce soit à Francfort ou à Paris.

A New-York, la publication des chiffres du chômage pour le mois de juin a finalement conduit les opérateurs à penser que ces chiffres étaient favorables à une diminution du loyer de l'argent outre-Atlantique (voir en rubrique « Devises et or ») et conclu qu'un « assouplissement en douceur » de l'économie était en cours. En conséquence, les rendements des obligations et bons du Trésor ont fléchi, celui de l'emprunt à trente ans, qui s'était élevé à 8,13 %, revenait à 8,08 %, ce qui est tout de même assez bas : il était remonté à 8,30 % il y a trois semaines, sur la crainte d'une reprise de l'inflation.

Mercredi et jeudi, le comité de l'Open Market de la Réserve fédérale s'est réuni pour fixer la politique de la Banque centrale en matière de taux d'intérêt. Beaucoup pensent qu'un assouplissement pourrait être décidé, qui se traduirait dans un premier stade par une diminution du loyer de l'argent entre banque (Federal Funds). Ce dernier est déjà revenu au-dessous de 9,5 %, la Réserve fédérale étant abstenue de « pomper » des liquidités pour assécher le marché, comme elle le faisait précédemment. Ensuite viendrait l'abaissement du taux d'escompte fédéral, porté de

6,50 à 7 % en février dernier. Mais les dirigeants de l'institut d'émission consentiront-ils à baisser leur garde sans être totalement sûrs que l'inflation est sous contrôle aux Etats-Unis ? Tout le problème est là.

En tout cas, un petit établissement américain, la Southwest Bank of Saint-Louis a annoncé, en fin de semaine, qu'elle ramènerait son taux de base de 11 % à 10,50 %. Aucune grande banque n'a suivi mais on rappelle que le 2 juin dernier, la Southwest avait pris l'initiative d'abaisser son taux de base de 11,5 % à 11 % et que, trois jours après, toutes les grandes banques avaient suivi.

En Europe, où on se le rappelle, la Banque fédérale d'Allemagne, la semaine dernière, avait doucement relevé les marchés financiers en relevant d'un demi-point ses taux directeurs, forçant la Banque de France et la plupart des banques centrales européennes à l'imiter. En RFA, les rendements des marchés obligataires ont fléchi. A Paris, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, dont on pensait qu'elle serait très « mauvaise » a donné, au contraire, le signal d'une nette amélioration du climat.

Alors que, sur la lancée de la semaine précédente, les opérateurs prévoyaient une hausse des rendements, c'est une baisse qui a été enregistrée. Le Trésor a recueilli 8,7 milliards de francs dont 3,77 milliards pour la ligne à dix ans, avec un rendement de 8,70 % contre 8,85 % le mois dernier. La

ligne à trente ans a été servie à concurrence de 2,93 milliards de francs, son rendement revenant à 8,91 % contre 9,14 % en mai.

Selon les opérateurs, les étrangers, très nombreux à être présents, ont profité d'une certaine réserve de la part des Français et ont pu ainsi souscrire à des taux intéressants. En fin de semaine, les cours au marché gris, de cette émission étaient très soutenus, en raison de la baisse du loyer de l'argent au jour le jour.

Ajoutons un petit événement : le Trésor a procédé, jeudi, à la première adjudication d'OAT en ECU, après le lancement, en mai dernier, d'un emprunt de 1 milliard d'ECU. Prévue, en principe, pour l'automne, cette adjudication a été un succès. Avec un montant de 352 millions d'ECU (environ 2,5 milliards de francs), la moitié des soumissions est presque le double du contingent minimal fixé, le rendement revenant à 8,56 % contre 8,66 % en mai. Quant au loyer de l'argent au jour le jour, vendredi il était revenu à 8,75 %, alors que mercredi il dépassait 9,5 % au grand émoi du marché. Il semble que cette baisse ait été « reléguée », la Banque ayant, d'ordinaire, fourni des liquidités, ainsi que la Caisse des dépôts. Cette détente a stimulé le MATIF, où les cours de l'échéance septembre, tombés à 107,30 à la fin de la semaine dernière, ont rejoint 108 vendredi soir, soit l'équivalent d'un rendement de 8,50 % sur un emprunt d'Etat à dix ans.

FRANÇOIS RENARD.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### La renaissance de l'étain bolivien ?

Le bon du prix de l'étain sur le marché international pourrait transformer une nouvelle fois le paysage bolivien. Monoproducteur-mono-exportateur (60 % des devises), et deuxième producteur mondial du métal blanc, au début de la décennie, ce pays a abandonné pratiquement ce secteur de pointe, en novembre 1983, après l'effondrement des cours (2,5 dollars la livre fine). Ce krach fut d'autant plus dramatique pour la Bolivie que ses coûts de production étaient alors les plus élevés du monde (12 dollars la livre fine). Sarcasme, le ministre des mines déclarait alors aux mineurs : « Maintenez la grève aussi longtemps que vous le voudrez, lors de représenter un manque à gagner, c'est une économie pour l'Etat... »

Entre 1983 et 1986, la valeur de la production de COMIBOL, l'entreprise de l'Etat, tomba de 154 à 36 millions de dollars. Et pour la première fois pendant ce vingtième siècle, l'exportation de minerais devint moins de devises que celle du gaz. Il faut souligner que le régime néolibéral du président Victor Paz Estenssoro, au pouvoir depuis le 28 août 1985, avait, d'ores et déjà, planifié le démantèlement de la COMIBOL, déficitaire depuis des lustres. La crise d'octobre ne fit qu'accélérer la fermeture des principales mines et le licenciement des trois quarts des travailleurs. Siglo Veintiuno, l'entreprise légendaire qui fut à la source de la fortune de

Simon Patiño, ferma ses portes, comme le firent la plupart de ses concurrents. COMIBOL congédia vingt mille de ses vingt-sept mille mineurs, et déclara en « réorganisation » les mines les plus prospères, particulièrement celle de Huamuli.

La crise a touché également les mines privées (40 % à 50 % de la production nationale). La moyenne mine, employant neuf mille mineurs, devait renvoyer la moitié de son personnel. Rolando Jordan, un des plus hauts représentants de ce secteur, estime que la croissance de la production enregistrée en 1988 — 22 % — ne doit pas faire illusion car il est difficile de maintenir ce rythme d'expansion alors que le secteur public ne fait pratiquement aucun investissement pour améliorer la technologie employée. Il remarque que « l'Etat a baissé les bras », favorisant ainsi « el juque », c'est-à-dire l'exploitation clandestine du minerai, qui représente maintenant 40 % de la production.

Pour sa part, Noel Vasquez, gérant de COMIBOL, croit que, « à partir d'un sérieux effort technologique dans la principale mine d'étain — Huamuli — et d'autres gisements comme ceux de San-José et Uniflaco, l'extraction de l'or blanc peut facilement entrer en compétition avec celle des gisements de type alluvionnaire découverts au Brésil », le nouveau-venu parmi les « grands » de l'étain.

« Si le gouvernement fait un examen de conscience, il devra bien constater qu'il se doit de réintégrer les vingt et un mille travailleurs congédiés », remarque Simon Reyes, leader mineur vétéran et secrétaire général de la centrale ouvrière. La hausse du cours doit permettre de

rouvrir les mines déclarées en lock-out en 1986, d'autant plus que COMIBOL compte encore sur un bon potentiel d'infrastructure.

Depuis 1986, la plupart des trente mille mineurs licenciés, qui devaient être « réemployés », c'est-à-dire recouverts, ont grossi le nombre des chômeurs, et provoqué de grandes manifestations de protestation dans la capitale, La Paz. D'autres ont émigré vers les terres chaudes des Yungas et du Chapare où les colons cultivent illégalement la coca. Enfin, une minorité a formé des coopératives qui exploitent l'étain avec des instruments de l'âge de pierre.

Renforcer COMIBOL — dont la production en dix ans est tombée de 20 000 tonnes à 2 000 tonnes — exige un investissement de plus de 100 millions de dollars. La Bolivie vient d'obtenir un crédit de 35 millions de dollars d'une ligne de la Banque mondiale, l'ALIF. Il s'agit d'un prêt, sans intérêt, à rembourser en quarante ans après dix ans de grâce, mais qui ne représente que le tiers de la somme nécessaire au redressement de l'entreprise publique.

La quote-part attribuée à la Bolivie en 1989 par les pays producteurs d'étain est montée à 15 000 tonnes fines. L'année dernière, le pays n'est pas parvenu à satisfaire son assignation car l'effort du gouvernement et des particuliers a été dirigé, en priorité, vers la production aurifère, qui a pris la tête des exportations minières, en 1988. Une hausse soutenue des cours de l'étain permettrait de ressusciter le secteur qui fut, depuis le début du siècle, le moteur de l'économie bolivienne ?

NICOLE BONNET.

PRODUITS	COURS DU 7-7
Café (Arabica) (Londres) Trois mois	1 464 (- 123) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 768 (- 14) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	11 059 (- 839) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	2 795 (- 85) Francs/tonne
Café (Londres) Juillet	814 (- 286) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	1 223 (+ 13) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Juillet	484 (+ 7) Cents/bushels
Matière (Chicago) Juillet	274 (+ 8) Cents/bushels
Soja (Chicago) Juillet	224,68 (+ 9) Dollars/c. course

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.

GEREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MONDIE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Argentine : les combats et les échecs de M. Alfonsín. 4 Un entretien avec le président du Mexique. 5 URSS : l'évolution du pouvoir sur la question arménienne. - Le sommet des pays de l'Est à Bucarest.	6 Les débats au sein du Parti socialiste. - « Livres politiques », par André Laurens.	9 La tempête dans le Sud-Ouest. - Sports : le Tour de France cycliste ; les Internationaux de Wimbledon. 10 L'arrêt sida à la cour d'appel de Paris. - La déclaration de M. Joxe sur la prévention de la délinquance.	12 Cinéma : le premier film de fiction en Omnimax à la Gédé ; le 17 <sup>e</sup> Festival de La Rochelle. - Rock : The Cure à Bercy. 7-8 Bicentenaire : un entretien avec l'historien Maurice Agulhon. 14 Communication.	15 Mesures de refroidissement en Espagne. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 10 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés ..... 14 Radio-Télévision ..... 14 Spectacles ..... 13	Les corrigés du bac 3615 taping LMBAC  Les grandes écoles 3615 taping LEMONDE

## Les aléas du Bicentenaire

## Préavis de grève à la RATP pour le 14 juillet

La CGT a annoncé, le 7 juillet, le dépôt d'un préavis de grève de deux heures en fin de service pour le 14 juillet, à la RATP. Elle entend ainsi protester contre des « moyens complètement inadéquats » alors que dix millions de voyageurs supplémentaires sont attendus ce jour-là et que cinq lignes de métro seront ouvertes toute la nuit. La direction de la RATP, qui confirme ce préavis, estime que cette grève ne devrait pas donner lieu à des perturbations.

Elle précise que les lignes de métro qui seront ouvertes la nuit du 14 au 15 juillet avec des agents volontaires sont les suivantes : lignes n° 1 (Vincennes-Neuilly), n° 2 (Nation-Dauphine par Barbès), n° 6 (Nation-Etoile par Denfert-Rochereau), n° 9 (Pont-de-Sèvres-Montreuil) et n° 12 (Mairie-d'Issy-Porte de la Chapelle).

Les mêmes modalités sont prévues pour le RER. La ligne A sera ouverte de Reuil à Torcy et jusqu'à La Varenne dans la direction Boissy-Saint-Léger. La ligne B sera ouverte entre Châtelet et Mairie-Palaiseau.

Pas de courrier le 15 juillet  
Protestations de la presse

Le gouvernement ayant décidé de donner congé aux agents de la fonction publique le samedi 15 juillet, la direction de la Poste a fait savoir qu'il n'y aurait pas de distribution de courrier et que ses guichets seraient fermés ce jour-là. Seul un « service des dimanches » sera assuré : les boîtes aux lettres seront relevées tandis que des équipes réduites de tri travailleront. Les Français resteront donc trois jours sans courrier : le vendredi 14, jour férié, le samedi 15 et évidemment le dimanche 16.

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) a, en conséquence, demandé, le 7 juillet, au premier ministre, « de faire assurer, au profit de la presse, l'organisation d'un service minimum de distribution postale le 15 juillet ». Dans une lettre à M. Michel Rocard, le SPQR exprime « sa vive émotion » et estime que « si elle ne bénéficie pas de dérogation pour la distribution de la presse, celle-ci subirait un préjudice très important, directement lié à une décision administrative, et surtout, de ce fait, droit à indemnisation de la part de l'Etat ». A Matignon, on se déclarait « sensible au problème soulevé » et on ajoutait que la question était à l'étude.

## Avant le sommet de Paris

## Le Mexique et les banques seraient sur le point de signer un accord

Engagées depuis le mois d'avril, les négociations entre le Mexique et les banques créancières portant sur l'allègement d'une fraction de la dette mexicaine semblaient, finalement, sur le point d'aboutir, vendredi 7 juillet. La volonté politique de parvenir à un accord avec le pays-test d'application du « plan Brady » (qui prévoit la réduction des créances bancaires) semble avoir joué un rôle déterminant dans l'avancée des négociations.

Face au Mexique, qui demandait une réduction de sa dette de 55 %, ramenée ensuite à 40 %, et aux banques, qui souhaitaient se limiter à 20 % ou 30 %, la situation paraissait bloquée. Or, il semblait qu'un accord préliminaire intervenait aux États-Unis entre le Trésor et les banques du pays ait finalement débouqué la situation. Les institutions bancaires américaines avaient, en effet, décidé d'accorder au Mexique une réduction moyenne de sa dette bancaire de 35 %. Ce qui équivaut à une réduction de 2 milliards de dollars (15 milliards de francs environ) par an sur trois ans sur le service de la dette mexicaine bancaire à moyen et long terme, évaluée à 54 milliards de dollars.

Le Mexique réclamait au départ que sa dette soit amortie de 4 milliards au moins. Côté français, la Société générale, seule participante parmi les banques de l'Hexagone au

comité formé de quinze banques représentatives des quinze cents crédits bancaires du Mexique, avait affirmé son opposition à une réduction supérieure à 30 %. Il semblait cependant qu'un terme d'une réunion avec la direction du Trésor, jeudi 6 juillet, elle ait accepté d'assouplir sa position.

Si l'accord est signé, les banques auront le choix entre trois options : échanger leurs créances contre des obligations à valeur faciale diminuée ; les échanger contre des obligations à valeur nominale identique, mais dont le taux d'intérêt serait réduit d'environ 50 % par rapport au taux de marché, ou ne pas procéder à une conversion, mais financer une partie des intérêts versés annuellement par le Mexique, ce qui équivaut à prêt d'urgence.

Tout se passait, le Mexique aurait été pressé par l'administration américaine d'accepter un tel accord. Sa signature représenterait en tout cas une belle victoire pour le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qui sera à Paris du 14 au 16 juillet. Il servira sans doute de base de négociations pour les autres pays candidats à des réductions de dette, dont les Philippines, le Venezuela et le Maroc.

F. L.  
(Lire page 4 l'entretien avec M. Salinas de Gortari.)

## Echanges et Projet relance l'idée des fonds salariaux et de la semaine de 32 heures

L'association Echanges et Projet, présidée par M. Pierre Vanlerberghe, vient de présenter de nouvelles propositions sur l'emploi et les salaires. Sa première idée est de « partager l'emploi de demain » en partant du principe que « en termes de création d'emplois, la réduction de la durée du travail n'est efficace que si elle est importante ». Le projet, élaboré par M. Patrice Pelissier, viserait à mettre en place « des dispositifs incitant les entreprises à créer et les individus à accepter des emplois pour lesquels la durée du travail serait sensiblement inférieure à la norme actuelle, par exemple trente-deux heures ».

Cette durée plus courte ne concernerait que les emplois nouveaux — à l'exception du personnel d'encadrement — à l'occasion d'une création d'entreprise, d'une implantation ou d'une extension d'unité. Le système imaginé reposerait sur des incitations : exonérations des cotisations aux Assédic et chèque-formation pour les salariés ; contribution au financement d'études éventuelles et crédit annuel d'impôt sur les sociétés (sur une base de 1 000 F par heure et par salarié), voire allègement de charges sociales pour les entreprises. Une « mission légère » auprès du premier ministre aiderait à la mise en œuvre de ce projet, les entreprises concluant des

conventions, basées sur des engagements réciproques précis, avec l'Etat.

L'autre idée d'Echanges et Projet est d'utiliser dans la fonction publique les mécanismes des fonds salariaux (report dans le temps d'une augmentation salariale) de l'investissement et du plan d'épargne entreprise. Si, par exemple, explique M. Vanlerberghe, l'Etat a pour objectif d'augmenter les salaires de 3 % l'année X, « il peut convenir d'attribuer en sus 1 % d'augmentation salariale différée qui ne serait versée que l'année suivante » X+1. Le versement de la totalité ou d'une partie de cette somme serait « subordonné aux résultats économiques de la nation (développement d'un certain taux de croissance du PIB). Cette augmentation serait donc gérée par une rentière supplémentaire d'impôt ».

Autre innovation (bien délicate à mettre en œuvre) : au titre de l'intéressement, un pourcentage de la masse salariale serait attribué aux fonctionnaires sous forme de prime annuelle soumise à un certain niveau de réduction du déficit global de l'Etat » était atteint... Les réactions des syndicats à un tel projet ne manqueraient sûrement pas de savoir...

M. N.

## M. Antoine Veil démissionne des Wagons-Lits

La situation de crise qui régnait dans le groupe Wagons-Lits depuis quelques mois a franchi une nouvelle étape, le 7 juillet, lorsque M. Antoine Veil, administrateur délégué, a, au cours d'une réunion du conseil d'administration, remis sa démission. Il reste toutefois en fonctions jusqu'au 31 juillet. A partir de cette date, le conseil a nommé M. Pierre Bellon, PDG de Sodexho (important actionnaire de Wagons-Lits) et M. François Boyaux comme administrateurs délégués.

Par ailleurs, le conseil d'administration, dans un communiqué, a réaffirmé « le rôle éminent du comité permanent présidé par M. Gilbert Anclon (représentant de la Caisse des dépôts, le plus important actionnaire) dans la définition de la stratégie du groupe ».

[C'est à la fin de 1988 que Sodexho (restauration collective) avait pris 17,5 % de capital de Wagons-Lits, à côté de la Caisse des dépôts et d'actionnaires belges (Brussels-Lambert) notamment. Mais, très vite, des divergences étaient apparues sur la stratégie à mener entre MM. Bellon et Veil.]

D'autre part, dans le cadre de participations croisées, c'est FLM, filiale hôtelière de Wagons-Lits, qui prendra une participation (29 %) dans Sodexho.]

## M. Alain Grenier nommé ambassadeur à Tunis

M. Alain Grenier a été nommé ambassadeur en Tunisie, en remplacement de M. Jean Bresson, a annoncé vendredi 7 juillet le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1930, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Alain Grenier a été en poste à Rio (1958-1960), Athènes (1960-1963), Damas (1964-1968), Rome (1968-1969), puis à l'administration centrale (1971-1972). Il a été ensuite conseiller technique au cabinet du ministre délégué auprès du ministère des affaires étrangères (1972-1973), puis conseiller général à Brest (1974-1978), directeur adjoint des affaires africaines et malgaches à l'administration centrale (1978-1980) et ministre conseiller à Londres (1980-1985). Il était ambassadeur à Damas depuis janvier 1986.]

## Après les incidents rue de Bièvre

## La CGT dénonce « la provocation » de la police

La CGT a protesté, le vendredi 7 juillet, dans un communiqué, contre « la présentation outrancière et mensongère » de la manifestation du 6 juillet organisée avec les « dix » de Renault devant le domicile de M. François Mitterrand, rue de Bièvre, en estimant qu'elle « a été faite dans le but de « déstabiliser et de dégrader un peu trop facilement la responsabilité du gouvernement ».

« Bien qu'informés de l'existence des manifestations de se rendre place de l'Hôtel-de-Ville pour la dislocation, poursuit la centrale, les dirigeants de la police ont alors recherché la provocation, évitée pour l'essentiel par les manifestants ».

La CGT a également indiqué que M. Michel Rocard a « affirmé son refus » de recevoir M. Louis Vianet, le numéro deux de la CGT, qui lui avait adressé une demande d'audience. Elle a confirmé son intention d'organiser, le mercredi 12 à 17 heures, une manifestation « de masse » qui partira de la place de la République à Paris pour aller « au plus près de l'Elysée ».

Le premier ministre avait demandé, jeudi 6 juillet, au Conseil constitutionnel de statuer en urgence, c'est-à-dire dans un délai de huit jours au lieu d'un mois, sur les recours déposés contre la loi d'amnistie dont un article, ajouté en cours de discussion parlementaire, permettrait la réintégration des « dix » de Renault. Une telle disposition avait déjà été annulée (en juillet 1988) par le Conseil constitutionnel, qui doit se prononcer de nouveau avant le 13 juillet.

■ M. Charles Salzmann quitte l'Elysée. — M. Charles Salzmann vient de quitter ses fonctions de conseiller technique à la présidence de la République où il s'occupait, depuis 1981, des questions de communication, et notamment de sondages et d'information. M. Salzmann a été nommé, la semaine dernière, membre du conseil d'administration d'Air France au titre des « personnalités qualifiées ».

## A Nice

## M. Charasse chahuté par des agents des impôts en grève

M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, a été chahuté par des délégués syndicaux dans la soirée du 7 juillet à Nice en sortant de l'hôtel des impôts où il venait d'avoir une longue entrevue avec trois fonctionnaires en grève de la faim depuis le 5 juillet. Des délégués l'ont interpellé. Devant le refus de M. Charasse d'entamer sur-le-champ des négociations, l'un des syndicalistes a tenté de se jeter sous la voiture à bord de laquelle avait pris place le ministre et le préfet. La police est intervenue pour permettre à la voiture de démarquer.

Selon le SNADGI-CGT, M. Bédégouy a été « interpellé en plein déjeuner, jeudi 6 juillet, dans son restaurant habituel », par des agents des impôts. Le ministre a indiqué que le 11 juillet, la CGT ni le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) ne seraient reçus au ministère, où seules sont convoquées les fédérations des finances CFDT, FO, CFTC et CGC, et qu'il ne leverait pas les sanctions tant qu'il y aura des actions. La fédération des finances CFDT et le syndicat FO-impôts ont décidé de ne pas se rendre au ministère le 11 juillet. Ce même jour, le SNUI, la CGT, la CFDT et le syndicat FO des impôts ont appelé à manifester à Paris.

■ Pneus roumains retirés du marché. — M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a décidé le retrait du marché français des pneus pour voitures particuliers fabriqués à Carcal en Roumanie, « en raison des risques d'écroulement » qu'ils présentent à grande vitesse. Il s'agit des pneus de type 145, 155 ou 165 SR 13, de marque Danubiana ou Victoria. Seuls sont concernés ceux qui sont vendus avec la mention Carcal, gravée en petits caractères sur le flanc du pneu, en dessous de la mention « Radial ».

■ Attaque d'un fourgon blindé à Castres : un convoyeur tué, un autre blessé. — Un convoyeur de fonds a été tué et un autre blessé, samedi 8 juillet, lors d'une attaque à main armée commise par des malfaiteurs contre un fourgon blindé de transport de fonds, devant une agence du Crédit agricole à Castres (Tarn).

Un des convoyeurs a été tué alors qu'il descendait du véhicule pour procéder au transfert des fonds entre les bâtiments de la banque et le fourgon. Au cours d'une seconde fusillade, un autre convoyeur a été blessé. Les malfaiteurs ont pris la fuite sans rien imposer.

La Cour de Strasbourg opposée à l'extradition d'un jeune Allemand vers les États-Unis  
Détenue en Angleterre, Jens Soering risque la peine de mort en Virginie

LONDRES  
de notre correspondant

Le gouvernement britannique va probablement accepter un jugement, embarrassant pour lui, de la Cour européenne des droits de l'homme, qui lui interdit d'extrader vers les États-Unis un ressortissant ouest-allemand condamné à mort pour meurtre dans ce pays. Les dix-huit juges, y compris un Britannique, qui composent ce tribunal ont en effet décidé à l'unanimité, vendredi 7 juillet, que le sort qui attendait le jeune Jens Soering, âgé de vingt-deux ans, s'il était extradé et emprisonné en Virginie, un Etat américain où les condamnés restent en moyenne six à huit ans dans leur cellule avant de passer sur la chaise électrique, était un de ces « traitements inhumains et dégradants » que proscribit l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Soering, fils d'un diplomate ouest-allemand, a, en mars 1985, tué à coups de couteau un couple de riches industriels de Virginie, M. et

M<sup>me</sup> Hayson, avec la complicité de la fille des victimes, Elisabeth, qui était alors sa petite amie. Les jeunes gens s'étaient enfuis en Grande-Bretagne et avaient été arrêtés à Londres en 1986 pour trafic de chèques volés. Elisabeth Hayson a été déjà renvoyée aux États-Unis où elle a été condamnée à quatre-vingt-dix années de détention.

Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, un organisme mal connu du grand public, qui siège à Strasbourg, n'ont pas la même force contraignante que ceux de la Cour européenne de justice, basée à Luxembourg. Mais il apparaît probable que Londres cherchera à éviter de défier ce jugement. Une solution de rechange pourrait consister à extraditer Jens Soering en RFA où il pourrait être jugé pour le double meurtre perpétré en Virginie, la législation de RFA permettant ce genre de procès pour des actes commis à l'étranger par des ressortissants allemands.

L'affaire gêne considérablement les Britanniques qui s'efforcent, pas toujours avec succès, d'obtenir l'extradition de militants de l'IRA auteurs de violences en Irlande du Nord et réfugiés aux États-Unis. L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme risque, au-delà de faire jurisprudence : il sera désormais difficile d'extrader des suspects vers les pays qui ont encore recours à la peine de mort. Le jugement de vendredi est fondé sur le caractère inhumain de l'attente, pendant des années, de l'exécution, mais il peut aussi être étendu à la peine de mort elle-même.

Lors du procès, en Virginie, l'accusation avait produit des témoignages selon lesquels les deux jeunes gens se seraient livrés à une sorte de messe noire après le double meurtre. Les murs étaient couverts d'inscriptions étranges faites avec le sang des victimes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Scandale en Argentine

## Plus de cinq cents morts « douteuses » dans une clinique de Buenos-Aires

Cinq cent quarante et un décès qualifiés de « douteux », des médicaments systématiquement périmés et des transfusions de sang avarié... C'est un scandale sans précédent, révélé par le quotidien argentin *Cronica*, qui vient d'éclater dans une clinique privée de Buenos-Aires spécialisée dans les soins aux personnes âgées.

Alertée par la famille d'un patient mort dans des conditions étranges, la justice argentine a demandé l'autopsie de tous les vieillards décédés en 1988 à la clinique Rafael Caldeira. Le type d'instruction a constaté que les patients étaient traités avec des médicaments périmés, distribués gratuitement par les laboratoires mais facturés aux familles. Par ailleurs, plusieurs échantillons de sang retrouvés à la clinique et destinés aux transfusions provenaient de donneurs atteints de la maladie de Chagas, une parasitose souvent fatale aux personnes affaiblies et aux vieillards.

Le directeur de la clinique et sept médecins ont été arrêtés. — (AFP.)

■ Deux touristes français assassinés au Kenya. — Deux jeunes touristes français, Bernard Legave et Patrick Coffin, originaires d'Auray (Morbihan), ont été découverts assassinés, le corps criblé de balles, jeudi 6 juillet, dans un parc national kényan, qu'ils visitaient depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Selon les autorités du Kenya, les deux jeunes gens auraient été victimes de braconniers qui, dotés d'armes automatiques, chassent l'éléphant dans cette réserve pour se livrer au trafic de l'ivoire. Le couple aurait pu surprendre ces trafiquants depuis plusieurs mois par les « rangers » kényans, qui ont abattu une vingtaine de ces braconniers depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Le numéro de « Monde » daté 6 juillet 1989 a été tiré à 513 708 exemplaires

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

QUE FAIRE AVEC  
OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15  
LE ETUDIANT

A C D E F G H

مكتبة الامم



هكذا من الأصل

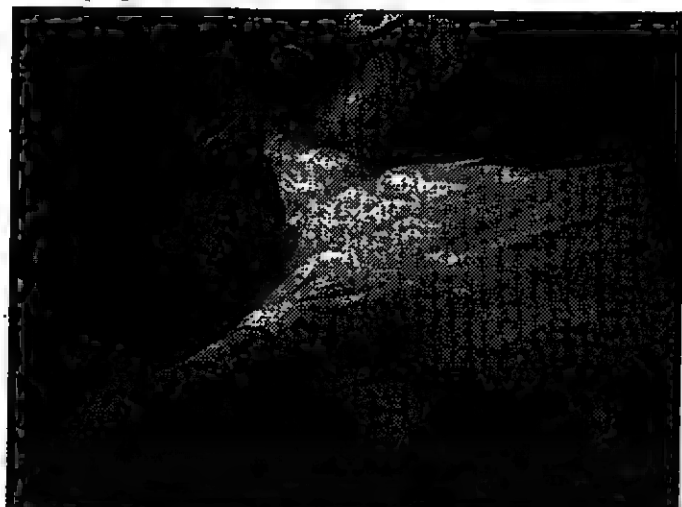
# Florida

# RADIO TELEVISION

# COMMUNICATION

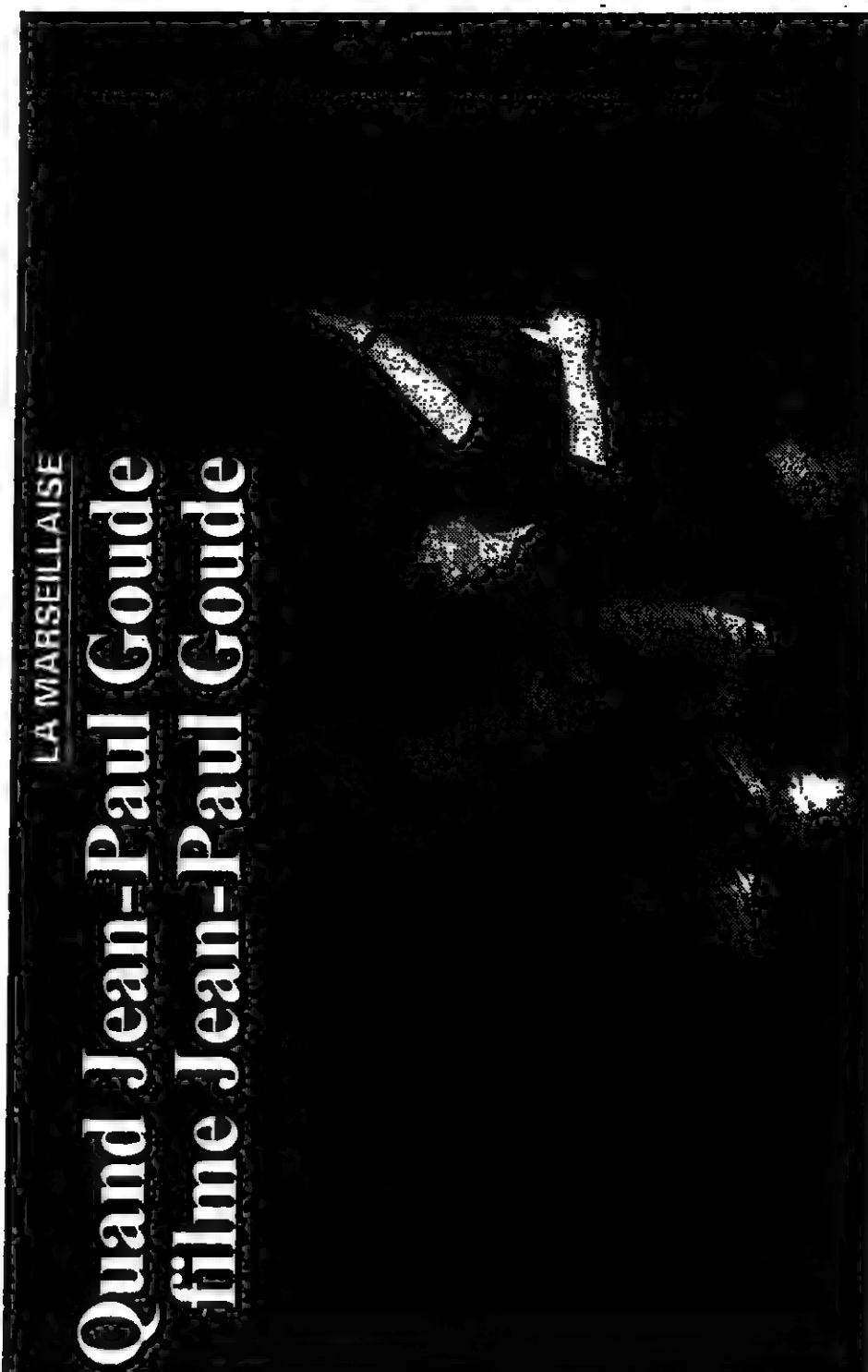
# Océaniques: La Madone des Philippines

**Optique:  
L'esprit  
de l'Eglise orthodoxe**



LA MARSEILLAISE

**Quand Jean-Paul Goude  
filme Jean-Paul Goude**



Supplément au n° 13824. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 9 — Lundi 10 juillet 1989.

# Le Monde

*Révolution  
française*

**au sommaire du n° 7**

**L'ALMANACH DE 1789 :  
LES CLÉS  
DE LA BASTILLE**

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une inconnue illustre. Dans un dossier spécial, *Le Monde* de la Révolution française, 20 pages, fait les clés de la Bastille. La dernière cause livre les clés de la Bastille. La visite de la Bastille avant l'assaut. La violence des rues. Les artisans de la démolition. Le rôle mystérieux joué par Sade. La démolition de la prison, symbole de la chute du ancien Régime.

# LE JOURNAL DES

# SPORTS

## DE L'HOMME :

# LE DROIT

# LE DROIT D'INCULPATION

# A L'INSURRECTION

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'Etat d'activistes, le Monde de la Révolution française retrace les violences des journées révolutionnaires.

révolutionnaires.

Portrait: Saint-Just ou la haine du  
privilege. Tribune: le procès de  
Louis XVI retait par le comte de  
Paris. Et les commentaires exclusifs  
de François Furet sur les événe-  
ments de Chine, de Pologne et de  
Hongrie.

**Hongrie. JUILLET 1989**

# 30 F. - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**AVEC  
BAC?**







## Les magazines TV au Canada

En 1986-1987, les cent trente-trois stations de télévision canadiennes ont proposé deux cent cinquante-sept types de magazines, traitant de toutes sortes de sujets, depuis l'économie mondiale jusqu'à la construction de nid d'oiseaux; les magazines occupent 15 % du temps d'antenne. Le secteur privé en produit 68, 8 % mais les diffuseurs retiennent que le secteur public, qui propose 32 %, restant, les places d'avantage (mais pas majoritairement) en prime-time. Ce sont les résultats d'une enquête menée par une équipe animée par Jean-Pierre Desautels, que ce professeur à l'université du Québec à Montréal a donné au cours d'une intervention au colloque sur le documentaire à Montréal (voir page 28). Présente-t-elle généralement sous forme d'entrevues et de reportages, ces émissions représentent environ 210 heures par semaine, ce qui est considérable, a fait remarquer ce spécialiste de la communication.

## Palmarès des jeunes danseurs

A tout concours son valoir: la Française Agnès Letestu, dix-huit ans, a reçu le grand prix du jury du Tournoi européen des jeunes danseurs retransmis par dix-sept chaînes de télévision dont FR 3, qui s'est tenu à Paris le 28 juin dernier. Dans la catégorie « Danse contemporaine », les juges ont également voté pour Igor Yebra et Maria Gimenez et coté classique, la Suissesse Christina Mac Dermott. Le « grand prix spécial » est allé à Tetsuya Kumaki, un Japonais dansant sous les couleurs britanniques.

## Les vidéocassettes de l'été

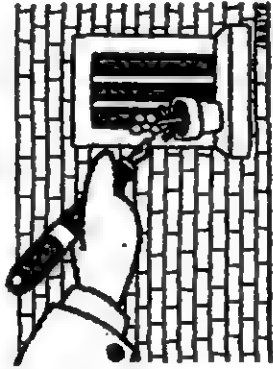
Le feuilleton de Jacques Bréaud, *Maria Vandamme*, qu'incarnait la jolie Corinne Ducloux, vient d'être édité en cassettes VHS (deux films de 160 minutes) par TF 1 Vidéo. Elles sont vendues par minute: 36-15 code TF 1, rubrique VHS shop.

L'Institut national de l'audiovisuel (INA) sort de son côté pour l'été seize vidéocassettes dans la collection « Les grandes heures de la télévision ». Les grandes heures de la télévision « codées avec Euro-marché et distribuées dans les magasins Euro-marché; quatre documentaires (Maurice et la Ville sainte, de Georges Saut, le Drame aux canettes, d'Alain Dahan, *Petit de chagrin*, d'Henri de Balzac); trois épisodes de *Michel Sirois*; de Jules Verne; la trilogie *Le sang d'or*; huit documentaires *l'île de Pâques*, *Expédition polaire*, réalisés par Jacques Bréaud; *l'Islande et la Pérou*, *Sri Lanka*, *la Louisiane*, *les Parcs nationaux américains* et *les îles Philippines*.

Les amateurs de Fernand Raynaud seront contents. Ses sketches les plus connus (*Allô toutou, pour-quoi tu tousses ? le Permis de conduire*...) sont réunis sur une vidéocassette d'une heure, codée par l'INA et Proscopie.

## Un spot pour les droits de l'homme

« J'écrit pour seler les barreaux avec mon style », ce slogan, prononcé bénévolement par sept personnalités françaises du sport, du cinéma, de la chanson et de la littérature pour le compte d'Amnesty International, et diffusé depuis le début de l'année 1986 sur les ondes radio, vient d'obtenir la médaille d'or de l'« International Radio Festival of New York ». La société International, à l'origine de cette campagne sans budget, a également obtenu le passage d'un spot télévisé invitant tous les défenseurs des droits de l'homme à assister de courir les responsables politiques qui les bafouent. Sur Canal + les 18 (18 h 45), 20 (12 h 30), 24 (18 h 45) et 27 juillet (19 h 10), et les 2 (13 h 30), 4 (19 h 30) et 8 août (13 h 30) prochains.



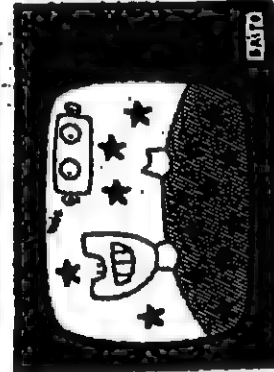
## Publicitaires inquisiteurs

Si le bottier à « bouton-poussoir » permet désormais de contrôler la présence du téléspectateur devant son petit écran, on ne sait rien de son comportement réel — et on peut douter des « fuites physiques et mentales » que déclenche le générique « pub ». Pour affiner encore ses sondages, l'Institut de sondages Domocopic, à caractère les différents types de téléspectateurs.

Parmi eux, deux familles paraissent particulièrement intéressantes: les « multi-occupés » (17 % de la population), des mères de famille qui « placent » des images qu'on leur impose, et les « mobiles » (12 % de la population), des jeunes adultes ardeurs qui jouent, télécommande en main, attirés sur leur écran, les « aventuriers des ondes ».

Ces deux groupes de téléspectateurs sont aussi les seuls qui ne consultent pas de programmes télévisés. Les autres — les « bouillottes » (15 %), les « télélectifs » (18 %), les « passifs » (23 %), soit deux tiers des téléspectateurs — organisent leurs soirées avec un hebdo télé tandis que les « télé-ques » (15 %) font leur choix dans un quotidien régional.

## Le retour des frères Bogdanoff



Après deux ans d'absence, Igor et Grigori Bogdanoff, qui avaient animé de 1978 à 1987, le magazine de science-fiction, « Temps X », sont de retour sur TF 1 pour l'été. Les deux frères présenteront tous les mardis soirs (vers 22 h 45) à partir du 18 juillet, « Futur », une émission scientifique de vingt-cinq minutes destinée au grand public et découpée en trois chapitres: « les actualités » (qui feront le point sur les grandes découvertes ou innovations scientifiques mondiales), « les documents » (un ou deux qui traitent d'un événement particulièrement important) et « le grand dossier », qui s'attachera à développer un thème particulier. Il y a vingt ans, le premier homme posait le pied sur la Lune, alors tout naturellement le premier dossier de « Futur » s'intéressera à « la face cachée de la Lune ».

## On joue sur Canal J

Depuis le 10 juillet et jusqu'à la fin du mois d'août, Canal J, la chaîne câblée destinée aux enfants, diffuse *Charlotte, Fifi et Benjamin*, un dessin animé primé au dernier Festival du film d'animation d'Annecy. A cette occasion, des questions sont posées aux jeunes téléspectateurs. En échange de bonnes réponses, ils reçoivent des cassettes vidéo.

## RFI sur TDF 1

Depuis le 12 juin, Radio-France International diffuse ses programmes en langue française sur le satellite TDF 1 (Canal 17).

Informations rassemblées par Nadine Avelange, Ariane Chénin, Laurence Folléa et Catherine Humbiot.

## du soir

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
14 juillet	15 juillet	16 juillet
20 h 30 VARIÉTÉS <b>Saint Thierry</b> En hommage à Le Luron. 21 h 40 SPECTACLE <b>La Marcellaise</b> La gigantesque parade de Jean-Paul Gaudé.	20 h 36 JEUX <b>InterVies</b> 22 h 36 SÉRIE <b>Dans le chaleur de la nuit</b> Une poupée vaudou.	20 h 36 CINÉMA <b>Max et les ferrailleurs</b> Policier psychologique signé Sautet. 22 h 30 CINÉMA <b>Entendeur nuit</b> Bonne nuit de mai 68.
20 h 36 VARIÉTÉS <b>Un air de liberté</b> 21 h 40 SPECTACLE <b>La Marcellaise</b> Difficile d'y échapper !	20 h 40 JEUX <b>Jeux sans frontières</b> 22 h DOCUMENTAIRE <b>Les grandes batailles</b> La guerre de l'Atlantique. 23 h 16 FEUILLETON <b>Retour au château</b>	20 h 36 TÉLÉFILM <b>Duel</b> Un commissaire privé de preuves. 22 h 15 MAGAZINE <b>Étoiles</b> Les souverains Baudouin et Fabrice.
20 h 36 MAGAZINE <b>Théâtre</b> Les confidences des derniers cap-horniers. 21 h 30 SÉRIE <b>La Marcellaise</b> 22 h 30 DOCUMENTAIRE <b>Il était une fois des légionnaires</b>	20 h 36 DESSINS ANIMÉS <b>Sandymania</b> 22 h 20 SPECTACLE <b>La Marcellaise</b> Reconstitution en direct des moments du défilé. 20 h 30 SÉRIE <b>Tappet</b> Une nouvelle enquête du fils écossais. 22 h DOCUMENTAIRE <b>La censure au cinéma</b>	20 h 36 DOCUMENTAIRE <b>Optique</b> La cathédrale. Un film soviétique, prix Italia 1986. 21 h 40 SPECTACLE <b>Les veilles de la liberté</b> Les vingt plus beaux voliers du monde à Rouen. 20 h 30 CINÉMA <b>La dernière valise</b> Le dernier concert du groupe The Band. 22 h 30 CINÉMA <b>La soirée</b> Comédie un peu lourde. Gabin et de Funès en font des tonnes.
20 h 30 DOCUMENTAIRE <b>Men, Man, Gaudé</b> Les dessous du fameux défilé. 21 h 30 SÉRIE <b>Jack Kélan</b> l'homme au miroir	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Recherche mercenaire</b> Une femme prête à tout pour récupérer son enfant. 22 h 05 TÉLÉFILM <b>Le crime dans le sang</b> Avec Robert Mitchum.	20 h 30 TÉLÉFILM <b>La belle nuit pour une punition</b> Mi-western - mi-policier. 22 h 05 TÉLÉFILM <b>Le procureur et l'assassin</b> On recherche le coupable d'un double meurtre.
20 h 30 TÉLÉFILM <b>La témoin allemande</b> Seule affaire de famille. 22 h 05 SÉRIE <b>La malédiction du loup-garou</b>	20 h 30 TÉLÉFILM <b>La belle nuit pour une punition</b> Mi-western - mi-policier. 22 h 05 TÉLÉFILM <b>Le juge et son bourreau</b> Le vieux commissaire mène l'enquête.	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Apollon 13 ne répond plus</b> Panique et suspense à la NASA. 21 h 05 TÉLÉFILM <b>Le juge et son bourreau</b> Le vieux commissaire mène l'enquête.

PHOTOS DE COUVERTURE: I. MAGNANI  
ERIC BONVET (COURTESY) / I. MAGNANI

## Sommaire 3

ÉVÉNEMENT
La Marcellaise : Jean-Paul Gaudé filme Jean-Paul Gaudé 16
Les films de la semaine 4
Lundi 7
Océaniques : La Madone des Philippines 7
Mardi 8
Le corsaire noir : Vol à voiles 8
Mercredi 11
Le passe-muraille : L'art de la métamorphose 11
Jeudi 13
Orages d'été : Jean Sagols à la campagne 13
Vendredi 15
La malédiction du loup-garou : Homo homini lupus 15
Samedi 19
La censure au cinéma : Les ciseaux et les bombes 19
Dimanche 21
Optique : L'esprit de l'Eglise orthodoxe 21
RADIO
France-Musique 22
Journées du répertoire : Un règne sans partage 22
France-Culture 25
Un entretien avec Jean-Marie Borzeix, directeur de France-Culture : A contre-courant 25
Les autres radios 26
ACTUALITÉ
Canada, le 50 <sup>e</sup> anniversaire de l'Office national du film : Derrière la fête, des questions 28
Tournage : L'Orestie : Du sang sur la neige 29
Echos 30
Chronique Orages dans l'air par Bruno Freppat 31

هكذا من الأسفل







# Derrière la fête, des questions

Une énorme fête, près de trois cents documentaires, un colloque international avec plus de mille participants. L'Office national du film du Canada (ONF), institution prestigieuse sans qui le pays n'aurait pas ses cinéastes, vient de célébrer son cinquantième anniversaire de façon boulimique. Mais derrière la fête, des questions taraudent. La relation du documentaire avec la télévision. Et l'avenir même de l'ONF.

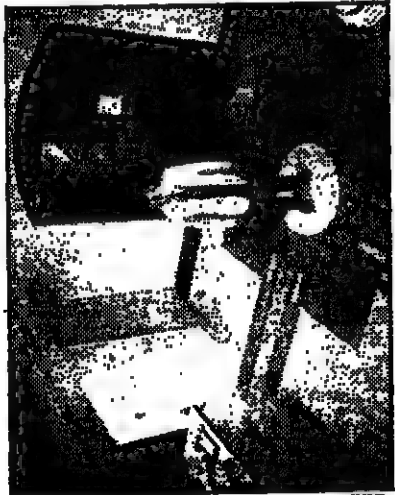
ENCORE, dix-huit. On en compte, le documentaire, forme ardente du septième art, n'en finit pas d'être fragile et menacé. Il n'est pas plus d'être défendu, soutenu par des fous ou par des défenseurs, que par des fous ou par des défenseurs. C'est quand même un phénomène remarquable, cette acclimation des manifestations défilées au genre depuis moins d'un an. Après la France, en tête du mouvement (1), puis l'URSS avec Léonide Kouchkovski (2), c'est à Montréal que « Le documentaire se fête » (titre donné à cette grande semaine cinématographique). En octobre, ce sera le tour du Japon à Yamagata. D'un festival à l'autre, on commence à voir les mêmes documents circuler — les meilleurs, et c'est tant mieux — on retrouve parfois aussi les mêmes producteurs, distributeurs, cinéastes... Une internationale des documentaristes se mettrait-elle en place doucement ?

L'Office national du film du Canada vient de fêter pendant une longue semaine très gale le cinquantième anniversaire de son existence en recevant tout un tas de manifestations. D'un côté, un colloque international — cinq jours de discussion, plusieurs thèmes — avec plus de mille participants venus du monde entier; de l'autre, des documentaires, beaucoup, prêts de trois cent cinquante dans cinq salles de cinéma à la fois. « On voulait que ce soit énorme, festif », explique André Faquet, qui coordonne l'ensemble de toutes ces activités. « On voulait montrer la vitalité du documentaire, écouter de son côté Jean-Marc Garand, responsable des documentaires francophones à l'ONF, vérifier aussi si le public souhaite réellement en voir, comme une enquête menée en automne dernier l'affirme, alors que la télévision en programme moins qu'il y a dix ans et que la production au Canada est en régression ».

Les quelque trois cents documentaires proposés au public dans les cinémas du centre-ville (entrées payantes) avaient été choisis selon trois objectifs. Montrer un éventail des tendances de la production internationale des années 80; un panorama du cinéma documentaire canadien depuis les années 60 (anglophone et francophone, produit ou non par l'ONF); des grands « classiques » — enfin (Nasecki, Nait et brouillard...). A

cette triple sélection s'ajoutent d'autres thématiques comme l'hommage au cinéaste allemand Klaus Wildmann ou la formidable rétrospective sur le documentaire français 100 ans Lumière, proposée par l'agence audiovisuelle du ministère français des affaires étrangères Intermedia.

Comment choisir ? Il aurait fallu être doué d'ubiquité pour tout suivre. Le public de Montréal a suivi Gros succès de la rétrospective française, celle pleine et émue devant les premières bandes des frères Lumière ou le *Croisière jaune* de Léon Poirier. Cette fameuse expédition Citroën, la traversée de la Perse, de l'Afghanistan, de l'Inde, de la Chine, la beauté des images, en noir et blanc, vous saute à la tête ! Cette rétrospective du documentaire français qui va des frères Lumière à Depardon en passant par tous les grands maîtres : Gréville, René Clair, Pierre Chenal, François Chateau, Renald, Jean Rouff, Jean-Luc Godard, Rohmer ou Chris Marker, est un petit bijou (2).



Route One-USA, le film dominant.

On a vu quelques-uns des films produits ou non par l'ONF depuis cinquante ans. Des films mythiques comme *la Bête humaine* de Pierre Péron, ou les merveilleux films d'animation de Mao Laven, des films historiques comme *la Vie du général de Gaulle au Québec*, les reportages de Bon Dieu et de Beverly Shaffer, *l'Évangile dans le désert*. La fameuse enquête aussi de Jean-François Mercier, *Depardieu*, qui a déclenché un véritable débat national (la culture québécoise survive-t-elle à la chute démographique ?). On a vu aussi des films qui valorisent les luttes des femmes, les luttes linguistiques et culturelles, les luttes politiques, le folklore. Ils ont joué un rôle, ils ont vieilli aujourd'hui.

On connaît la plupart des documentaires représentant les années 80 pour les avoir vus tel et tel dans des festivals. La sélection était bonne. Depuis les *Falklands* jusqu'au *Foufou* des *Solovki* en passant par *First Contact*, *Allô Berlin*, de l'Allemande Helga Rademacher, mais le film qui domine les autres, qui l'emporte, c'est certainement *Route One-USA* de Robert Kramer, un film de quatre heures, absolument désespéré, prophétique, fait de rencontres denses et rapides (3).

Kramer, à qui l'on doit *Ice, Mléstovets*, vit à Paris depuis dix ans; il est retourné pendant l'hiver 1987-1988 aux États-Unis. Il a parcouru 3.500 kilomètres du Nord au Sud, après la route

re 1 (« la route historique » qui relie le Canada à la Floride). Il a croisé l'Amérique profonde, *Route One-USA* est un carnet de voyage, un récit autobiographique à la structure complexe (il a introduit un comédien, qui est dans la réalité son ami et son double). Ce qu'il montre avec des images fulgurantes, c'est une Amérique en voie de décomposition, de régression, de tierce mondialisation... Une sorte de cancer actif ronge le pays, et il le montre avec une puissance violente. Kramer fait entendre avant la projection de son film, *Route One-USA*, avec son visage mince et son côté grave, mais très simple, il a raconté plus tard au restaurant ce « difficile retour après dix ans d'absence, les cinq mois et demi de voyage, la tension — cette façon de fuir les gens qui ne laisse jamais l'installer une émotion. Il a en une formule pour expliquer cette sorte d'ennui froid. « C'est le voyage qui prime, je n'étais pas là pour rencontrer les gens, je voulais qu'ils soient un peu comme les cellules d'un animal qui s'appelle les États-Unis ».

C'est à l'autre bout de la ville, au bordure de périmétrique, qu'avait lieu le grand colloque. L'intérêt des colloques, c'est souvent, bien sûr, tout ce qui se dit en dehors, les rencontres, les conversations inévitables. C'est là qu'on a senti, palpable, le malaise de l'ONF. Si le documentaire est en crise un peu partout dans le monde, il ne va pas être fort non plus au Canada, et l'ONF, institution prestigieuse, qu'il unique qui a permis à des générations (les Colin Law, Groulx, Arcand, Perrault, Jutra...) de travailler comme des chercheurs sans souci de temps ni de rentabilité, s'est effondré. On n'y rencontre plus, depuis vingt ans, l'esprit d'aventure exultant. Et, depuis dix ans, les rumeurs courent. Va-t-on privatiser cet organisme subventionné par l'État ? Va-t-on le transformer en centre de formation ? Les cinéastes de l'ONF ont tendance à se plaindre, et on a beaucoup dénoncé pendant le colloque la bureaucratie (à l'extérieur) et la télévision (de l'intérieur). La télévision-responsable-de-tout-ou-rien.

A la entendre, elle est le diable, qui impose ses lois au documentaire, qui le fait passer (ce qui n'est pas tout à fait vrai, près de 80 % des productions de l'ONF sont diffusées sur Radio-Canada et Radio-Québec). Aussi a-t-on écouté avec une sorte de soulagement ceux qui sont venus dire qu'il fallait arrêter de penser que le « marché » était inaccessible et insurmontable. La preuve, ce qui se passe depuis peu de temps en France et en Europe, avec *La bande à Lumière*, la SEPT, FR 3 et Canal +. La preuve, Marc Wels, qui a réussi à convaincre la chaîne publique américaine PBS d'installer une émission hebdomadaire, « Point of view », où l'on montre le cinéma indépendant américain le plus éloigné qui soit de la conception de la chaîne publique. Des mois, des années d'efforts, de discussions, d'organisation des cinéastes, de remises en cause aussi.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Avec la Biennale européenne de documentaires à Lyon, mais aussi le colloque du FIPA et le Cinéma du réel à Paris.

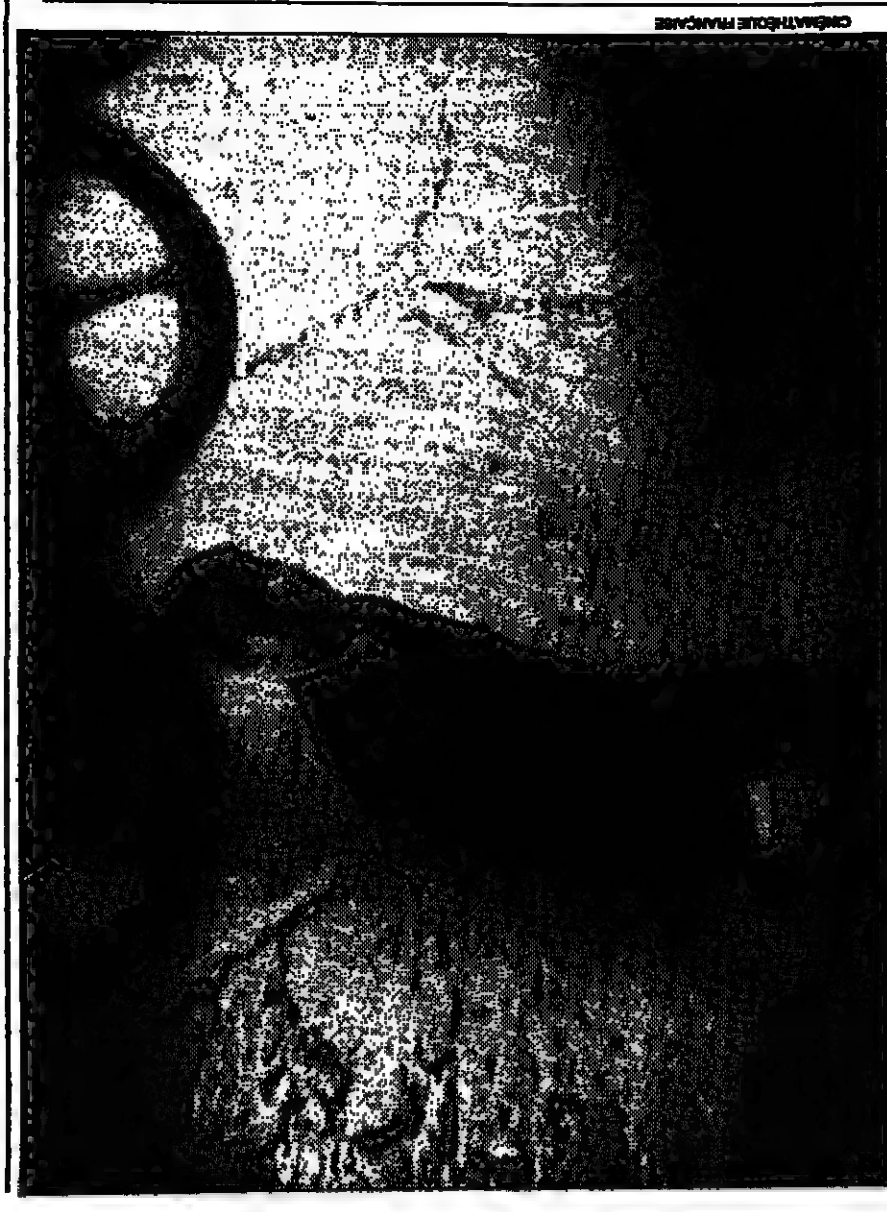
(2) La rétrospective « 100 ans Lumière », inaugurée à Montréal, les cinéastes à Toronto, Vancouver, puis à Yamagata, Tokyo et Osaka au Japon, à Helsinki, Lappeenranta, New-York, Barcelone. Une présentation publique à Paris n'est pas exclue. Un précédent colloque l'accompagne.

(3) *Route One-USA* coproduit par Les Films d'ici, Sept, Canal Four et KAL III, sera diffusé à la rentrée sur les sept. (4) D'ici là, M. Kramer, 110, rue Saint-Jacques.

## la semaine

PAR JACQUES SICLER

■ A l'étranger ■ On peut voir ■ No pas manquer ■ Chef-d'œuvre ou classique



Vampyr ou l'étrange aventure de David Gray, de Carl Dreyer.

### LUNDI 10 JUILLET

La dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil ■ ■

Film franco-anglais d'Anthony Aspinwall (1974), avec S. Eggar, C. Reed, S. Aldrich, J. McNamara, J. Freeman. FR 3, 20 h 35 (80 min).

Une jeune Anglaise, secrétaire de publicité à laquelle on a confié une Ford blanche à renouer d'Orléans, se trouve de nuit en l'auto et rencontre des gens étranges qui prétendent l'avoir vue dans le passé. Le mystère s'éclaircit peu à peu.

La montarde me monte au nez ■

Film français de Claude Zidi (1974), avec P. Richard, J. Bérin, C. Minazzoli, C. Pélissier, H. Guyot, J. Martin. A 2, 20 h 35 (105 min).

Une petite fille de province trébuchée par l'arrivée d'un cousin, se retrouve à Paris, où elle découvre que son père a été tué. Elle se retrouve à Paris, où elle découvre que son père a été tué.

L'homme de Rio ■

Film français de Philippe de Broca (1983), avec J.-P. Belmondo, F. Desnoyers, J. Servat, S. Hénaut, J. Darnal. FR 3, 20 h 35 (110 min).

Un soldat du contingent, en permission, s'en va jusqu'au Brésil pour délivrer sa fiancée, et se retrouve à Rio de Janeiro. Dans l'après-midi de la fin de l'été, il découvre que son père a été tué.

Vampyr ou l'étrange aventure de David Gray ■

Film franco-allemand de Carl Theodor Dreyer (1932), avec J. West, H. Gérard, J. Hieronimo, M. Schulz, R. W. Schell, S. Hénaut. FR 3, 22 h 30 (70 min).

Un jeune homme, appelé par un mystérieux soldat, se retrouve à Rio de Janeiro. Dans l'après-midi de la fin de l'été, il découvre que son père a été tué.

### JEUDI 13 JUILLET

Liberté ■ ■ ■

Film français de Laurent Jacob (1988), avec R. Morley, M. Serre, P. Renot, N. Shearer, H. Schyguille, L. Delamare, J. Grellat, G. Depardieu. A 2, 21 h 40 (85 min).

La révolution française vue par le cinéma de deux pays. Le grand film de montage préparé pour le Festival de Cannes 1989 et diffusé, en même temps, sur Canal +, mais qui n'est pas encore sorti.

Le corsaire noir ■

Film espagnol de Vincent Thomas (1972), avec G. Martin, T. Hill, B. Spencer, S. Monti, D. Lorry, M. Rendell.

Un corsaire du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui a été capturé par les Anglais, se retrouve à Paris, où il découvre que son père a été tué.

Angélique et le Roy ■

Film français de Bernard Borsière (1988), avec M. Mercier, R. Hossain, S. Frey, J. Rochefort, C. Giraud, J. Toth. TF 1, 20 h 35 (100 min).

Angélique, qui a été captivée par les Anglais, se retrouve à Paris, où elle découvre que son père a été tué.

### DIMANCHE 16 JUILLET

Max et les ferrailleurs ■ ■

Film français de Claude Sautet (1971), avec M. Pico, R. Schneider, B. Freson, G. Wilson, F. Périer, S. Lapointe. TF 1, 20 h 35 (110 min).

Un film qui veut montrer un homme aux prises avec une bande de pilliers de bar, dans la région parisienne, en se servant d'un langage très poétique et très poétique.

Extérieur nuit ■

Film français de Jacques Brel (1978), avec C. Besson, A. Dussolier, G. Lohy, J.-P. Sertier, M. Kaim, E. Nier. TF 1, 22 h 30 (120 min).

Trois margaux (deux hommes et une femme), les événements de mai 68 et la culture du mouvement.

Les guerriers du Bronx 2 ■

Film italien d'Enzo G. Castellari (1984), avec M. Gregory, H. Silva, V. d'Onofrio, P. Melio, T. Moore. La 6, 22 h 30 (90 min).

Dans un futur proche, une compagnie immobilière entreprend l'acquisition du Bronx, dont les habitants doivent être expulsés. Un jeune résident du quartier organise la résistance.

Les guerriers du Bronx ■

Film italien d'Enzo G. Castellari (1984), avec M. Gregory, H. Silva, V. d'Onofrio, P. Melio, T. Moore. La 6, 22 h 30 (90 min).

Dans un futur proche, une compagnie immobilière entreprend l'acquisition du Bronx, dont les habitants doivent être expulsés. Un jeune résident du quartier organise la résistance.

هكذا من الأصل







































## TF 1

8.30 **Météo.**  
8.35 **Série: Drôles d'histoires.**  
7.00 **Série: Les aventures de Tintin.**  
Émission de Jean Orléan. Avec le bulletin météo à 7.00 et 7.45.

8.00 **Météo.**  
8.05 **De la caverne au gré.**  
8.20 **Télé-shopping.**  
8.35 **Météo.**

8.55 **Club Dorothée samedi.**  
Mes tentes amies: Willy boy; Pika position.

10.00 **Spécial Disney samedi.**  
Le bonkai Pica: Zoro.

10.50 **Varétés: Jacky show D.T.**  
11.10 **Club Dorothée samedi (suite).**  
Jean et les Indes.

11.30 **Jeu: Jeopardy.**  
12.00 **Tournez-moi, manège.**  
Émission de Noël Ombres et Claude Szwarc.

12.30 **Jeu: La jante prie.**  
Présenté par Patrick Roy et Harold Kay.

12.55 **Météo.**  
13.00 **Journal.**  
13.15 **Météo.**

13.45 **Le Une est à vous.**  
Les téléspécialistes du samedi en téléfilm.

13.55 **Feuilleton: Surtout les hommes.**  
14.25 **Le Une est à vous (suite).**  
14.45 **Théâtre à l'écran.**

15.05 **La Une est à vous (suite).**  
17.40 **Trente millions d'amis.**  
Émission de Jean-Pierre Hulin.

18.15 **Série: Les professionnels.**  
19.05 **Mélo et Sophie.**  
19.30 **Jeu: La roue de la fortune.**  
20.00 **Journal, Météo et Tapie vert.**  
20.30 **Trage du Loto.**

20.35 **Jeu: Intervi.**  
Présenté par Guy Lux, Simon Gaudier, Leon Zilber, Claude Szwarc, Marion Perlebar.

22.35 **Série: Dans le chœur de la nuit.**  
23.30 **Magazine: Formule sport.**  
0.40 **Série: Drôles d'histoires.**  
1.05 **Série: Météo.**

## LA 5

6.30 **Le Journal permanent.**  
— De 7.30 à 9.00 **Des idées animées** —  
7.30 **Les aventures**  
de Teddy Ruxpin.

7.55 **Grand prix.**  
8.20 **Dans la malice.**  
8.45 **Synergies.**  
9.00 **Télé-écho.**

9.15 **Série: Voléin, voléin.**  
10.30 **Bouvard et Compagnie (rediff.).**  
11.00 **Série: Les brigades du Tigre.**  
11.55 **Flash d'informations.**  
12.00 **Série: Cosmos 1989.**

13.00 **Journal.**  
13.15 **L'hebdo de la Cinq.**  
13.30 **Série: L'homme**  
qui valait trois milliards.

14.30 **Série: Wonder woman.**  
16.10 **Série: Stéfi fait-moi peur.**  
17.00 **Les aventures**  
de Teddy Ruxpin (rediff.).

## A 2

9.30 **Journal des sources et des malentendus.**  
8.55 **Magazine: Cliché-matin.**  
Présenté par Marie Tison et Blicou.

9.30 **Série: Les aventures de Tintin.**  
Alex; Barbapapa; Mimi Croux; Blicou.

9.30 **Erie et compagnie.**  
Émission présentée par Eric Galliano et Nadia.

11.50 **Météo et Flash d'informations.**  
12.05 **Feuilleton: Photos de courses (2<sup>e</sup> épisode).**  
13.00 **Journal.**  
13.30 **Météo.**

13.40 **Série: L'homme qui tombe à pio.**  
Copic continue.

14.30 **Magazine: Aventures-voyages.**  
Je vous le jure: le bonkai de Pierre-Antoine Héro.

15.15 **Magazine: Samedi passion.**  
Cyrillano: Tour de France (14<sup>e</sup> étape - Marseille-Paris). A chacun son Tour, de Jacques Lecoq.

18.10 **Série: Bourrel et Mégret.**  
Les aventures de deux policiers: Cécile est la femme de Jean-Pierre Hulin.

19.35 **Le Journal du Tour de France.**  
20.00 **Journal.**  
20.30 **Météo.**

20.40 **Jeu: Sans frontières.**  
Animé par Fabrice et Marie-Angèle Nardi.

22.00 **Documentaire: Les grandes batailles.**  
De Jean-Louis Guillemin, Henri de Turenne et Daniel Costello.

23.00 **Journal et Météo.**  
23.15 **Feuilleton: Retour au châte.**  
De Charles Surridge, d'après Evelyn Waugh.

0.50 **Solitaire secondes.**  
0.55 **Le Journal du Tour de France (rediff.).**

## FR 3

10.30 **Magazine: Rencontres.**  
Invité: Claude Evin, ministre de la santé et de la solidarité.

11.45 **Les volées de la liberté.**  
12.00 **Magazine: Échelles 89.**  
Festival international de Radio-France et de Montpellier.

12.57 **Flash d'informations.**  
13.00 **Sport: Tennis.**  
Coupe de Guilla Vichy: résumés des demi-finales.

14.00 **Jeu: Génies en herbe.**  
Présenté par Patrick Drevet.

14.30 **Les volées de la liberté.**  
En direct de Rouen.

16.00 **Magazine: Sports loisirs vacances.**  
Tennis: Coupe Amis-Solbault à Minzeau et Arcadon-Lucas Cuy (semi-finales).

17.05 **Flash d'informations.**  
17.05 **Samedi passion.**  
Cyrillano: Tour de France (14<sup>e</sup> étape - Marseille-Paris). A chacun son Tour, de Jacques Lecoq.

18.10 **Série: Bourrel et Mégret.**  
Les aventures de deux policiers: Cécile est la femme de Jean-Pierre Hulin.

19.35 **Le Journal du Tour de France.**  
20.00 **Journal.**  
20.30 **Météo.**

20.40 **Jeu: Sans frontières.**  
Animé par Fabrice et Marie-Angèle Nardi.

22.00 **Documentaire: Les grandes batailles.**  
De Jean-Louis Guillemin, Henri de Turenne et Daniel Costello.

23.00 **Journal et Météo.**  
23.15 **Feuilleton: Retour au châte.**  
De Charles Surridge, d'après Evelyn Waugh.

0.50 **Solitaire secondes.**  
0.55 **Le Journal du Tour de France (rediff.).**

## M 6

6.00 **Des idées animées:**  
La lucarne d'Amilcar.

6.20 **Musique: Boulevard des clips.**  
9.00 **Musique: Clip dédicace.**  
10.30 **M 6 bouillotte: 700-éclat.**  
11.00 **Jeu: Zao à**

11.50 **Ht, ht, ht, toura!**  
11.55 **Intervi.**  
12.00 **Informations: M 6 express.**

12.05 **Des idées animées: Graffiti.**  
12.30 **Série: Les routes de paradis.**  
13.20 **Série: Madame est servie.**  
13.50 **Série: L'incroyable Hulk.**  
14.40 **Série: Les envahisseurs.**  
15.30 **Série: L'île fantastique.**

16.20 **Série: Ht, ht, toura!**  
17.10 **Ht, ht, ht, toura!**  
17.15 **Série: Vegas.**  
18.00 **Informations: M 6 express.**  
18.05 **Varétés: Multitop.**  
18.20 **Top 80.**

19.30 **Magazine: Turbo.**  
19.54 **Six minutes d'informations.**  
20.00 **Série: Madame est servie.**  
L'ex d'Angela (1<sup>re</sup> partie).

## CANAL +

En clair jusqu'à 8.10  
7.00 **Top 80.**  
7.45 **CBS Evening News.**  
Journal américain présenté par Dan Rather.

8.10 **COPS.**  
Cocoo: Xanadu et Street Rags.

9.45 **Série: Un jour à Rome.**  
Les aventures de deux policiers: Cécile est la femme de Jean-Pierre Hulin.

10.50 **Chiffres: L'antipati.**  
11.00 **Chiffres: L'antipati.**  
11.10 **Chiffres: L'antipati.**

12.30 **Flash d'informations.**  
12.35 **Flash: A puma et à sang.**  
13.25 **Flash d'informations.**  
13.30 **Cabou cadin.**

15.05 **Le monde de la liberté.**  
16.00 **Sport: Golf.**  
16.10 **Le monde de la liberté.**

18.15 **CBS cadin.**  
18.40 **Série: Badge 714.**  
19.05 **Flash d'informations.**  
19.10 **Top album.**

19.55 **Flash d'informations.**  
20.00 **Série: A la 100.**  
20.30 **Documentaire: Bleu, blanc, rouge.**  
De Gérard Sicre.

21.30 **Série: Jack Killin.**  
22.15 **Documentaire: L'homme au miroir.**  
22.40 **Magazine: D'ont.**  
22.50 **Flash d'informations.**  
22.55 **Chiffres: Allens, le retour.**

23.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
23.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
23.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

23.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
23.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
23.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

24.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
24.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
24.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

24.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
24.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
24.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

25.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
25.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
25.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

25.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
25.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
25.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

26.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
26.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
26.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

26.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
26.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
26.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

27.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
27.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
27.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

27.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
27.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
27.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

28.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
28.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
28.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

28.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
28.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
28.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

29.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
29.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
29.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

29.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
29.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
29.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

30.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
30.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
30.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

30.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
30.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
30.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

31.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
31.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
31.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

31.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
31.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
31.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

32.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
32.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
32.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

32.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
32.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
32.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

33.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
33.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
33.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

33.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
33.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
33.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

34.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
34.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
34.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

34.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
34.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
34.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

35.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
35.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
35.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

35.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
35.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
35.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

36.00 **Chiffres: Allens, le retour.**  
36.10 **Chiffres: Allens, le retour.**  
36.20 **Chiffres: Allens, le retour.**

36.30 **Chiffres: Allens, le retour.**  
36.40 **Chiffres: Allens, le retour.**  
36.50 **Chiffres: Allens, le retour.**

## Homo homini lupus

La bête du Gévaudan (gravure).

L'homme est un loup pour l'homme, dit-il Plante. Les amateurs de sensations fortes l'ont pris au mot !

Ceux qui voudront fuir les fables et les flonflons du 14 juillet, fassent Jean-Paul Goude, auront une solution toute trouvée: l'évasion dans la nouvelle série d'épouvante proposée par M 6 chaque vendredi, « La malédiction du loup-garou ». Un mélange très américain de bons sentiments et de magie noire, de hambur-

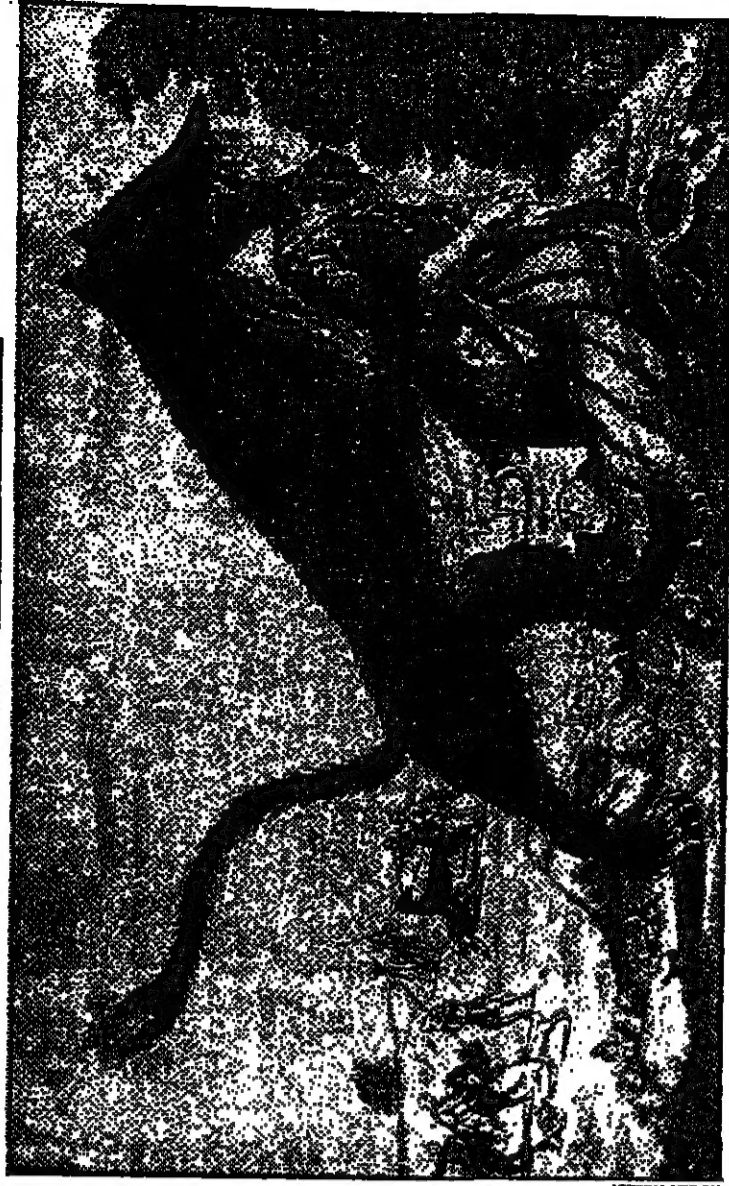
gers et d'hallucinations. Faisons garants. La légende du loup-garou remonte à l'Antiquité. Le lycanthrope - des mots grecs *lykos* loup, et *anthropos* homme - décrit un état psychiatrique selon lequel le patient se croit transformé en loup en tout autre animal. La maladie était répandue chez les peuples qui connaissent la chasse et la météorologie (transmutation des âmes). Les victimes étaient censées adopter l'apparence physique des plus grands prédateurs de la région: le loup ou le tigre en Europe ou en Asie du Nord, l'hyène ou le léopard en Afrique, le tigre en Inde, en Chine, et au Japon.

Cette superstition est liée à la croyance populaire dans les esprits d'animaux tués, les vampires, le tout, les sorcelleries et les loupes-garous. Le mythe du loup-garou était connu dans la Grèce antique et fut adopté par la religion olympienne. En Arcadie, région envahie par les loups, on rendait un culte au Loup-Zeus. Chaque année on lui offrait des sacrifices humains et, selon la légende, celui qui mangeait de la chair humaine était transformé en loup et ne pouvait retrouver sa forme humaine qu'en s'abstenant de ce genre de nourriture pendant neuf ans.

Les Romains appelaient les loupes-garous *veripellis* (littéralement ceux qui avaient « retourné leur peau »). Les contes et légendes à leur sujet abondent en Europe au Moyen Âge. Les personnes soupçonnées de lycanthropie étaient accusées de sorcellerie et brûlées vives. Ces « réels » imaginaires étaient surtout inspirés par la peur et la haine des populations rurales pour un animal dangereux qui décimait les troupeaux et propagait la

ALAIN WOODROW.

► LA MALÉDICTION DU LOUP-GAROU : M 6, 22 h 05



JITTON MIRON

La bête du Gévaudan (gravure).



